

L'EXPRESS

G. Attal : voyage dans un pays en guerre

Cour des comptes : fini la discrétion !

Maladie de Lyme : dix ans de délires

L'inflation, invitée surprise au Japon

Le vertige d'un nouveau monde



M 01722 - 3844 - F: 6,90 €

DOM: 6,90 € ALLEMAGNE: 7,50 € BELGIQUE ESPAGNE: GRÈCE
ITALIE PAYS-BAS PORTUGAL CONT.: 6,90 € LUXEMBOURG: 7,30 €
AFRIQUE C.A.: 4,200 CFA POL.: 10,950 XPF N.CAL.: 11,900 XPF
CANADA: 10,99 CAD MAROC: 57 MAD TUNISIE: 9 TND SUISSE: 8,90 CHF

LA TRACTION ULTIME.

DÈS 335€/MOIS.⁽¹⁾



A 0g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

DÈS 335€ PAR MOIS⁽¹⁾ SANS APPORT, LLD 48 MOIS EN

MINI COOPER E CLASSIC XS. LLD 48 MOIS 40 000 KM. À PARTIR DE 335 €/MOIS. SANS APPORT. EXTENSION DE GARANTIE INCLUSE.

(1) Exemple pour une MINI COOPER E CLASSIC XS. 48 loyers linéaires : 335 €/mois. Location Longue Durée sur 48 mois et pour 40000 km incluant Finance. Offre réservée aux particuliers pour toute commande d'une MINI COOPER E CLASSIC XS dans les agences participantes avant le 31/03/2025, 883. Consommation d'énergie électrique : 10,5 - 14,4 kWh/100km. Autonomie en cycle mixte : 293 - 305 km ; autonomie en ville : 388 - 403 km. Depuis mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Modèle présenté : MINI JOHN COOPER WORKS ELECTRIC avec options à **510€** / mois, sans apport. LLD 48 mois. 40 000 km.

PENSEZ À COVOITURER. #SEDÉPLACERMOINSPOLLUER



VERSION MINI COOPER ELECTRIC.



l'extension de garantie. Assurance perte financière à souscrire par l'intermédiaire de BMW Finance ou auprès de l'assureur de votre choix, sous réserve d'en justifier auprès de BMW dans la limite des stocks disponibles et sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles 343 606 448, inscrit à l'ORIAS sous le n°07 008 le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de

VOUS SOUFFLER LES PLUS BELLES IDÉES DE VOYAGE.

1 000 destinations à travers le monde.*



S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

AIRFRANCE

 MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM

* Avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS
DÈS MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER. 

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage
sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

SOMMAIRE

Courrier des lecteurs

- 8 Un nouveau Munich ?; Des troupes en Ukraine; Un espoir pour Gaza...

Edito

- 10 L'Europe face à la trahison des Etats-Unis

L'œil de L'Express

- 12 Il faut sauver le soldat Zelensky
12 Le président américain, faux ami de la crypto
14 Trump, ennemi n° 1 du libéralisme économique

Périscopes

- 16 Le mot de la semaine : « Télévision »
16 Le tour du monde en 6 infos

En couverture

18 David Frum : « Trump détruit le leadership américain »

L'ex-plume du président George W. Bush prédit une crise majeure aux Etats-Unis dans les années à venir. Et exhorte les Européens à prendre en main leur destin.

- 22 Prémices d'un sabordage économique
23 Qui pour freiner le 47^e président ?
24 Michel Duclos : « Les Etats-Unis ont changé de camp »

Pouvoirs

26 Edouard Philippe : de l'importance d'enjamber Bruno Retailleau et les autres

Seul candidat déclaré, l'ancien Premier ministre doit composer avec des concurrents qui peuvent se révéler demain de vrais obstacles sur son chemin vers la présidentielle.

- 29 Thomas Piketty et la défense nationale : science et décence, par Denys de Béchillon
30 Les vérités d'Aurore Bergé
32 Audiard, *Bureau des légendes...* Le cinéma malade d'un militantisme bas du front, par Abnousse Shalmani

Vu de France

- 34 Déplacements de ministres : la politique du trompe-l'œil

Géopolitique

38 Gabriel Attal, voyage dans un pays en guerre

Trois ans après l'invasion russe, l'ex-Premier ministre est retourné pour la deuxième fois sur les terres de ses ancêtres. L'Express l'a accompagné.

- 42 La France au défi d'« européeniser » sa dissuasion nucléaire
43 L'Europe, un continent nucléarisé
45 Retour de la guerre en Europe : quelles alliances, pour quel monde et avec quels moyens ? par Hervé de Courrèges
46 Pétra, en quête de ses touristes perdus

Commerce international

- 48 L'inflation, une invitée surprise au Japon

Economie

50 La méthode Moscovici trouble la Cour des comptes

Elle n'a jamais été autant sollicitée, mais la maison de la rue Cambon a du vague à l'âme. Jusqu'où peut-elle aller sans faire de la politique ?

- 53 L'IA, béquille de la consommation ?
54 Karine Le Marchand, du pré à l'assiette
56 La puissance économique, clé de l'autonomie militaire de l'Europe, par Nicolas Bouzou

Patrimoine

- 58 Location : un coup de canif dans le régime des meublés
59 L'épargne au service de la souveraineté
59 Les bronzes animaliers, un succès massif

Chaque jeudi,
recevez L'Express
chez vous

Abonnez-vous au
0969 325 723



Les informés

de Jean-Rémi Baudot et Aurélie Herbemont
du lundi au jeudi à 20h

1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



franceinfo:

radio . web . tv canal 27

Chaque vendredi avec
un journaliste de

L'EXPRESS

Nouveaux mondes

60 James Hansen : « Les climatologues doivent ouvrir les yeux »

Rôle du nucléaire, recherches sur la géo-ingénierie... Le scientifique américain invite ses collègues à faire preuve de plus de réalisme.

62 Sandrine Murcia : la donnée sous clé

63 Comment Pékin contrôle Jack Ma, l'Elon Musk chinois, par Robin Rivaton

Sciences & médecine

64 Maladie de Lyme, anatomie de dix ans de folie

La Haute Autorité de santé a publié de nouvelles recommandations sur la prise en charge de la maladie de Lyme. L'occasion de revenir sur l'une des plus grandes controverses médicales.

67 La science américaine démantelée

Idées

68 David Christian : « Nous sommes à un tournant cosmologique »

71 Télétravail : les trois illusions des réunions en visio, par Julia de Funès

72 Donald Trump est-il plus bête qu'un chimpanzé ?, par Géraud Bronner

Evasion

Livres

74 *La Realidad* ou l'invention de Neige Sinno

76 Palmarès

77 Lumineuse toile de l'enfance

78 L'éditeur derrière *La Femme de ménage*

Ecrans

79 Avec Amazon, la crainte d'un James Bond sous algorithme

Arts

80 A Cannes, la Malmaison se réinvente

Jeux

81 Mots croisés, sudoku...

Ultimatum

82 Un grand moment de télé, par Christophe Donner

À RETROUVER

sur Lexpress.fr



Du Canada à la Chine, en passant par l'UE : depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a remis au goût du jour les guerres commerciales.

Mais ces batailles ne sont pas nouvelles. Avec l'économiste Sébastien Jean, *La Loupe* vous raconte cette semaine ces conflits passés et ce qu'ils peuvent nous enseigner aujourd'hui. « L'art de la guerre commerciale », une série à écouter sur Lexpress.fr et sur toutes les plateformes de podcast.



Tous les articles sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement sur le site de Lexpress.fr, le premier mois à 1 euro.



Le 10 mars, L'Express organise son colloque Sciences et Santé 2025 autour du thème

« Bien vieillir : les promesses de la science ». Prix Nobel, chercheurs, politiques, démographes et médecins seront réunis pour un après-midi d'échanges exceptionnels. Pour participer à cet événement, organisé au théâtre du Rond-Point, à Paris, réservez vos places sur le site de L'Express.

L'EXPRESS

Société éditrice :
Groupe L'Express
112, avenue Kléber
75116 Paris

ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication :
Alain Weill
Directeur de la rédaction :
Eric Chol

Imprimé en France : Maury
imprimeur SA
(45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0328 C.82839
Dépôt légal : mars 2025

courrierlecteurs@lexpress.fr

Service abonnements
Vous pouvez nous joindre
au 0969 325 723

de 9 à 19 heures
du lundi au dimanche
ou par email
à abonnements@lexpress.fr

Adresse postale :
CS 90006 - 59718 Lille Cedex 9
Tarifs abonnement France
1 an, 52 numéros : 130 €
(TVA 2,10 %).

Services diffuseurs n° vert :
0 805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions
confondues,
a été tiré à 139 110 exemplaires.

L'Express : cahier n° 1
(édition générale : 84 pages).
Booklet déposé « Express
Bienvenue » sur une sélection
d'abonnés.

Magazine imprimé sur du papier
PEFC (sauf encarts).
Origine du papier : Italie et
Allemagne ; taux de fibre recyclées :
minimum 50 % ; eutrophisation,
PTOT : 0,004 kg/tonne.



Certifié PEFC

A R R P
autorité de
régulation professionnelle
de la publicité

IMPRIM'VERT®

ACPM



LE TRI
+ FACILE



LE TRI
+ FACILE



EXPLORER DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS POUR QUE VOS INVESTISSEMENTS VOUS RESSEMBLENT

CRÉATRICE D'OPPORTUNITÉS, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE
PROPOSE UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE ET UNE RELATION
REPOSANT SUR L'ÉCOUTE ET LA CONFIANCE.

**BANQUE
TRANSATLANTIQUE**
GESTION DE FORTUNE DEPUIS 1881



NATALYA KOSAREVICH/ISTOCK/GETTY IMAGES

Envoyons des troupes en Ukraine...

Jean-Pierre Cadène, Gaillac-Toulza (Haute-Garonne)

Poutine et Trump ne comprennent que la force. Il est donc temps que l'Europe montre ses muscles. Il faut que ceux des Vingt-Sept qui le veulent envisagent d'envoyer des troupes en Ukraine et le fassent. Si l'Ukraine, avec 38 millions d'habitants et un PIB de 170 milliards d'euros, tient tête depuis trois ans à la Russie, l'UE, avec 450 millions d'habitants et un PIB de 17 000 milliards, devrait parvenir à imposer sa vision. Il n'y a rien à attendre de Poutine et d'une paix fantôme qui ferait disparaître l'Ukraine. (« *Se défendre sans les Américains, le défi de l'Europe* », *L'Express* du 27 février.)

... et utilisons notre or!

André-Paul Cormy, Piolenc (Vaucluse)

La France possède un stock d'or de 2 400 tonnes, soit 220 milliards d'euros. Ces stocks sont bien sûr réservés aux « coups durs ». Mais la situation géopolitique créée

par les revirements de Trump n'en constitue-t-elle pas un? Dès lors, pourquoi ne pas utiliser une petite partie de ces réserves pour financer les investissements militaires? (« *Macron-Trump: malgré les accolades, un fossé grandissant* », sur *L'express.fr*)

Un espoir pour Gaza

Catherine Guillerm, Lège-Cap-Ferret (Gironde)

Un immense merci à Ofer Bronchtein pour son projet de reconstruction de Gaza dans une perspective de réconciliation. Avec son humilité et sa liberté de parole, il nous redonne espoir. La paix peut revenir dans ces territoires dévastés par la haine. (« *Les dessous du plan français pour Gaza, bien différent de celui de Trump* », *L'Express* du 20 février.)

Que vaut une vie humaine?

Lionel Cohn, Ramat Gan (Israël)

Après l'échange de trois otages israéliens contre plusieurs centaines de prisonniers palestiniens, la question se pose: la vie humaine a-t-elle une valeur différente selon le peuple?

Un échange « normal » se fait entre deux valeurs semblables. Le fossé qui sépare 3 de 300 révèle la morale du pays qui exige cette « disproportion ». D'autant plus que l'on n'échange pas uniquement des criminels, mais, côté israélien, des personnes kidnappées et arrachées à leur foyer. (« *Israël et le Hamas procéderont samedi au 5^e échange d'otages contre des prisonniers* », sur *L'express.fr*)

Changer les noms de lieux est un acte politique

Bruno Lonchamp, Dole (Jura)

Trump veut rebaptiser le golfe du Mexique « golfe d'Amérique » et le mont Denali (terme amérindien) « mont McKinley », du nom de ce président assassiné en 1901. Des choix politiques qui traduisent ses nouvelles valeurs. Parallèlement, pour ne pas froisser la Chine, les salles Tibet du musée Guimet, à Paris, deviennent salles « du monde himalayen ». A quand la réimpression de *Tintin au monde himalayen*? (« *Aux Etats-Unis, le golfe du Mexique renommé "golfe d'Amérique" sur Google Maps* », sur *L'express.fr*)

Erratum Une erreur s'est glissée dans l'article « *Comment ils ont fermé Fessenheim: enquête sur une désinvolture* » (*L'Express* du 27 février). La contribution dont doit toujours s'acquitter la communauté de communes au titre du FNGIR n'est pas de 32 millions d'euros comme écrit, mais de 3 millions. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous pardonner cette coquille.

L'Express, partenaire de la conférence de la défense

Le Paris Defense and Strategy Forum s'inscrit déjà comme un rendez-vous stratégique annuel incontournable du Vieux Continent. L'Express est à nouveau partenaire de cette grande conférence qui se déroulera sur le site de l'Ecole militaire, à Paris, du 11 au 13 mars. Militaires, politiques, diplomates, praticiens et experts y échangeront sur des thèmes aussi cruciaux que les alliances et les moyens

nécessaires pour disposer de l'architecture de sécurité adéquate face à la menace russe. Le directeur de la rédaction de L'Express, Eric Chol, y animera deux grands échanges, dont l'un avec le délégué général chargé de l'armement, Emmanuel Chiva. Le spécialiste défense du magazine, Clément Daniez, y enregistrera en public deux épisodes du podcast « L'Etat-Major ».

L'Express donne la parole à ses lecteurs. Adressez-nous vos lettres (**en précisant votre commune de résidence**) par courriel à courrierlecteurs@l'express.fr ou par courrier à L'Express – *Courrier des lecteurs* – 112, avenue Kléber – 75116 Paris.

RÉSIDENCE ALLODIS

«TOUT SIMPLEMENT LE PLUS BEAU SPOT DES 3 VALLÉES »

SITUÉE À MÉRIBEL, AU SOMMET DU PLUS GRAND
ET PLUS BEAU DOMAINE SKIABLE AU MONDE



SEULEMENT
**21 APPARTEMENTS
& PENTHOUSES D'EXCEPTION**

LA RÉSIDENCE ALLODIS
EST DIRECTEMENT RELIÉE
AU FUTUR **HÔTEL BELVÈDÈRE 5***
BY ROEDERER COLLECTION

LIVRAISON DÉCEMBRE 2027
DÉMARRAGE DES TRAVAUX
EN 2025*



SKI IN /
SKI OUT



SERVICES
HOTELIERS 5*



PISCINE
& SPA



SALLE
DE SPORT



KIDS
ROOM



RISING STONE

ENTRE PLAISIR ET PERFORMANCE PATRIMONIALE, CHOISISSEZ LES DEUX

200, rue des Jeux Olympiques, 73550 Méribel
+33 (0)4 79 08 79 42 | rising-stone.com
myproperty@rising-stone.com



En découvrir plus
sur la Résidence Allodis.

L'Europe face à la trahison des Etats-Unis

Le lynchage de Zelensky par Trump et son vice-président n'est que le dernier épisode d'un colossal revirement américain.



M. LANDRY POUR L'EXPRESS

PAR ÉRIC CHOL

DIRECTEUR
DE LA RÉDACTION

« La vérité, c'est que les Américains finiront par se faire détester par tout le monde. Même par leurs alliés les plus inconditionnels », confiait, en 1963, le général de Gaulle à Alain Peyrefitte*. Ce jour-là est arrivé, quand Donald Trump, aidé de son vice-président, J.D. Vance, a humilié en direct et en mondovision le chef de l'Etat ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans le bureau Ovale. Stupeur, colère, émotion... Et puis un sommet monté en quarante-huit heures chrono à Londres par le Premier ministre Keir Starmer, pour que les Européens puissent laver cet affront, réaffirmer leur solidarité envers un président en guerre, à grand renfort de poignées de main franches, d'accolades et de tapes sur l'épaule. Et bien sûr, réitérer de nouvelles promesses de soutien à Kiev et esquisser un plan de paix.

« Cette séquence de la Maison-Blanche a agi comme un choc salutaire, résume Jérémie Gallon, diplomate et essayiste, les Européens ne pourront plus dire: "On ne savait pas." » Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été prévenus. Il suffit de visionner en accéléré les innombrables outrances diplomatiques de la nouvelle administration Trump pour constater l'ampleur de la dislocation du lien transatlantique. Le 12 février, Donald Trump crée la surprise en passant un coup de fil d'une heure et demie à son nouvel ami, Vladimir Poutine, sans prévenir les dirigeants européens. Deux jours plus tard, J.D. Vance sermonne vertement les Européens lors de la conférence sur la sécurité de Munich. Le 18 février, les ministres des Affaires étrangères russe et américain scellent le rapprochement de leurs pays au cours d'une rencontre à Riyad. Une semaine plus tard, pour la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine, les Etats-Unis et la Russie votent ensemble au Conseil de sécurité des Nations unies en faveur d'une résolution qui oublie de qualifier les Russes d'agresseurs et ne reconnaît pas l'intégrité territoriale de l'Ukraine. La rupture est alors consommée... Jusqu'à l'incident – ou plutôt le traquenard tendu à Volodymyr Zelensky à la Maison-Blanche –, suivi, trois jours plus tard, par la suspension de l'aide américaine à l'Ukraine.

Vivement 2028 et la fin du mandat de Donald Trump, espèrent déjà les Européens. Mais c'est ne rien comprendre à l'éloignement de l'Amérique, entamé avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Bercés par l'illusion d'un parapluie nucléaire américain perpétuel, les Européens ont refusé de tirer les leçons du virage diplomatique négocié par Barack Obama et poursuivi par ses successeurs, jusqu'à la radicalité mise en œuvre par Donald Trump. Durant les trois décennies qui ont suivi la chute du mur de Berlin, l'Europe a profité allègrement des dividendes de la paix. Le retour de la guerre sur le continent, la brutalisation des relations internationales, la menace russe, l'affichage des ambitions chinoises et aujourd'hui le lâchage de l'allié américain ne laissent plus le choix à l'Europe que d'apprendre à se protéger. Seule et vite. ✱

* *C'était de Gaulle*, par Alain Peyrefitte (tome II, Fayard, 1997).



Seuls 3% des Français sont capables de citer une cheffe d'entreprise.* Rendons-les plus visibles.

Caisse d'Epargne s'engage avec son **contrat d'utilité** à soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin partout en France.

Découvrez nos actes engageants sur plusprocheplusutile.fr



**CAISSE
D'EPARGNE**

Vous être utile.

Il faut sauver le soldat Zelensky

Le président ukrainien sera en mesure de résister à l'hostilité américaine tant que les Européens continueront à le soutenir.



PAR CYRILLE PLUYETTE

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT MONDE

Qu'il semble loin le temps où le Congrès américain gratifiait Volodymyr Zelensky d'une standing ovation ! Fin décembre 2022, l'homme au pull kaki se frayait un passage jusqu'à la tribune sous les vivats, avant de promettre de ne jamais se rendre. Deux ans et deux mois plus tard, celui que l'Amérique célébrait en héros est traité comme un moins que rien par le président des Etats-Unis. Le monde entier a été sidéré par l'échange d'une violence inouïe qui a vu Donald Trump l'humilier dans le bureau Ovale le 28 février, l'accusant de « jouer avec la troisième guerre mondiale ». Trois jours plus tard, le milliardaire gelait toute aide militaire à l'Ukraine pour forcer Zelensky à présenter des excuses et à accepter un cessez-le-feu avec la Russie.

Dans un retournement de situation effarant, Washington et Moscou désignent à présent le leader d'un pays victime de l'invasion russe comme l'homme à abattre. « Si quelqu'un ne veut pas conclure un accord, je pense que cette personne ne sera pas très longtemps dans le coin », a menacé le locataire de la Maison-Blanche, après que Zelensky

avait estimé que la fin de la guerre était encore « très très lointaine ». A l'unisson, les lieutenants de Trump martèlent que le leader ukrainien devra être écarté s'il continue d'être, à leurs yeux, un obstacle à la paix. Du pain bénit pour Poutine, qui veut exclure Zelensky d'éventuelles négociations, au nom de son « illégitimité ».

Heureusement, les dirigeants européens ont pour la plupart manifesté leur soutien à celui qui incarne la résistance ukrainienne. Président démocratiquement élu, c'est à lui de défendre les intérêts de son pays – ce qui implique de refuser un cessez-le-feu sans garanties de sécurité. Il serait irresponsable d'organiser des élections en pleine guerre, sous les bombes russes et alors que des millions d'Ukrainiens ont quitté leur pays ou vivent en zone occupée. Sans compter que les Russes en profiteraient pour diviser la société, semer le chaos et tenter de manipuler le scrutin.

Alors que l'hostilité américaine contre lui risque de s'intensifier, il faut sauver le soldat Zelensky. Trump peut-il le forcer à la paix ? « Tant que les Européens continueront à soutenir l'Ukraine, il sera en mesure de lui résister », juge l'historien Sergueï Radchenko. Le président ukrainien a raison : son pays peut encore tenir. A condition que l'Europe trouve rapidement les ressources financières pour se substituer aux Américains dans l'envoi d'équipements militaires. ✱



MA_IRISH/ISTOCK/GETTY IMAGES

Le président américain, faux ami de la crypto

La réserve stratégique de cryptoactifs annoncée par Donald Trump ne sera pas celle espérée par l'écosystème.



PAR MAXIME RECOQUILLÉ

JOURNALISTE TECH

Les Etats-Unis, « capitale mondiale » des cryptos ? La création d'une réserve stratégique, promise le 2 mars par Donald Trump, semble à première vue aller dans ce sens. Mais si les plus mordus espèrent un stock libellé en bitcoin, le véritable poumon de l'écosystème, ils vont être déçus. Le président américain mise avant tout sur trois jetons mineurs : XRP, Solana et Cardano. Pour des raisons qui n'échapperont à personne. La société Ripple, l'émettrice de XRP, est un soutien financier important de Trump. Solana, via sa blockchain du même nom, supporte les juteux « memes coins » lancés à son effigie ainsi qu'à celle de sa femme Melania. La présence

de Cardano est plus mystérieuse, mais son fondateur, Charles Hoskinson, est aussi un allié notable du républicain.

Souvent présenté comme son plus grand défenseur, Trump est en réalité un faux ami de la crypto. Les moteurs idéologiques et technologiques du secteur semblent en effet à ses yeux secondaires derrière les bénéfices pour lui-même et ses proches soutiens. Des soupçons de conflits d'intérêts et de délits d'initiés entourent d'ailleurs déjà ce projet. En institutionnalisant ces actifs totalement décorrélés de l'économie réelle, Donald Trump lie durablement leurs cours à sa propre politique. Au fond, seule une classe de cryptoactifs l'intéresse vraiment : les stablecoins. Parce qu'ils n'ont de valeur que s'ils sont adossés, comme c'est le cas pour la plupart d'entre eux, au dollar. Et que, toute sa vie, Donald Trump n'a jamais compté autrement qu'en billets verts. ✱

CONFÉRENCE



Photo: Stéphanie Jean Philippe Nuel, InterContinental Lyon - Hôtel Dieu

L'IMPACT DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FISCAL DANS LA GESTION DE PATRIMOINE

L'Express et Le Conservateur vous convient à une conférence exclusive animée par Eric Chol, en présence de Thibaut Cossenet et Blandine Prouvost.

L'année 2025 s'annonce comme une charnière importante mais s'ouvre pleine d'incertitudes : instabilité politique et géopolitique, réformes fiscales, nouvelle donne monétaire...

Ensemble nos experts présenteront un panorama des actualités économiques et fiscales ainsi que les risques et opportunités relatives à la gestion du patrimoine privé et à celui du dirigeant.

La conférence sera suivie d'un cocktail dînatoire afin de vous permettre de rencontrer et d'échanger avec les experts Le Conservateur, dans le cadre prestigieux de l'Intercontinental de Lyon, au cœur de l'Hôtel-Dieu.



Eric Chol
Directeur de la Rédaction
L'Express



Thibaut Cossenet
Directeur de l'Offre Épargne
et Patrimoniale
Groupe Le Conservateur



Blandine Prouvost
Directrice Adjointe
de l'Ingénierie Patrimoniale
Groupe Le Conservateur

Le mardi 18 mars 2025 à 19h30
InterContinental Lyon - Hôtel Dieu
20 Quai Jules Courmont, 69002 Lyon

19h00 : accueil des invités

19h30 : début de la conférence

20h30 : cocktail dînatoire et échanges
avec les intervenants



*Pour vous inscrire
à la conférence,
veuillez scanner
ce QR code*

En vous inscrivant, vous consentez à ce que le Groupe Le Conservateur, responsable de traitement, L'Express, en qualité de sous-traitant et leurs sous-traitants traitent vos données à caractère personnel pour organiser la conférence. Sauf opposition de votre part auprès de votre contact Le Conservateur, ces données pourront être utilisées à des fins de prospection commerciale par celui-ci. Conformément à la réglementation, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, à la portabilité, de limitation du traitement de vos données personnelles. Pour obtenir des informations supplémentaires concernant la protection des données personnelles, vous pouvez consulter les pages internet suivantes www.conservateur.fr/protection-des-donnees et www.lexpress.fr/pratique/politique-protection-donnees-personnelles.html. Vos informations personnelles sont conservées aussi longtemps que nécessaire pour les objectifs cités ci-dessus. Si vous esintercon.

Trump, ennemi n° 1 du libéralisme économique

Le national-capitalisme autoritaire est la nouvelle matrice idéologique des Etats-Unis. A rebours des valeurs libérales.



PAR BÉATRICE MATHIEU

GRAND REPORTER ÉCONOMIE

Avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les Européens ont enfilé un nouveau costume, celui du lapin dans les phares de la voiture. Tétanisé. Hésitant jusqu'au dernier moment sur la voie à emprunter pour échapper au pire. Avant de trouver le bon chemin, encore faut-il comprendre le danger. Quel est le logiciel du président américain ? Sur quelle idéologie prospère le trumpisme ? Dans une chronique publiée le 15 février dans *Le Monde*, l'économiste Thomas Piketty en donne sa version : « Les saillies trumpistes [...] montrent son attachement au capitalisme autoritaire et extractiviste le plus agressif, qui est au fond la forme réelle et concrète qu'a prise le plus souvent le libéralisme économique dans l'Histoire. » Sa démonstration pourrait être séduisante si elle n'était en grande partie fautive (voir aussi page 29). Si la dérive autoritaire de Trump ne peut évidemment être contestée, le trumpisme n'est pas l'enfant du libéralisme. Il en est son négatif.

Durant la plus grande partie du xx^e siècle, les démocraties capitalistes libérales ont prospéré parallèlement aux régimes socialistes autoritaires, voire dictatoriaux. L'effondrement de l'URSS et de ses vassaux a tout fait basculer. Sur les ruines du mur de Berlin, l'idée selon laquelle un seul modèle politique et économique allait conquérir la planète, et séduire tous les peuples, a fleuri. Par extension, on a même fini par confondre capitalisme et libéralisme, imaginant naïvement que la création et l'accumulation de richesses allaient de pair avec l'Etat de droit et le respect des libertés individuelles. L'essor spectaculaire de la Chine à l'orée du nouveau siècle a révélé que non seulement le capitalisme pouvait se fondre dans la dictature mais qu'en plus, il s'accommodait parfaitement de la mainmise de l'Etat sur les affaires. La grande crise de 2008 n'a pas été seulement une crise financière. Elle a ébranlé durablement les fondations de nos démocraties libérales, sapant la confiance dans le multilatéralisme, la mondialisation et le libre-échange. Dès lors, un nouveau modèle s'est propagé en Russie, en Hongrie, en Turquie, en Inde, avec à chaque fois ses spécificités locales, voire culturelles. La bascule systémique de ce nouveau siècle porte un nom : le national-capitalisme autoritaire

(NaCa), selon l'expression de l'économiste Pierre-Yves Hénin, professeur émérite à l'université Panthéon-Sorbonne. Le trumpisme n'en est que sa version américaine.

Dans les faits, ce fameux NaCa s'appuie sur trois piliers : un nationalisme identitaire qui a remplacé le communisme comme idéologie, une restriction des libertés individuelles et un capitalisme dévoyé avec une osmose plus ou moins grande selon les pays entre capitaux publics et privés. Une matrice idéologique à des années-lumière d'un libéralisme chimiquement pur. Sur le plan économique, l'idéologie Maga (Make America Great Again) de Donald Trump s'en éloigne encore davantage. Le protectionnisme décomplexé et la guerre commerciale déclenchée à coups de droits de douane prohibitifs contre le Canada, le Mexique, la Chine et demain l'Europe sont une attaque en règle des valeurs libérales, alors que les Etats-Unis ont paralysé depuis des années le principal organe de règlements des conflits au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Les visées expansion-

nistes du président américain sur le Groenland, le canal de Panama ou même le Canada piétinent allègrement les règles de l'Etat de droit. Enfin et surtout, l'allégeance au président américain d'une bonne partie des patrons des multinationales américaines de la tech – par opportunisme ou par peur des rétorsions – a accouché d'un capitalisme de connivence. Le jeu de la libre concurrence, soit l'essence même du libéralisme économique, est biaisé par les marchandages politiques, les intimidations et l'im-

brication entre fonds privés et publics. Les Etats-Unis sont devenus une nation où les oligopoles et les monopoles prospèrent, au détriment du consommateur, qui en paiera l'addition en termes d'inflation. Un capitalisme d'extorsion où la kleptocratie et la violence sont désormais rendues possible par le démembrement de l'Etat fédéral, assimilé à tort à une remise en ordre des finances publiques.

Le fossé est béant avec le modèle européen. Car l'Union européenne est avant tout une construction fondée sur le respect de la règle et de la norme, toute référence au nationalisme ayant été gommée. Elle ne pourra répondre aux attaques de Donald Trump en singeant sa méthode, mais en défendant ses valeurs. En trouvant de nouvelles alliances, sans confondre souveraineté et nationalisme identitaire. La seule voie pour assurer la survie de l'idéal européen. *



MA_LRISH/ISTOCK/GETTY IMAGES

COLLOQUE

SCIENCES ET SANTÉ

DE L'EXPRESS

2025

BIEN VIEILLIR : LES PROMESSES DE LA SCIENCE



10 MARS 2025 - 14 HEURES

AU THÉÂTRE
DU ROND-POINT, PARIS

PROFITEZ D'UN TARIF
EXCEPTIONNEL
AVEC LE CODE :

ABOTRP



AVEC LE SOUTIEN DE



myBlend

ReedSmith

LE MOT GÉOPOLITIQUE

« Télévision »

L'ancienne star de l'émission *The Apprentice*, dont le succès a pavé sa route vers le pouvoir, n'a jamais cessé d'être l'homme de la télé-réalité. Pour Donald Trump, même les sujets les plus dramatiques doivent faire l'objet d'un show, l'essentiel étant qu'il reste au centre de l'attention. La guerre en Ukraine, qui voit ce pays martyrisé depuis trois ans par l'invasion russe, ne fait pas exception. C'est devant les caméras du monde entier que le président américain a rabaissé avec brutalité son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky. Alors que la discussion houleuse venait d'acter un basculement historique des Etats-Unis dans le camp de la Russie, menaçant la sécurité de ses alliés occidentaux, le leader républicain y a mis un terme par ces mots : « Ça va être de la grande télévision. »

Tous les ingrédients étaient en effet réunis pour créer une scène de clash susceptible de devenir virale sur Internet, avec Trump et son zélé vice-président, J.D. Vance, dans le rôle des harceleurs, et Zelensky dans celui de la victime. Les deux dirigeants républicains, qui n'apprécient guère le leader ukrainien, lui reprochant notamment sa présence auprès de démocrates pendant la campagne électorale, ont été ravis de montrer à leur base « Maga » (« Make America Great Again »), hostile à l'aide à Kiev, qu'ils ne faisaient preuve d'aucune complaisance avec lui. Ils ont été appuyés dans leur entreprise de démolition par la presse d'extrême droite, qui a demandé à Zelensky pourquoi il ne portait pas de costume. L'ancien comédien paraissait très seul face à ces deux champions des rings télévisuels bien décidés à le faire passer pour un ingrat et un va-t-en-guerre. Il n'a pas évité tous les pièges, mais il a sauvé l'honneur.

CYRILLE PLUYETTE

1

AUTRICHE

Un cordon sanitaire in extremis

Après cinq mois de négociations tendues à Vienne, le parti conservateur ÖVP a annoncé avoir trouvé un accord avec les libéraux et les sociaux-démocrates pour gouverner. Cette alliance sera sous la pression du parti d'extrême droite FPÖ, arrivé en tête des législatives mais qui a échoué à former une coalition. Les priorités du nouveau gouvernement : l'immigration, l'intégration et le vote d'un budget pour 2025.



A. HARNIK/GETTY IMAGES/AFP

6

ÉTATS-UNIS

La guerre des douanes est déclarée

Donald Trump (*photo*) a mis ses menaces à exécution. Plusieurs fois, le président américain avait retardé l'entrée en vigueur d'une hausse de 25 % des droits de douane sur les produits mexicains et canadiens, et de 20 % pour ceux de Chine. Le 4 mars, ces prélèvements supplémentaires sont devenus réalité, faisant trembler les marchés. Le Canada a répliqué par des droits de douane similaires sur 155 milliards de dollars de marchandises américaines et Pékin, par de nouvelles taxes de 15 % sur certaines importations des Etats-Unis. Le Mexique tergiverse, puisque 80 % de ses exportations se font vers son grand voisin du nord. Mais sa présidente a annoncé qu'elle avait « un plan A, un plan B, un plan C et un plan D ».

2

UKRAINE

Après l'affront, Volodymyr Zelensky au front diplomatique

La passe d'armes dans le bureau Oval, le 28 février, a été historique, la réponse diplomatique se devait d'être à la hauteur. Après les critiques acerbes de Donald Trump et de son vice-président, J.D. Vance, à Washington, Volodymyr Zelensky a pu compter sur un front uni des Européens, rassemblés dès le 2 mars à Londres afin de mettre en place leur propre plan de paix pour l'Ukraine. Le président français propose dans un premier temps une trêve d'un mois, avec la fin des opérations aériennes et navales et l'arrêt des frappes sur les infrastructures énergétiques.

PAR CORENTIN PENNARGUEAR

STÉPHANIE HUMBERT-BASSET



3

TURQUIE

Un tournant historique pour les Kurdes

Abdullah Öcalan, emprisonné sur l'île d'Imrali, a bouleversé l'avenir de la Turquie. Le 27 février, le leader historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé kurde en guerre ouverte contre l'armée turque depuis quarante ans, a appelé à déposer les armes et à dissoudre son propre mouvement. Emprisonné depuis vingt-six ans, le chef du PKK a dit « assumer la responsabilité historique de son appel » et doit maintenant être suivi par ses lieutenants en Syrie et en Irak.

Conflit Turquie-PKK depuis juillet 2015*

4786 membres du PKK

1494 forces de l'ordre turques

7152 morts

646 civils

226 victimes à l'affiliation inconnue

*Fin du dernier cessez-le-feu

SOURCE: INTERNATIONAL CRISIS GROUP

5

CORÉE DU SUD

Un peu d'amour dans l'air

A Séoul, les bonnes nouvelles se font rares sur le front de la démographie. Alors les autorités ont sablé le champagne au moment d'annoncer les statistiques annuelles, fin février : en 2024, le nombre de mariages a décollé (+ 14,9 % en un an) et les naissances ont augmenté pour la première fois depuis neuf ans. Selon le gouvernement, ces chiffres sont le résultat des milliards de dollars dépensés dans les incitations financières au mariage et les aides à la petite enfance. Le taux de natalité coréen reste toutefois le plus faible du monde, avec 0,75 enfant par femme (contre 0,72 en 2023), largement insuffisant pour enrayer la crise démographique.

4

ISRAËL

La tension monte en Syrie

Depuis la chute du régime de Bachar el-Assad, en décembre 2024, l'armée israélienne multiplie les attaques en Syrie. Dans la nuit du 25 au 26 février, Tsahal a mené une série de frappes sur des cibles militaires dans le sud du pays voisin, notamment près de Damas et dans la province de Deraa. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, exige désormais des nouvelles autorités syriennes une « démantèlement complète » des zones proches de l'Etat hébreu et a menacé d'intervenir dans la ville druze de Jaramana, à quelques kilomètres seulement de la capitale, Damas.

CHANGEMENT D'ÈRE

David Frum : « Trump détruit le leadership américain »

L'ex-plume du président George W. Bush prédit une crise majeure aux Etats-Unis dans les années à venir. Et exhorte les Européens à prendre en main leur destin.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT BERBON

Le XXI^e siècle va-t-il basculer sur un simple clash télévisuel ? Seuls les livres d'histoire le diront. Mais le 28 février 2025 restera comme le jour où le monde, sidéré, a assisté au lynchage du président ukrainien Volodymyr Zelensky par son homologue américain Donald Trump et son bras droit J.D. Vance. Trois jours plus tard, les Etats-Unis suspendaient leur aide militaire à Kiev. David Frum, éditorialiste vedette au magazine *The Atlantic*, ancienne plume de George W. Bush et anti-Trump acharné, analyse les conséquences possibles de ce revirement brutal des Etats-Unis sur le plan diplomatique et cette gifle monumentale infligée au Vieux Continent.

Comment avez-vous réagi en découvrant l'échange spectaculaire dans le bureau Ovale entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky ?



M. PRESTER

David Frum Comme beaucoup, j'ai été stupéfait. Je crois que le but de l'attaque contre Zelensky – et en particulier celle du vice-président américain J.D. Vance – était de semer

la discorde entre le leader ukrainien et les sénateurs républicains. Car, au Congrès, et surtout au Sénat, la cause ukrainienne bénéficie encore d'un soutien important. D'un point de vue strictement politique, la manœuvre est habile. Ils sont arrivés à la réunion avec un plan précis : mettre en scène une hostilité entre Trump et Zelensky, afin de fournir aux médias de droite ces images et de dire ensuite : « Vous devez choisir, c'est Trump ou Zelensky, mais pas les deux. » Pour le reste, il me semble qu'il aurait été plus judicieux pour Trump, et la Russie, de faire semblant d'être amis en public tout en attaquant les Ukrainiens en privé. Car en procédant ainsi, Trump et Vance ont révélé aux yeux

du monde entier, et à leurs alliés notamment, leur alignement avec la Russie, ainsi que leur hostilité envers l'Ukraine en général et envers son président en particulier.

Le président ukrainien est-il tombé dans le piège qui lui était tendu en tenant tête à ses deux interlocuteurs ?

Je ne critiquerai pas Zelensky, peu importe ce qu'il a dit ou fait. Ici, aux Etats-Unis, certains se demandent : pourquoi le dirigeant le plus courageux du monde aujourd'hui – cet homme qui a refusé de fuir sa capitale, qui a fait face à l'ennemi, qui a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat – n'a-t-il pas rampé devant Trump ? Tout simplement parce que c'est un homme digne ! Mais au fond, cela n'aurait rien changé, car en réalité, si Zelensky avait adopté une position plus conciliante, s'il était allé voir Trump et lui avait laissé le beau rôle en public, s'il avait signé ce contrat absurde sur les terres rares que Trump réclame, la trahison aurait simplement eu lieu à huis clos.

Le secrétaire d'Etat Marco Rubio, pourtant réputé pour son soutien à l'Ukraine, a déclaré que Zelensky devrait présenter des excuses après sa rencontre avec Donald Trump...

En littérature, les personnages qui font le mal en sachant pertinemment qu'ils font le mal sont parfois plus fascinants que ceux qui agissent mal simplement parce que c'est dans leur nature. C'est probablement ce qui explique l'attention portée à Rubio : sa situation personnelle est psychologiquement complexe, tandis que Vance et Trump jouent des rôles de méchants évidents, sans la moindre ambiguïté.

Bien qu'ils ne soient pas de même nature, ce rapprochement historique entre les Etats-Unis et la Russie est-il un événement d'une ampleur comparable à celui de 1985 entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, en pleine guerre froide ?

C'est un peu comme si vous me demandiez de trouver le point commun entre le geste de Helmut Kohl et François Mitterrand se tenant la main à Verdun et la reddition signée par le maréchal Pétain [Rires.]. Dans un cas, il s'agit d'une réconciliation digne entre d'anciens adversaires, conclue dans l'intérêt supérieur de la paix et de la prospérité des deux nations. Dans l'autre, c'est



SAUL LOEB/AFP

L'altercation Trump/Zelensky, le 28 février, ou le symbole d'un monde qui bascule.

une trahison honteuse. Mais je veux affirmer qu'il ne s'agit pas ici d'un véritable alignement entre les Etats-Unis et la Russie. J'espère que les amis de l'Amérique à travers le monde comprendront aussi que Trump incarne une partie de l'Amérique, mais certainement pas toute l'Amérique. Car croyez-moi, les Américains dignes de ce nom ont assisté à cette scène avec honte et horreur.

Certains commentateurs affirment que ce rapprochement de Donald

Trump avec Vladimir Poutine vise à éloigner ce dernier de la Chine...

Plus une idée paraît stupide, plus il faut être intelligent pour tenter de lui trouver une explication rationnelle. C'est ainsi que certaines personnes brillantes, qui soutiennent Trump pour d'autres raisons, élaborent des explications complexes qui, au fond, n'ont aucun sens. Prenons l'exemple de la Chine. Celle-ci s'interroge : « Est-ce dangereux d'attaquer Taïwan ? Pouvons-nous le faire sans risque ? » Si l'Ukraine gagne la guerre, la réponse pour Pékin



sera : « Attaquer Taïwan serait trop dangereux. » Mais si la Russie l'emporte – ou pire encore, si elle triomphe grâce à la corruption des dirigeants américains –, alors le message adressé à la Chine devient : « Finalement, ce n'est pas si dangereux. Il suffit de convaincre Elon Musk [NDLR : Tesla dépend en grande partie de sa *giga-factory* de Shanghai] de dissuader Donald Trump d'intervenir. » Et cela ne devrait pas poser trop de difficultés, au vu des immenses intérêts économiques que possède la Chine.

Bon nombre des raisonnements géopolitiques qu'on entend ne sont en réalité que des prétextes destinés à manipuler la vie politique américaine. Cela donne surtout aux républicains plus modérés une excuse pour ne pas s'opposer à Trump.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création de l'Otan, la sécurité de l'Europe a été garantie par le parapluie américain.

Les Européens ont-ils été trop naïfs ?

Je ne pense pas que le problème ici soit celui de la naïveté. Le problème de l'Europe, c'est qu'elle a pris d'importants engagements envers ses propres retraités. Ses systèmes de retraite sont fragiles. Et pendant longtemps, compter sur les Etats-Unis pour assurer la sécurité collective a permis d'éviter de trancher des dilemmes politiques difficiles en matière de dépenses publiques, surtout depuis l'essoufflement du modèle de croissance européen après 2010. Mais aujourd'hui, l'un des rares avantages de ce qui s'est passé le 28 février dans le bureau Ovale, c'est que cela rend ce problème impossible à ignorer.

« L'annonce, mardi, par la présidente de la Commission européenne,

« Si les Etats-Unis deviennent une puissance prédatrice à la manière de la France de Louis XIV, ils se découvriront beaucoup d'ennemis... et bien moins d'amis »

► Ursula von der Leyen, d'un plan de 800 milliards d'euros pour la défense européenne va-t-elle dans le bon sens ?

Oui. Il lui faut construire une véritable politique de sécurité. Cela passe par la création d'un Conseil européen de sécurité nationale, avec un système de vote à la majorité. Il faut également bâtir une structure militaire européenne solide. Le Royaume-Uni doit cesser de bouder dans son coin et rejoindre au moins le parapluie sécuritaire européen. L'Europe a besoin du Royaume-Uni, car elle a besoin d'une intégration militaire réelle. Il y a trop de polémiques faciles à exploiter si ce leadership est assuré par les Allemands. Il faudra donc confier ce rôle à un commandement britannique ou français. Et il faudra une composante nucléaire, ainsi qu'une intégration et non une duplication des dissuasions nucléaires britannique et française, mais plutôt une rationalisation, une unification où chaque partie fournit des équipements spécialisés. Y compris un déploiement naval conséquent. La vision du monde que Trump propose – et qu'il parvient à imposer à son parti – est faite de grands blocs prédateurs. Et dans un tel monde, l'Europe n'a pas d'autre choix que de s'adapter.

Certains responsables politiques et commentateurs, de ce côté-ci de l'Atlantique, estiment que Trump fait preuve de réalisme concernant l'Ukraine. Selon eux, Kiev a perdu la guerre depuis longtemps, et les Européens refuseraient de regarder la réalité en face.

Franchement, je ne comprends pas comment le groupe des partisans de la reddition face à la Russie a pu convaincre qui que ce soit de les qualifier de « réalistes ». C'est l'acte de publicité mensongère le plus scandaleux qui soit. Un pur fantasme fondé sur le panslavisme, sur des restes de nostalgie prosoviétique, et sur la croyance que Poutine est le sauveur de la race blanche hétérosexuelle. La réalité, c'est qu'on a affaire à un pays qui n'est qu'une

puissance économique de troisième ordre et une puissance militaire de deuxième ordre. Si les Etats-Unis avaient pleinement soutenu l'Ukraine dès le début, en lui fournissant des armes à longue portée en temps voulu, la Russie serait totalement vaincue. Son économie est en ruines. Et ceux qui se disent « réalistes » sont en fait des rêveurs et des idéologues. La réalité, c'est que cette guerre en Ukraine, c'est le 1905 de Poutine [NDLR : en 1905, une révolution fragilisa le règne du tsar Nicolas II, préfigurant celle de 1917]. Elle a révélé le mensonge de la puissance russe.

Quel peut être l'impact de ce tournant pour les Etats-Unis eux-mêmes sur la scène mondiale ?

Dans l'esprit de Trump, l'ordre mondial que les Etats-Unis ont contribué à construire, avec leurs alliés depuis 1945, ne sert pas vraiment leurs intérêts. Il ne perçoit pas à quel point cet ordre a pourtant été façonné au bénéfice des Américains. Voyez, vous et moi menons cet entretien en anglais. Les Américains n'ont

pas besoin d'apprendre une deuxième langue. Ce sont les autres qui doivent le faire. Vous pouvez utiliser une carte Visa en Thaïlande et, en cas de problème avec un commerçant, vous serez remboursé. Le niveau de vie aux Etats-Unis est extraordinairement élevé. Les statistiques économiques classiques ne mesurent pas vraiment à quel point les Américains sont plus riches que les citoyens des autres démocraties comparables. Ils vivent dans des maisons plus grandes, ont la climatisation, consomment davantage de viande, possèdent toutes sortes de gadgets électroniques dernier cri. Ce monde, les Etats-Unis l'ont conçu pour eux-mêmes. Et, qu'ils en soient pleinement conscients ou non, c'est ce qui m'inquiète le plus.

Pourquoi ?

L'histoire du monde euro-atlantique depuis cinq cents ans, c'est celle de l'ascension de grandes puissances successives – l'Espagne de Charles Quint, la France de Louis XIV – mais aussi, à chaque fois, de la coalition des autres pour faire tomber cette puissance dominante. Et quelle que soit la force de celle-ci, elle n'est jamais assez forte face à l'alliance des autres. Ainsi Charles Quint, Louis XIV, le Kaiser Guillaume II... tous ont fini par échouer. A l'inverse, les Etats-Unis se sont dit : « Et si nous utilisions notre puissance non pas pour dominer, mais pour exporter la sécurité ? Et si nous propositions un accord à tout le monde :



Les principaux dirigeants européens affichent leur soutien à l'Ukraine, le 2 mars.

soyez tranquilles, nous assurons votre protection gratuitement. » Cette offre de sécurité sans contrepartie a rendu l'Amérique si précieuse aux yeux de ses alliés qu'il n'y a jamais eu de défi sérieux contre elle. Aujourd'hui, imaginer une alliance entre l'Inde, la Chine et l'Union européenne contre les Etats-Unis semble relever de la science-fiction. Cela paraît impensable, car l'UE, au moins, profite considérablement du système actuel. Mais si les Etats-Unis deviennent une puissance prédatrice à la manière de la France de Louis XIV, ils découvriront alors qu'ils auront beaucoup plus d'ennemis... et bien moins d'amis.

Parce que les Etats-Unis dominent le monde depuis longtemps, Donald Trump sous-estime-t-il les conséquences de ses décisions pour son propre pays ?

Trump a toujours été un joueur. Il tente d'amasser un grand pouvoir et une grande richesse. Il a mis en place les éléments nécessaires pour contrôler le FBI et l'armée, ce qu'il n'avait pas fait lors de son premier mandat. Donc, il ne procède pas complètement à l'aveugle. Mais il adopte une approche à haut risque : il vise gros, avec des gains potentiels énormes, mais aussi des pertes possibles tout aussi grandes. Ses paris peuvent échouer. Et les moyens de les arrêter existent. Tout commence par la préservation de l'intégrité des élections. A mes yeux, l'un des plus grands talons d'Achille de Trump, c'est que les élections ne sont pas organisées par le gouvernement fédéral. Ce sont les Etats qui les gèrent. Donc si Trump veut manipuler les élections de mi-mandat en 2026, ce sera un projet plus difficile que dans d'autres pays. Il lui faudrait convaincre 50 Etats d'arrêter d'organiser des élections. Le système fédéral est donc une immense garantie de protection.

L'administration Trump est en place depuis moins de deux mois et déjà le visage du monde a changé.

A quoi faut-il s'attendre de sa part dans les mois à venir ?

Eh bien, je ne pense pas que cette situation puisse perdurer sans qu'une crise majeure éclate d'ici quatre ans. C'est la direction que nous prenons. Le système politique américain est extrêmement polarisé, avec un parti qui dispose de majorités très minces au Congrès. Lors de son premier mandat, Trump avait soigneusement évité

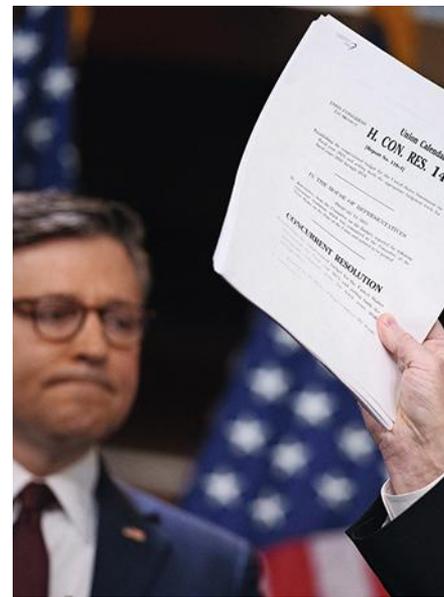
les décisions difficiles en matière de politique intérieure. Il ne s'était pas préoccupé d'équilibrer le budget, n'avait procédé à aucune coupe majeure. Il s'était contenté d'accorder des réductions d'impôts, de dépenser sans compter et d'emprunter, etc. La différence aujourd'hui, c'est que nous sommes en période de guerre. Les taux d'intérêt sont plus élevés. Le contexte est moins permissif. Or cette fois-ci, Trump prend de vraies décisions : suspendre le financement de programmes de lutte contre le sida dans des pays en développement d'un côté pour donner plus d'argent aux milliardaires de l'autre, s'attaquer aux allocations pour les anciens combattants ou encore à Medicaid, avant, bientôt, de s'en prendre à la Sécurité sociale. Cela ne va pas être un long fleuve tranquille pour lui. Ce sera un mandat très conflictuel, marqué par les scandales et les crises. L'Amérique s'apprête à vivre une période particulièrement mouvementée.

A quoi pensez-vous ?

Plusieurs événements majeurs se profilent à l'horizon, certains pouvant même être spectaculaires. Notamment sur le plan économique. Les marchés viennent de constater que Trump compte réellement appliquer les tarifs douaniers décidés contre nos trois plus grands partenaires commerciaux, Canada, Mexique et Chine. Cela risque d'être lourd de conséquences. Parallèlement, les prix des denrées alimentaires, comme les œufs, déjà très élevés [NDLR : jusqu'à 17 dollars la douzaine à New York, environ 16 euros], pourraient encore grimper. Nous entrerions alors dans une phase de ralentissement économique. Une véritable récession est même envisageable.

La confiance des consommateurs américains a chuté en février, atteignant son plus bas niveau depuis quinze mois...

Trump a une vision très primitive de l'économie. Il ne comprend pas ce que signifie l'intégration économique. Par exemple, l'un des plus grands fabricants de verre plat au monde se trouve au Mexique. Cette entreprise produit d'immenses plaques de verre qui sont ensuite transformées en systèmes de fenêtres au Canada et aux Etats-Unis. Ces systèmes de fenêtres sont installés dans des bâtiments, lesquels accueillent des conférences et des



« Le mandat de Trump sera très conflictuel », prédit David Frum.

magasins. Si vous rendez le verre plus cher, ou si vous obligez les gens à s'adapter, vous augmentez le prix des fenêtres, puis celui des bâtiments, puis celui des événements qui s'y tiennent, et cet effet se répercute sur toute l'économie. Et Trump, lui, imagine que l'économie fonctionne simplement ainsi : on impose une taxe douanière sur les grille-pain, on bloque les grille-pain étrangers, et cela relance aussitôt l'industrie américaine du grille-pain. Certes, le produit devient un peu plus cher, mais peu importe, puisqu'on recrée des emplois dans les usines locales. Mais en réalité, ce qu'il fait, c'est affaiblir systématiquement l'économie en la rendant moins compétitive, comme si on ajoutait une couche de graisse dans chaque fibre musculaire, ce qui ralentit l'ensemble du système et augmente les coûts pour tout le monde.

A votre avis, quelle trace Donald Trump laissera-t-il dans l'Histoire ?

Le jour où il est entré en fonction, j'ai tweeté qu'il était le pire être humain ayant jamais occupé la présidence des Etats-Unis. Et j'inclus tous les anciens esclavagistes. Je pense qu'il s'est désormais révélé être au cœur de la plus grande orgie de corruption et de criminalité de l'Histoire, non seulement des Etats-Unis, mais de toute grande démocratie. Il détruit activement le leadership américain dans le monde, ainsi que toute la paix et la prospérité dont tant de pays ont bénéficié grâce à ce leadership. ✨



Des propriétaires de Tesla, dont les ventes ont chuté en Allemagne, conspuent Musk.

Rétrécissement

Prémices d'un sabordage économique

Trump remet en cause l'ordre international qui a permis aux Etats-Unis de prospérer depuis 1945. Le retour de bâton risque d'être brutal.

L'indice de confiance des consommateurs américains est tombé en février à son plus bas niveau depuis quinze mois. C'est un indicateur particulièrement scruté outre-Atlantique, où l'activité économique dépend largement du moral des ménages. Cette contre-performance est liée à des anticipations d'inflation au plus haut depuis un an et demi. Les Américains, qui ont voté pour une politique protectionniste, commencent à comprendre qu'elle se traduira par des prix plus élevés, c'est-à-dire par moins de pouvoir d'achat.

Autre étendard en berne aux Etats-Unis : les indices boursiers. Lors de son premier mandat, Trump n'avait pas été avare de tweets célébrant les records du Dow Jones ou du S&P 500. Il est plus discret depuis son retour à la Maison-Blanche. Et pour cause : tous les indices américains, y compris le Nasdaq, sont en baisse depuis le début de l'année, davantage que les indices européens. La politique de Trump n'explique certes pas en totalité ces courbes qui pointent vers le bas. Les marchés financiers ont abordé l'année 2025 à des niveaux de valorisation très élevés. Les valeurs de

la tech, en particulier, s'échangent à des prix prohibitifs. Or, Apple, Nvidia, Microsoft, Amazon, Alphabet, Meta et Tesla pèsent plus de 30 % de la capitalisation totale du S&P 500 : quand elles sont malmenées, c'est toute la Bourse américaine qui vacille. Pour autant, les analystes de Wall Street s'inquiètent du protectionnisme de Trump. Ils savent bien qu'imposer des droits de douane de 10, 15 voire 25 % sur la Chine, le Canada ou l'Union européenne risque d'augmenter fortement le coût des chaînes de valeur et de diminuer les profits des entreprises américaines.

Le cas Tesla est particulièrement spectaculaire, et ce n'est sans doute pas un hasard. Sa valeur boursière a fondu d'un tiers en trois mois, après avoir rebondi à la suite de l'élection de Trump en novembre. Certes, la concurrence chinoise et la remise en cause du « tout électrique » en Europe expliquent une partie de cette contre-performance. Mais la marque identifiée à Elon Musk agit désormais comme un repoussoir pour certains consommateurs. Les ventes de Tesla ont chuté en Allemagne à la suite du soutien de Musk à l'AfD.

Au Canada, visé par les ambitions impérialistes de Trump, certains propriétaires de Tesla ont collé sur leur pare-chocs un autocollant clamant leur amour de la marque mais pas de son fondateur. Au Canada toujours, le cabinet d'études Cirium a publié pour le journal *La Presse* une étude montrant un début de désaffection du tourisme vers les Etats-Unis, au profit du Mexique et des Caraïbes. La première économie mondiale commence donc à souffrir d'une forme légère de boycott qui, associée au protectionnisme, pourrait partiellement contrebalancer les effets positifs des baisses d'impôts annoncées par Trump.

Il existe un autre argument, plus fondamental, qui laisse à penser qu'un sabordage de l'économie américaine par l'équipe Trump est à l'œuvre. Son principe a été exposé par le journaliste de CNN Fared Zakaria dans une conversation avec Ezra Klein pour le *New York Times*. Zakaria y explique que Trump défait l'ordre international post-1945 qui a justement permis à la puissance industrielle et géopolitique américaine de prospérer. Cet ordre a instauré une paix incomplète, mais inédite dans l'Histoire, qui a laissé le temps aux entreprises de différentes nations de coopérer, et aux économies de se développer. Il a été fondé sur un libre-échange sans lequel aucun champion de la tech américaine, d'Amazon à Tesla en passant par Apple, n'aurait pu croître. Il a permis la circulation de flux immenses de capitaux qui ont fait du dollar la monnaie de réserve internationale, privilège qui permet aux Etats-Unis d'afficher des niveaux de déficits et de dette supérieurs aux autres pays. Enfin, le plan Marshall et, plus généralement, l'aide au développement ont conféré aux Américains une influence mondiale à nulle autre pareille, influence que les administrations successives ont su transformer en avantage économique.

Finalement, le *Maga - Make America Great Again* - apparaît pour l'heure comme un slogan creux qui tente de masquer le colossal rétrécissement économique dont les Etats-Unis pourraient être victimes si Trump laisse libre cours à sa folie. La principale inconnue reste la réaction de l'Europe. Est-elle prête à se saisir du flambeau pour devenir, dans ces années 2020-2030, ce que les Etats-Unis ont été pour le monde après la Seconde Guerre mondiale ? On est prêt à le parier. *

NICOLAS BOUZOU

Après lui le chaos

Qui pour freiner le 47^e président ?

Malgré de premiers signes de désenchantement dans la population américaine, l'opposition peine à s'organiser et à se faire entendre.

Après s'en être pris au président Zelensky dans le bureau Ovale, J.D. Vance comptait profiter en famille d'un week-end bien mérité dans une station deski du Vermont. Raté. Des centaines de manifestants l'attendaient, agitant des drapeaux ukrainiens et des pancartes comme « Va skier en Russie ! » En état de choc après l'avalanche de décrets signés par Trump, l'opposition commence doucement à émerger. Des manifestations sont organisées régulièrement devant les concessionnaires Tesla, la marque d'Elon Musk, nommé pour tailler dans les dépenses publiques. Et des milliers d'Américains ont défilé dans les parcs nationaux du pays pour dénoncer les licenciements de gardes forestiers. Ces mouvements restent d'une ampleur limitée comparés à ceux du premier mandat du président. En 2017, on avait assisté à d'immenses rassemblements, notamment après le décret qui interdisait l'accès au territoire à des ressortissants de pays musulmans. Cette fois, la résistance peine à s'organiser. La faute à la lassitude des militants, et aux faits que Trump a cette fois gagné le vote populaire et que ses partisans contrôlent le Congrès.

Le Parti démocrate est aux abonnés absents. Il n'a pas de vrai leader, est divisé entre centristes et progressistes, et semble incapable d'articuler un message efficace contre le rouleau compresseur républicain. Au grand dam de sa base, exaspérée par sa frilosité. Hakeem Jeffries, leur patron à la Chambre des représentants, a conseillé de cibler les attaques sur des sujets comme le coût de la vie et les baisses d'impôts pour milliardaires. Pour l'instant, les principaux présidentiables de 2028 font profil bas. Le seul qui se fait entendre, c'est le sénateur du Vermont Bernie Sanders, ex-candidat à la présidentielle. A 83 ans, il s'est lancé dans un tour des Etats conservateurs et fait salles combles. « Le trumpisme ne va pas être vaincu par les hommes politiques de Washington, harangue-t-il, mais par vous, les électeurs ! »

Les élus démocrates, en minorité, ont en effet peu de pouvoir au Congrès. Quant aux

républicains, sous la coupe de la Maison-Blanche, ils ont confirmé les candidats les plus sulfureux comme Robert Kennedy Jr au ministère de la Santé ou Pete Hegseth à la Défense. Et n'élèvent aucune objection contre le démantèlement des institutions, la fin des alliances internationales, le rapprochement avec Moscou... Rares sont les voix comme celle de Lisa Murkowski, sénatrice de l'Alaska, qui défend l'Ukraine : « J'ai mal au cœur, car l'administration semble s'éloigner de nos alliés et embrasser Poutine », a-t-elle déclaré sur X. Le Congrès paraît même prêt à abandonner « les cordons de la bourse » et à laisser l'exécutif décider de l'usage des fonds votés. Une capitulation sidérante qui s'explique par la campagne d'intimidation menée par le président et ses alliés. Ils attaquent violemment tout opposant potentiel via les réseaux sociaux et les médias de droite, et les menacent de torpiller leur réélection.

La prochaine bataille va se dérouler à la mi-mars. Les démocrates de la Chambre envisagent d'utiliser l'une de leurs rares armes pour bloquer le vote du budget. Les républicains, qui ne disposent que d'une

majorité de trois sièges et sont divisés sur les réductions budgétaires, risquent d'avoir besoin des voix de l'autre camp pour le faire passer. Jusqu'ici, la branche judiciaire a constitué le seul véritable contre-pouvoir. De multiples groupes ainsi qu'une coalition de procureurs généraux démocrates ont lancé près d'une centaine d'actions en justice contre l'administration. Ils ont souvent eu gain de cause. Les juges ont bloqué temporairement le gel des subventions publiques, le décret sur la suppression du droit du sol... Mais ils ont aussi perdu dans plusieurs cas. Ce n'est que le début d'une longue bataille judiciaire qui finira devant la Cour suprême. Trump compte sur les juges républicains, majoritaires, pour statuer en sa faveur.

En attendant, un début de désenchantement poind. Selon un sondage *Washington Post-Ipsos*, 48 % des Américains désapprouvent l'action du président (43 % la soutiennent). Et 57 % estiment qu'il a outrepassé son autorité. Des élus républicains, tel Richard McCormick, en Géorgie, ont dû faire face à des foules hargneuses qui leur reprochaient les coupes claires d'Elon Musk. A mesure que les effets des licenciements de fonctionnaires et des suppressions de subventions publiques vont se faire sentir, la grogne pourrait s'amplifier. « Les gens commencent à comprendre que le chaos n'est pas bénéfique pour le pays », martèle le milliardaire Mark Cuban, hostile à Trump. ✨

HÉLÈNE VISSIÈRE (WASHINGTON)



Les manifestations sont de moindre ampleur que lors du premier mandat de Trump.

Rapport de forces**Michel Duclos : « Les Etats-Unis ont changé de camp »**

Pour l'ancien ambassadeur, l'Europe peut relever le défi russe, même délaissée par son allié américain. Si elle s'en donne les moyens rapidement.

La course contre la montre a commencé pour l'Europe : la « révolution Trump » se fera sans elle et peut-être contre elle. Mais tout n'est pas perdu, assure l'ancien ambassadeur Michel Duclos, conseiller spécial à l'Institut Montaigne.

L'altercation entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump le 28 février et la suspension de l'aide américaine à l'Ukraine signent-elles la mort de l'alliance transatlantique ?

Michel Duclos La décision de suspendre l'aide à l'Ukraine confirme les pires appréhensions des Européens. Les désaccords transatlantiques sont aussi anciens que l'alliance. Mais ils portaient auparavant sur les moyens, la doctrine, la politique, les affaires commerciales. Là, une fracture beaucoup plus profonde vient de s'ouvrir, un fossé béant entre deux visions du monde. C'est une leçon essentielle, apprise dans la douleur par les Européens, qui découvrent avec stupéfaction que les Etats-Unis ont changé de camp. Sur le plan géopolitique, ils sont désormais plus proches de la Russie que de l'Europe. Et défendent, comme elle, une conception illibérale du pouvoir.

L'Europe a-t-elle été naïve ?

Naïve, assurément. Et coupable de ne pas avoir utilisé les années Biden pour acquérir une vraie autonomie. Puis nous n'avons pas vu venir la « révolution Trump » sur les valeurs. Trump II a surpris, y compris après son élection, en endossant les habits de l'expansionnisme, visant le Canada, le Groenland... Il rejoint la conception de la Russie, de la Chine et de certains pays du Sud global, d'un nouvel ordre mondial fondé sur des sphères d'influence.

Que peut l'Europe face à cette nouvelle donne ?

Les Européens deviennent gaullistes et les Britanniques deviennent européens. Voilà au moins une bonne nouvelle ! Jusqu'à

présent, Emmanuel Macron a eu l'habileté de ne pas prétendre être le leader unique de l'Europe mais de jouer une carte à la britannique en essayant d'amadouer Trump tout en poursuivant l'agenda français de l'autonomie stratégique européenne. Les Européens n'ont pas le choix, ils doivent tout faire pour garder les Américains à bord et se préparer, dans le même temps, à se passer d'eux.

Quelle est la marche à suivre pour y parvenir ?

Des décisions collectives doivent être prises en matière de financement par l'Union européenne, qu'il s'agisse d'un nouvel emprunt ou de l'optimisation de ressources sous-utilisées. Par ailleurs, les Etats doivent prendre des mesures à l'échelle nationale. En France, nous devons augmenter nos dépenses de défense et réviser notre loi de programmation militaire en l'orientant davantage sur le théâtre européen. De même, si le débat sur la dissuasion nucléaire élargie se précise, la première chose à faire est de renforcer notre arsenal nucléaire, comme l'ont fait les Britanniques en annonçant un investissement de 900 millions d'euros d'ici à 2030. Enfin, il faut en finir avec l'idée d'une Europe frêle et divisée. Si l'on regarde notre économie, notre démographie, il suffit d'un effort important, certes, mais pas hors de portée, pour que les Européens rétablissent un rapport de force favorable avec la Russie. Sur le front, les Russes progressent millimètre après millimètre face à une Ukraine qui est quatre fois moins peuplée qu'eux, avec un matériel de bric et de broc et une profondeur stratégique bien moindre que celle de la Russie.

Imaginez-vous un scénario dans lequel l'Europe, tiraillée, lâcherait Zelensky ?

C'est peu probable. Prenons conscience des forces de l'Europe actuelle. Il y a des vents contraires, en Hongrie, en Slovaquie, etc., mais c'est aussi cela, la démocratie.



WIKIMEDIA COMMONS

« Trump adhère à un ordre mondial fondé sur des sphères d'influence. »

N'oublions pas que les démocraties faibles de l'après-guerre en Europe ont pu relever le défi soviétique. Plus forts, nous sommes capables de relever le défi russe, même si les Américains font défection.

Comment ?

D'abord en augmentant les sanctions contre la Russie et la pression sur Poutine car il est très peu probable qu'il considère sérieusement un cessez-le-feu en Ukraine. Devant la faiblesse de Trump, il voudra faire monter les enchères. Charge à l'Europe de faire tourner la table. C'est le but du plan franco-britannique, qui joue sur les velléités de médiateur de Trump. Si ce dernier prend en considération le plan européen, ce sera à Poutine de se dévoiler enfin. Alors, on s'apercevra qu'il n'est absolument pas prêt à la paix.

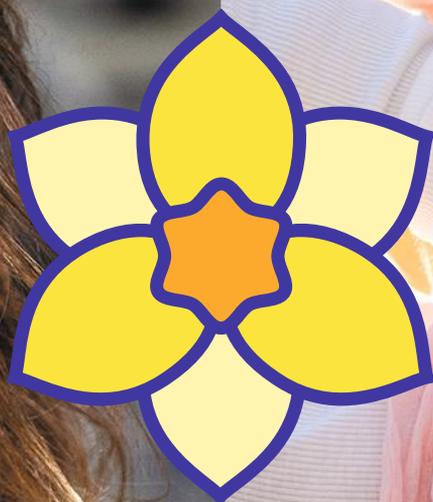
Que faire des 250 milliards d'avoirs russes gelés en Europe ?

Il faut s'en saisir, en se servant des failles juridiques autour du principe d'« immunité souveraine », qui protège en théorie les Etats et leurs biens. On pourrait utiliser ces avoirs pour financer un prêt à l'Ukraine qui sera remboursé dans le cadre des réparations que la Russie lui devrait, à l'avenir. Certains argumentent que la remise en cause des droits de propriété ferait fuir les investisseurs asiatiques ou du Golfe. Opposons leur un contre-argument : si l'Ukraine perd, la crédibilité de l'Europe dans le monde, y compris sur ce terrain financier, s'effondrera. ✳ **PROPOS RECUEILLIS**

PAR CHARLOTTE LALANNE ET CYRILLE PLUYETTE

**QUAND SILVIA
CHERCHE UN
TRAITEMENT...**

MARS 2025



**POUR ACCÉLÉRER LA RECHERCHE
CONTRE LE CANCER
FAITES UN DON**

**...C'EST EMMA
QUI REPREND
ESPOIR**

**institut
Curie**



**UNE JONQUILLE
CONTRE LE CANCER .FR**

TRUFFAUT

SwissLife

la santé
PARCIB

BIODERMA

CFR

CANAL+

france-tv

PUBLIC
SÉNAT

Sanofi

RENNES

NOUVE

SAINT-ÉTIENNE

LEXPRESS

RMC
BFM

RTL

5

PHOTO : JULIE CHERKI - CONCEPTION : AGENCE BASTILLE

FAITES UN DON



ÉDOUARD PHILIPPE

De l'importance d'enjamber Bruno Retailleau et les autres

Seul candidat déclaré, l'ancien Premier ministre doit composer avec des concurrents qui peuvent se révéler demain de vrais obstacles sur son chemin vers la présidentielle.

PAR PAUL CHAULET ET LAURELINE DUPONT

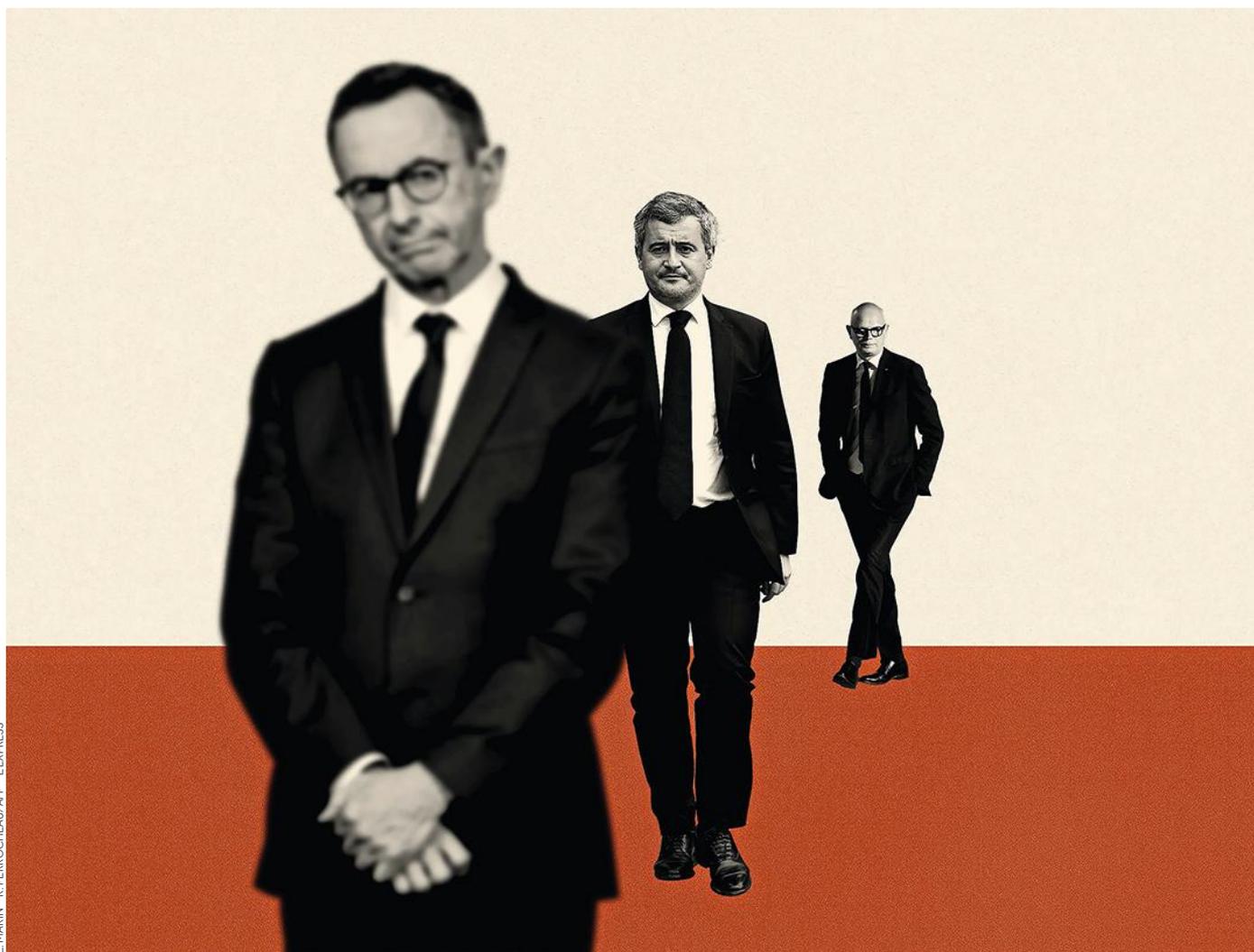
Claque dans le dos, et « comment ça va mon poulet ? »... Le poulet s'appelle Gérald Darmanin, même s'il n'est plus le premier flic de France depuis six mois. Quant à celui qui questionne et surnomme chaleureusement le désormais garde des Sceaux, il peut se le permettre : Edouard Philippe a été Premier ministre et c'est, en prime, un ami. Les voici donc attablés, mercredi 26 février, à l'heure du déjeuner. L'amitié n'interdit pas les conversations politiques, l'un et l'autre ne se sont pas revus depuis que Gérald Darmanin a suggéré l'organisation d'une primaire ouverte au camp macroniste et aux Républicains pour 2027. La proposition chagrine le maire du Havre. Candidat d'ores et déjà déclaré à la présidentielle, il craint qu'une primaire ne casse la dynamique de celui qui, quelques mois avant l'échéance, sera le mieux placé. L'ancien juppéiste sait de quoi il parle. Et que dire des perdants qui ne se rangent jamais vraiment du côté du gagnant... Expérience vécue, là encore. Quant à un mode de désignation organisé sur un espace si large... « Une fable ! » Bref, il en a des arguments à opposer à « Gérald ».

Mais que le temps file, déjà l'heure de se quitter. « Je fais un meeting à Lille, ce serait vraiment bien que tu viennes, mon poulet ! » Claque dans le dos. Ça tourne dans la tête de Gérald Darmanin, est-il fou ou sourd pour ne pas avoir entendu une seule fois Edouard Philippe prononcer le mot « primaire » ? La Terre peut bien s'écrouler, ou les impétrants se déclarer, peu importe. L'ex de Matignon avance, travaille, le regard sur Horizons, pas de distraction. Il répète, se répète : « J'ai créé ma formation politique et je me prépare pour y aller. » Les idées, les siennes, avant les gens. Juppéiste un jour... Ainsi à Gérald Darmanin, toujours lui, qui a longtemps espéré obtenir la constitution d'un ticket – à Edouard Philippe l'Elysée, à lui Matignon –, le candidat pour 2027 n'a jamais rien voulu promettre. Voilà des mois que le remuant Tourquennois menace : « Quel intérêt à soutenir Edouard ? Il ne me nommera jamais Premier ministre, mon intérêt est d'y aller moi-même. » Voilà des mois que le calme Normand énonce : « Gérald me soutiendra. »

Décidément, c'est toujours dans cet obscur ministère de l'Intérieur que surgissent les bêtes politiques. Un autre genre

de tourbillon, une nouvelle tempête ? Bruno Retailleau vient de la droite, « très conservatrice » complète Edouard Philippe. Depuis que le Vendéen gagne en popularité et en ambition, l'ancien Premier ministre devient philosophe : « Si Bruno est bon, ça m'oblige à être meilleur. » Comment peut-il le craindre... Entre eux, il y a un monde. Reçu dans le superbe bureau dans les hauteurs de la mairie du Havre au mois de janvier dernier, le nouveau locataire de Beauvau ne peut réprimer son interrogation : « Pourquoi tu t'emmerdes pour 2027 alors que t'as une si belle vue ici ? » Edouard Philippe comprend-il ce que cette question de Retailleau comporte d'ambiguïté et de non-dits ? C'est sa pugnacité que le volontaire et peu dubitatif ministre interroge. Un peu plus tôt le même jour, ce dernier a d'ailleurs été ébahi par les conseils prodigués par l'édile : « J'ai un principe, quand je fais un déplacement, je ne parle que du thème du déplacement, tu devrais faire pareil. » Pour le si proluxe ministre de l'Intérieur, la définition du non-sens.

Mais Bruno Retailleau a une petite formalité à régler avant de se frotter au Havrais : l'élection à la présidence des Républicains, prélude à toute ascension élyséenne. Cette guerre microscopique est évidemment éloignée des hautes ambitions d'Edouard Philippe. La curiosité est un vilain défaut, auquel succombent quelques soutiens de l'ancien Premier ministre. « Il est plus facile de discuter avec Retailleau qu'avec Wauquiez. Il est plus facile de distancer Wauquiez que Retailleau », théorise l'un deux. Le populaire ministre de l'Intérieur, homme de compromis, nourrit une ambition ambivalente. Ses amis lui trouvent une teinte sacrificielle, ce qui fait sourire ses rivaux. La présidence de LR ? « Je n'ai pas le choix, je dois y aller. Des gens comptent sur moi », dit-il à un élu Horizons. La présidentielle ? « Je n'ai pas le virus ! » répète-t-il ad nauseam. « Ce n'est pas le patient qui choisit le virus. C'est l'inverse », lui répond un jour par SMS un sénateur LR. Edouard Philippe compose avec cette trajectoire insaisissable. Celle de Laurent Wauquiez l'inquiète moins. Et vice versa. « Je ne crois pas un instant à Philippe », confiait en 2023 le député de la Haute-Loire, convaincu du poids insurmontable de l'héritage macronien. L'ex-Premier ministre le lui rend



L. MARIN - R. PÉROCHEAU/AGF - L'EXPRESS

bien. En privé, il griffe : « Laurent est mauvais stratège, je ne comprends pas pourquoi il a tant tardé à se déclarer candidat à la présidence de son parti. » Un jour d'automne, il lui applique avec humour la phrase attribuée à Talleyrand après la mort de Napoléon, en pleine Restauration. « Ce n'est plus un événement. C'est une nouvelle. » Son temps serait passé.

Edouard Philippe se gardera de le dire trop fort : il a besoin de son ancienne famille politique en vue de 2027. A bas bruit, son image change au sein des Républicains. Il n'est plus ce félon responsable de l'effondrement de la droite aux législatives de 2017. Celui que Christian Jacob invitait à se « regarder dans la glace » après son pacte avec Emmanuel Macron. Non, l'heure n'est plus à la vengeance. Après tout, LR et macronistes gouvernent ensemble. Et macroniste,

l'a-t-il vraiment été ? La rancœur que lui voue le chef de l'Etat est le meilleur anti-corps à ce qualificatif.

« C'est l'acquis de la période actuelle, note l'eurodéputé Gilles Boyer. Des habitudes de travail en commun se prennent. Nous sommes sortis de la dialectique associant à des traîtres ceux qui sont partis en 2017. » De nombreux cadres LR, sous le couvert de l'anonymat, n'excluent pas de se ranger derrière lui en 2027. Un tabou se lève. Bruno Retailleau s'interroge en privé sur les conséquences politiques de l'actuelle coalition tout en prônant des « ruptures » en matière régaliennne et économique. Valérie Pécresse, favorable à un rassemblement des « anciens de l'UMP », a plaidé auprès du Havrais pour une candidature unique de la droite. Trait d'humour d'un député Horizons auprès d'un collègue LR : « Il y aura une forme de ticket

entre Retailleau et Philippe. Mais je ne sais pas qui le conduira. »

Le plus macroniste des deux ? Car, même si François Bayrou joue les rabat-joie dans *Le Figaro* – « Je n'ai jamais pensé que la droite et le centre, c'était la même chose » –, la victoire paraît plus certaine pour celui qui se montrera capable d'agrèger droite et centre. Dans l'opération séduction de l'électorat Macron, Edouard Philippe avait une longueur d'avance. Avant que ses relations avec le chef de l'Etat se dégradent ostensiblement. Fataliste, il évacue : « Je n'ai jamais pensé que le président me soutiendrait. » Mais, face à Bruno Retailleau, qui ne cesse de dire tout le bien qu'il pense d'Emmanuel Macron et reçoit en retour les compliments du chef, ne faut-il pas se montrer un peu plus tendre avec le créateur du bloc central ? L'ancien Premier ministre maîtrise

► sa 7^e République sur le bout des doigts. Il sait que François Mitterrand avait préféré en 1995 Jacques Chirac à Lionel Jospin, inventeur d'un blasphématoire « droit d'inventaire » des deux mandats du socialiste. Après la réunion organisée par le président le 20 février pour faire un point avec les chefs de parti sur la situation en Ukraine, Edouard Philippe a tenté de réchauffer l'atmosphère. Il a adressé au président un SMS pour lui dire tout le bien qu'il avait pensé de sa prise de parole.

Etrange Edouard Philippe. L'édile coche plusieurs cases du parfait candidat à l'Élysée. En tête des sondages, il ne souffre pas de sa participation à l'aventure macroniste. « Il en incarne même les jours heureux », salue un fidèle, oubliant opportunément la crise des gilets jaunes. L'ex de Matignon sourit en privé des concurrents qu'on lui prête, inlassablement remplacés par d'autres ambitieux quelques mois plus tard. La presse doit bien animer la compétition. Edouard Philippe a une méthode et un projet en gestation. Mais la discrétion s'impose. « Il ne faudrait pas qu'on me vole mes idées », soufflait-il récemment devant un visiteur. N'est-il pas le seul candidat déclaré du bloc central ? Qu'on ne doute pas de sa volonté. Un jour de décembre, un proche de Gabriel Attal l'a même reconnu auprès d'un élu LR : « Seul Edouard Philippe est aujourd'hui prêt à une présidentielle anticipée. Ce n'est pas notre cas. »



« Tu n'es pas assez pro-Macron », alerte un proche de l'ex-Premier ministre.

« Si Bruno Retailleau est bon, ça m'oblige à être meilleur »

Et puis ce socle commun lui va plutôt bien. Il en est au barycentre idéologique. Ni trop à gauche, comme Gabriel Attal. Ni trop à droite, comme Bruno Retailleau. « Philippe est le mieux placé », admet un ministre. Sauf qu'un doute monte. Il se pose en rassembleur, capable de rallier à sa cause la gauche sociale-démocrate et la droite conservatrice. Mais la première renaît de ses cendres, quand la seconde sort la tête de l'eau. Et puis apparaît comme le plus petit dénominateur commun d'un si large espace est-il opportun ? Cela peut se révéler mortifère quand une rivalité tranchante pointe son nez. Elle loge à Beauvau. Franchement inquiet, un proche a tenté de l'alerter : « En l'état actuel, tu n'as pas d'électeurs. Pour les mecs de gauche, tu n'es pas de gauche, pour les mecs de droite, tu n'es plus de droite, pour les macronistes, tu n'es pas assez pro-Macron. » Que faire ? Surtout, ne pas paniquer, « rester très calme », dit l'intéressé. Un cadre Renaissance, admiratif de la constance du patron d'Horizons, se demande s'il n'est pas une « valeur refuge ». Une forme de deuxième choix d'électeurs en attente d'une offre ciselée. « A côté de Retailleau, Edouard Philippe est de nouveau vu comme la droite Juppé molle, qui ne fera pas le job régalién attendu par les électeurs LR. »

Lui, observe de loin cette tectonique des plaques, encore bien embryonnaire. Il n'attend rien de cette précaire coalition, prisonnière d'une Assemblée fragmentée. Tant mieux ! Il a tout loisir de se présenter en réformateur audacieux, miroir inversé de cette impuissance. Ce qu'il proposera sera « massif », quand rien de « décisif » ne peut émaner du Parlement. Et tant pis si cela tourmente François Bayrou, qui qualifie cette réflexion d'« antinationale ». « Antinationale, je ne sais pas très bien ce que ça veut dire », pince Edouard Philippe en coulisses. De l'art de la litote. Il mesure en réalité la charge historique du terme,

surtout quand il est employé par un homme lettré. « Ce mot n'est pas oublié », lâche, sec, un fidèle du Havrais. Mais, après tout, subir les foudres d'un seigneur de l'immobilisme n'est-il pas un brevet de courage ?

Un projet « massif », donc. Aux promesses du candidat répondent des doutes. Profonds et lancinants. Il y a ces rares entretiens, aussi sérieux que lénifiants. Il arrive à Bruno Retailleau de les oublier aussi vite qu'il les a lus ou écoutés. La subtilité s'y confond avec le flou. Il y a ce ton parfois autoritaire, plus proche de celui du maître d'école que du séducteur. A première vue, Edouard Philippe a une quête commune avec le ministre de l'Intérieur : le sérieux. Le premier le dit, le second l'incarne. « On a compris que tu étais sérieux, Edouard, mais Bruno a un avantage : il s'approprie les victoires culturelles de Fillon. » La mise en garde formulée par l'un de ses amis a laissé de marbre l'ex-Premier ministre. Autour du fondateur d'Horizons, ils sont de plus en plus nombreux à constater qu'aux propositions techniques ne succède toujours pas une vision de société.

Dangereuse temporisation. N'est-ce pas lui qui martèle régulièrement devant les siens que « le programme, c'est important pour pouvoir gouverner, mais ce n'est pas le programme qui fait l'élection, c'est le sens de la candidature, ce qu'on incarne, sa vision du monde » ? Sa modération, son affection sincère et salutaire pour la nuance le privent parfois d'un cap clair. « Si tu veux rester en tête, tu dois prendre des risques. Il n'en prend pas », regrette un ministre macroniste. Edouard Philippe connaît par cœur ces critiques. Ses fidèles ironisent sur ce rythme accéléré que les commentateurs médiatiques souhaiteraient lui imposer. Lèvent-ils parfois le nez de leur guidon ? Lui s'en tient à son calendrier, et promet que le temps des propositions fortes viendra. Il est encore trop tôt, la campagne présidentielle n'a pas démarré. « Si tu n'es pas clivant, tu vas disparaître », lui a un jour dit Valérie Pécresse. Dans ce temps suspendu, chacun est prisonnier de ses préjugés sur l'homme. Ici, on rappelle qu'il fut le premier à réclamer la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968. Là, on s'étonne qu'il ne profite pas de la crise entre les deux pays pour le rappeler. Dire ou incarner. ✱

Thomas Piketty et la défense nationale : science et décence

UNE CHRONIQUE DE DENYS DE BÉCHILLON

Les propos de l'économiste sur le budget des ressources militaires de l'Europe, qu'il voudrait plutôt consacrer au droit et à la justice, ne sont qu'inepties.



Dans un article paru dans *Le Monde* du 15 février, Thomas Piketty écrit : « Plutôt que de consacrer ses ressources à une escalade sans fin – Trump exige maintenant des budgets militaires atteignant 5 % du PIB – l'Europe doit asseoir son influence sur le droit et la justice. Avec des sanctions financières ciblées et réellement appliquées sur quelques milliers de dirigeants, il est possible de se faire entendre plus efficacement qu'en entassant des chars dans des hangars. L'Europe doit surtout entendre la demande de justice économique, fiscale et climatique venue du Sud. Elle doit renouer avec les investissements sociaux et dépasser définitivement les Etats-Unis en formation et en productivité [...] »

De tradition ancienne, le pacifisme bêlant est une maladie assez répandue au sein de la gauche française. On a donc le droit de n'être pas étonné à la lecture de ces inepties proférées au moment où l'Europe décille enfin sur l'ampleur des menaces à ses frontières.

Laissons donc cela – sans oublier d'engager pour autant devant un tel sabotage de l'esprit de défense – et abordons ce monument par une autre face afin de mieux observer ce qui révèle également des pathologies fréquentes au sein de la communauté universitaire dite « engagée ». A commencer par la contradiction

Le pacifisme bêlant est une maladie assez répandue au sein de la gauche française

qu'il y a, pour un savant, à manier le Yaka comme d'autres la massue.

Yaka, donc, frapper les dirigeants au portefeuille pour garantir la paix dans le monde et le progrès du droit. Comme si ça avait déjà marché quelque part (en Russie ? en Iran ?), et surtout comme si un professeur d'économie pouvait sérieusement affirmer ce genre de choses sans amorcer la moindre démonstration ni donner un seul exemple. Puisque notre auteur est dans son jardin – l'économie, c'est toujours une question d'argent – et qu'il prétend avoir découvert la martingale, il devrait avoir des choses édifiantes à dire à ce propos, histoire de nous en convaincre. Mais non, c'est bien plus beau lorsque c'est asséné.

Péché véniel, au demeurant, auquel je succombe moi-même de temps à autre. Puisque nous prétendons, nous autres, tirer de nos titres universitaires une légitimité particulière à prendre la plume, nous ne pouvons pas détester l'idée que nos lecteurs nous fassent confiance, ni renoncer facilement à abuser de leur crédit. L'affaire est donc de degrés plus que de principe. Un peu comme pour la décence.

L'image d'un entassement inutile de chars est beaucoup plus grave. L'effort de défense souhaité par ceux qui s'efforcent aujourd'hui de le promouvoir est étalonné de fond en comble par l'analyse de nos vulnérabilités critiques. Il est acquis – de science militaire certaine – que la France manque d'atouts proprement vitaux : de munitions, d'outils de lutte antimissiles, d'avions, de drones, de navires, d'effectifs d'infanterie, de nouveaux moyens de renseignement militaire et de guerre électronique... Les investissements auxquels il faut consentir sont d'abord ceux qui calibrent la capacité de nos armées

L'universitaire nie notre problème de sécurité, qui contrarie ses vues idéologico-budgétaires

à protéger le territoire au-delà de quelques semaines de combat. Rien de plus, rien de moins.

Le fait est pourtant que Thomas Piketty, du haut de sa condition académique, nous enjoint en substance de croire, puisque c'est lui qui le dit : premièrement, qu'il n'y aura pas de guerre sur le sol ouest européen ; deuxièmement, qu'il n'y a aucun besoin de la préparer ; et enfin, qu'il vaut bien mieux mettre l'argent ailleurs et de préférence là où lui le juge « socialement » pertinent.

Le pire, là-dedans, n'est pas que Piketty parle de manière irresponsable de ce que, selon toute évidence, il ne connaît pas et ne fait manifestement aucun effort pour connaître, mais plutôt qu'il (dé)nie de fond en comble un élément (pour le moins) très plausible de la réalité – la France et l'Europe ont à résoudre un gros problème de sécurité – parce que ce grain de sable contrarie ses vues idéologico-budgétaires. Il le fait, par-dessus le marché, sans exprimer le moindre doute sur la soutenabilité de cette dénégation. Dit autrement, il fait passer un aveuglement pour un produit de la science et s'en fait une enseigne pour vendre ses articles de foi. Ça s'appelle une imposture. ✱

Denys de Béchillon est constitutionnaliste et professeur de droit à l'université de Pau.

Féminisme, laïcité, antisémitisme...

Les vérités d'Aurore Bergé

Dans son nouveau livre, la ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes détaille les batailles que doit, selon elle, mener sa génération.

En 2020, le président jurait de ne pas « abandonner ceux que le système a déjà abandonnés, leurs enfants et leurs enfants après eux ». Dans votre livre *Nos combats pour la République*, paru le 6 mars chez Robert Laffont, vous observez que « les Français ne voient plus le chemin du progrès et se persuadent que la vie de leurs enfants sera aussi difficile que la leur, si ce n'est plus ». Est-ce l'échec du macronisme ?

Aurore Bergé Comme des millions de Français, j'ai rejoint Emmanuel Macron sur une promesse, celle de l'émancipation et de la mobilité sous toutes ses formes : sociale, géographique, culturelle... Et nous avons relevé un défi majeur : celui du plein-emploi. Quand je vais à Hautmont, dans le Nord, sur les lieux du premier féminicide de l'année, je rencontre des femmes et des hommes qui pensent être assignés à résidence et se disent que l'avenir de leurs enfants ne sera pas meilleur que le leur. Comment aide-t-on ces Français ? Comment les écoute-t-on et les respecte-t-on ? Cela passe évidemment par l'école, pour que nos enfants rêvent grand, s'autorisent à rêver et à réaliser leurs rêves. Les quinquennats ont été percutés par les crises, les gilets jaunes, le Covid, l'énergie, l'inflation, la guerre en Ukraine, la situation au Proche-Orient. Elles ont empêché ou retardé certaines transformations que nous souhaitions porter. Il n'est pas trop tard. Dans un quinquennat, chaque minute compte et le mandat n'est pas terminé !

Autre soubresaut, politique cette fois : la dissolution. Vous interrogez l'intérêt même du front républicain, synonyme, selon vous, de « confusion politique ». Mais n'est-il pas une forme de clarté absolue face à l'extrême droite ?

Tout dépend de ce qu'on appelle « front républicain ». Celui qui naît le 21 avril 2002 au soir de la présidentielle est limpide. Il y a deux candidats et un choix binaire entre

Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Lors de législatives, ça n'a rien à voir. Les désistements systématiques face au RN procèdent d'une forme de rétrécissement démocratique, cela entrave le choix des Français. Je crois à une république du respect, pas à celle de l'infantilisation, pas à celle où les politiques donnent des leçons. Les Français sont suffisamment grands pour faire la différence entre, non pas deux, mais trois candidats. La dissolution devait permettre de purger la question du RN. Au fond, on demandait : voulez-vous l'accession de ce parti aux responsabilités ? Il fallait laisser aux Français une liberté totale de choix et de vote. Comment peut-on penser qu'on combat le RN en mettant un bulletin LFI dans l'urne ? Ça n'a jamais été ma position et ça ne le sera jamais.

Vous racontez des choses personnelles. Dévoiler une part d'intimité, est-ce un passage obligé pour une personnalité politique en 2025 ?

Il n'y a pas de passage obligé. C'est plus simple, parfois, d'écrire les choses. La question n'est pas de se raconter mais de dire qui on est, d'être honnête et sincère. Quand je défends une proposition de loi pour empêcher un homme condamné pour violences conjugales d'être candidat aux élections et qu'on met en doute ma sincérité, c'est insupportable. Ce jour-là, à l'Assemblée nationale, j'ai eu l'impression presque physique d'être un taureau dans une corrida, dans lequel tout le monde avait envie de planter des banderilles, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Alors oui, j'ai eu envie de crier et de dire que je savais ce qu'étaient les violences à l'intérieur du couple. Et j'ai fait ce qu'il y a de pire pour une femme politique : montrer de la vulnérabilité, pleurer. Dans un univers encore régi par des codes masculins, virils même, il est de bon ton de montrer de la force, comme si c'était le seul moyen d'avoir du pouvoir. Mais avoir traversé des épreuves intimes, c'est ce que vivent

beaucoup de Françaises et de Français, et ce n'est pas être fragile ou faible. Bien au contraire. C'est une force, une résilience, une part d'humanité.

Aujourd'hui, on entend beaucoup que seules les victimes ou seules les personnes concernées sont légitimes pour porter leur combat...

C'est une essentialisation insupportable et absurde. Dire qu'on est légitime seulement parce qu'on est soi-même concerné est le meilleur moyen de nourrir l'indifférence. D'ailleurs, je l'observe dans la lutte contre l'antisémitisme. Même des proches m'ont interrogée : « Mais pourquoi ce combat t'intéresse tant ? » Le simple fait que cette question existe est un problème ! Depuis quand aurions-nous besoin d'être directement touchés dans notre chair ou dans notre intimité pour nous émouvoir de la souffrance d'autrui ? Cette logique conduit à l'individualisme. Si seules les personnes concernées ont le droit de s'emparer d'une cause, alors chacun reste chez soi et se retranche dans sa communauté.

L'« affaire Julien Bayou » a laissé apparaître une volonté chez certains et certaines, comme Sandrine Rousseau, de décorrélérer la vérité judiciaire des faits présumés : n'est-ce pas aussi une dérive à dénoncer ?

Nous sommes en permanence sur une ligne de crête : accueillir la parole des femmes, leur donner la certitude qu'elles seront respectées et qu'elles peuvent avoir confiance en l'institution judiciaire. Et permettre l'établissement de la vérité judiciaire. Bien sûr, nous devons pour cela changer un certain nombre de règles, notamment en ce qui concerne la prescription, et nous le faisons.

Dans le cas de Julien Bayou, il y a eu des dysfonctionnements graves. Les partis peuvent prendre des mesures conservatoires, demander une mise en retrait, le temps que la justice passe. Mais ce n'est pas aux partis de mener une instruction et encore moins d'inviter à la délation. Le tribunal politique ne peut pas se substituer à la justice. Si nous maintenons une confusion entre le droit et la morale, cela ne servira pas les femmes, ni le féminisme. Cela ne permettra pas demain à nos petites filles d'évoluer dans des environnements plus sûrs, plus accueillants,



B. GRANIER/MATIGNON

« Le port du voile pour les fillettes n'est une question migratoire mais culturelle. »

plus respectueux. Et c'est pour cela qu'on doit se battre.

Allez-vous porter une initiative parlementaire contre le port du voile par des fillettes ?

Si on ne parvient pas à se mettre d'accord là-dessus, alors c'est que nous ne savons plus qui nous sommes. Les Français sont étreints par des angoisses liées à la disparition de leur mode de vie, à la dilution d'une part de leur identité dans la mondialisation. Nous devons y répondre par un discours et des actes authentiquement universalistes et républicains. J'appartiens à une génération politique pour qui la République et la laïcité sont non plus des évidences mais de nouveaux combats.

Je ne veux évidemment pas soulever un débat qui stigmatiserait une catégorie de population, je souhaite seulement permettre l'émancipation de tous nos enfants. Empêcher qu'on les assigne à une communauté à des âges où ils ne sont pas libres de consentir. Une enfant de 7, 8, 10 ans ne peut pas dire non à son père ou à sa mère. Et la question du port du voile pour les enfants

n'est pas une question migratoire mais une question culturelle. Pour beaucoup de Français, le flux nouveau d'immigration compte moins que ces questionnements identitaires. Comment retrouver un pacte social, républicain et universel ? Donc, je n'abandonnerai pas ce combat, car il n'a rien d'accessoire. Il suffit de pianoter sur son téléphone pour trouver des boutiques, en France, qui vendent des abayas pour des petites filles ou des tutos sur TikTok. Il n'y a aucune raison que j'apprenne à ma fille qu'elle a le droit de rêver grand, d'être libre pendant que d'autres enfants sont privées du simple droit de montrer leurs cheveux. Chaque parti, chaque groupe politique, chaque parlementaire doit être mis face à ses responsabilités. Une proposition de loi est sur la table grâce aux députés Renaissance. Il est temps.

L'Algérie a tenté de convaincre Boualem Sansal de choisir « un avocat français non juif », selon Marianne. Cela a peu fait réagir. Diriez-vous qu'il existe un antisémitisme que l'on tolère, pour « ne pas faire de vagues » ?

Quand je me suis rendue au rassemblement en hommage à Kfir, Ariel et Shiri Bibas, beaucoup des personnes présentes m'ont remerciée pour mon « courage ». Mais ça ne devrait pas être une marque de courage de s'engager contre l'antisémitisme ! Une peur s'installe parce que, derrière l'antisémitisme, il y a l'islamisme. On sait qu'on a une cible dans le dos quand on s'exprime sur ces sujets. Le 7 octobre a provoqué une fracture dans la société française, on a eu cette injonction à choisir un camp. Mais, le 7 octobre, il n'y avait qu'un choix possible ! Celui de l'humanité, de l'empathie, de la solidarité. Le simple fait de poser la question a nourri un profond sentiment de solitude chez les Français juifs, ils se sont sentis isolés dans leur quotidien, à l'école, à l'université, dans les transports publics, parfois même sur leur lieu de travail. Nous devons créer les conditions du sursaut. C'est dans cet esprit de combat que j'ai relancé les assises de lutte contre l'antisémitisme.

Vous êtes visée par une information judiciaire pour faux témoignage. A quel moment de la procédure judiciaire la question de la présence au gouvernement se pose pour un ministre ?

Une information judiciaire comme une mise en examen ne sont pas des marques d'une culpabilité. Je rappelle que j'ai porté plainte en diffamation. Je réserve mes réponses à la Cour de justice de la République qui doit pouvoir faire son travail sereinement.

Savez-vous déjà qui vous auriez envie de soutenir pour la prochaine présidentielle ?

Aujourd'hui, on ne sait pas qui sera sur la ligne d'arrivée car on ne connaît pas encore la ligne de départ. Je prendrai toute ma part au débat national, c'est une certitude. 2027 doit être un moment de courage, et je n'ai jamais été de ceux qui se débinent. ✱

**PROPOS RECUEILLIS
PAR PAUL CHAULET
ET LAURELINE DUPONT**



Nos combats pour la République,
par Aurore Bergé.
Robert Laffont, 162 p., 18,50 €.

Audiard, *Bureau des légendes*... Le cinéma malade d'un militantisme bas du front

UNE CHRONIQUE D'ABNOUSSE SHALMANI

Le 7^e art est pris en otage par les passions politiques de l'époque. Jusqu'à appeler au boycott de Jamel Debbouze... coupable de ne pas parler assez de Gaza



Durant la guerre froide, chaque sélection de films du Festival de Cannes était un casse-tête diplomatico-idéologique, un baromètre de l'état des forces, une plate-forme glamour du *soft power* des uns et des autres. D'ailleurs, le Festival de Cannes avait été fondé pour répondre à la Mostra de Venise, devenue la vitrine du fascisme mussolinien. Mais jamais le cinéma n'a été autant pris en otage par la politique qu'aujourd'hui, jamais le destin d'un film n'a été aussi dépendant non plus de sa qualité, mais de la personnalité, des prises de position – ou du silence –, du passé des réalisateurs ou des acteurs. Et jamais le monde du cinéma n'a été aussi pleutre, aussi peu transgressif, devenu incapable de secouer un conformisme qui assèche la créativité.

Comme elle paraît loin, la micro-polémique qui avait accompagné l'immense succès du *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* de Jean-Pierre Jeunet, en 2001. A ce film réaliste magique, il avait été reproché, par un critique en panne d'inspiration, d'être coupable de « lepénisme latent », et au personnage de Jamel Debbouze de s'appeler Lucien – il se serait appelé d'un prénom nord-africain, on aurait crié à la prison identitaire. *Amélie Poulain* est un grand film, irréel, absurde, joyeux, mélancolique, à l'opposé d'un tract politique et c'était ça le problème : être un

Emilia Pérez fait l'objet d'une campagne délirante au Mexique pour défaut de réalisme

film qui raconte une jolie histoire triste et drôle, avec des personnages complexes, perdus, obstinés qui illustrent combien l'enfer est pavé de bonnes intentions, combien il est difficile d'être heureux et encore plus de faire le bonheur des autres.

Quelques poignées d'années plus tard, *Mercato* de Tristan Séguéla, thriller hault et réaliste qui ausculte l'univers impitoyable du football professionnel, pâtit non pas de propos douteux ou de crime d'imagination, mais d'une campagne abjecte de diffamation sur les réseaux sociaux qui reproche à son impeccable acteur principal, Jamel Debbouze, de ne pas s'engager davantage pour... Gaza, pénalisant le succès commercial du film – par ailleurs applaudi par tout l'éventail de la critique. *Emilia Pérez*, de Jacques Audiard, était promis à un grand succès aux Oscars – après ses sept Césars –, mais voilà que le film, qui coche à peu près toutes les cases de la synthèse identitaire, se prend les pieds dans des messages non inclusifs, voire haineux, de la principale actrice du film, Karla Sofia Gascon. Ils lui valent d'être affublée, par *Variety*, du surnom de « Donald Trump de la course aux Oscars ». Ce qu'elle écrit est indélicat, grossier, parfois débile, mais les conséquences pour le film sont disproportionnées.

Pendant ce temps-là, au Mexique, le film, qui raconte l'histoire d'un méchant narcotrafiquant mexicain se faisant passer pour mort avant de revenir, après une transition sexuelle, en gentille femme qui sauve le monde, est l'objet d'une délirante campagne qui lui reproche de ne pas respecter la réalité : cela va du camion de recyclage de métaux qui ne passe jamais la nuit à Mexico à l'impossibilité d'imprimer des documents dans un marché ambulant en passant par l'espagnol des

Le monde du cinéma est prisonnier d'une censure morale, d'une chasse au faux pas idéologique

actrices, un éventail d'accents qui n'ont là encore rien à voir avec le vrai mexicain parlé dans le vrai Mexique. Il est aussi reproché au film la « transmutation », la transition sexuelle du personnage étant trop « facile ». Au risque de te choquer, cher lecteur, ceci est un film de fiction, qui plus est une comédie musicale mélodramatique, il est très rare dans la vraie vie que les narcotrafiquants dansent et chantent en commettant leurs crimes. *Emilia Pérez* n'est ni un documentaire ni un film réaliste. C'est du cinéma : spectacle, illusion, mensonge. Le cinéma ment. C'est ce qu'on lui demande : mentir joliment.

Melisa Sözen, actrice turque, a été arrêtée par la police d'Istanbul le 3 février. Elle est soupçonnée de « propagande pour une organisation terroriste ». L'accusation trouve sa source dans le rôle d'une combattante kurde qu'elle a interprété dans la série *Le Bureau des légendes*. La confusion est totale, l'imaginaire, impossible, le libre choix d'une actrice, interdit, comme si le rôle contaminait le réel. Le monde du cinéma est prisonnier d'une censure morale, d'une chasse au faux pas idéologique, d'une psychose qui ne peut qu'engendrer des monstres totalitaires – bien réels cette fois. ✨

Abnousse Shalmani, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste.

MISE EN SCÈNE

Déplacements de ministres : la politique du trompe-l'œil

Les membres du gouvernement Bayrou multiplient les visites officielles sur le terrain. Si elles sont considérées de longue date comme des passages obligés, leur utilité ne va pas de soi.

PAR AMANDINE HIROU

Quelque 2 700 visites ministérielles en Seine-Saint-Denis. Depuis la création du département d'Ile-de-France, en 1968 ? Pas du tout : ces 2 700 visites ont eu lieu de mai 2007 à avril 2018, soit... 20 déplacements par mois ! Et cinq par semaine, à chaque jour son ministre. L'ex-député François Cornut-Gentille révèle ce chiffre éloquent dans son livre *Savoir pour pouvoir. Sortir de l'impuissance démocratique* (Gallimard, 2021). « Au-delà de l'aspect pratique, ceux qui choisissent cette destination cherchent à démontrer qu'ils ne sont pas dans le déni et qu'ils n'hésitent pas à se confronter aux réalités difficiles de terrain. Or les emplois du temps sont conçus de telle sorte que les ministres n'ont le temps de rien voir », dénonce l'ancien parlementaire. Et qui feint de s'interroger : « Dans un département où les problèmes sont gigantesques, les services de l'Etat n'ont-ils pas d'autres urgences à régler que de s'assurer que ces déplacements se passent bien ? »

Les gouvernements passent et le phénomène perdure. Si le Premier ministre François Bayrou, depuis son envol pour Mayotte fin décembre, a mis les voyages officiels entre parenthèses, les 35 membres

de son gouvernement continuent de sillonner la France à coups de déplacements très balisés. Du 23 décembre 2024 au 23 janvier 2025, les ministres ont réalisé plus de 166 déplacements, soit près de cinq par membre de gouvernement. Des temps forts parfaitement millimétrés : planning organisé en plusieurs « séquences » ponctuées de visites d'usines, d'écoles, d'entreprises ou de nouveaux équipements ; table ronde avec différents acteurs ; « déjeuner républicain » réunissant des responsables locaux ; séance de « micro tendu » durant laquelle le ministre s'exprime devant la presse... « Au fond, tout cela s'apparente à la préparation d'une petite pièce de théâtre ou d'une scène de cinéma », résume l'ex-conseiller ministériel Emmanuel Constantin qui y consacre un chapitre de son livre *Dans la machine de l'Etat* (Gallimard, 2023).

Pour l'ancien haut fonctionnaire, membre de plusieurs cabinets ministériels sous Emmanuel Macron, cette « débauche d'énergie et de moyens » répond à plusieurs impératifs. « Comme celui de montrer qu'on est sur le terrain à l'écoute des citoyens, de communiquer sur les politiques publiques et les actions menées par le gouvernement, d'acquiescer de la notoriété. Parfois tout cela en même

temps », explique-t-il, tout en posant une question essentielle : ces visites remplissent-elles véritablement une fonction démocratique ? Oui, sans aucun doute, répond Roselyne Bachelot, intarissable sur ses innombrables déplacements au long de sa carrière politique, notamment comme ministre de la Culture, entre juillet 2020 et mai 2022. « Les gens ne comprendraient pas qu'on ne vienne pas à leur rencontre. Vous n'imaginez pas toutes les demandes qui émanent du terrain ! », s'exclame celle qui dit avoir été à bonne école avec ses « près de quarante ans de chiraquisme ». « Il serait tout de même incroyable que la ministre de la Culture ne soit pas à l'ouverture du Festival d'Avignon, n'assiste pas au Salon de la BD à Angoulême ou ne communique pas sur le pass Culture », poursuit-elle.

L'ancien député de l'Hérault Patrick Vignal, passé maître dans l'art d'organiser ces déplacements, les juge aussi incontournables... sous certaines conditions. « Dans ma circonscription, j'ai reçu pas



T. SAMSON/AFP

moins de 54 ministres durant mes deux mandats et demi ! Mais il m'est arrivé de rejeter des demandes émanant de ceux qui refusaient de sortir d'une simple relation technocratique stérile », explique l'ex-élu, qui enchaîne les anecdotes. Comme celle du jour où il a accueilli Bruno Le Maire alors à la tête de Bercy. « Je me disais : le problème de Bruno c'est que s'il vient serrer les mains des citoyens, il aura peur qu'on lui prenne ses doigts », raconte celui qui réussira finalement à l'entraîner dans une boulangerie tournée vers l'insertion ou à arranger un temps d'échange avec de jeunes entrepreneurs. « On a aussi joué à

« Au fond, tout cela s'apparente à la préparation d'une pièce de théâtre »

la pétanque et fait étape dans un petit restaurant camarguais », poursuit-il avant d'enchaîner sur la visite de l'ancien ministre de la Santé François Braun, embarqué par un infirmier pour faire la tournée de ses patients ; sur celle de l'ex-garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti, qui s'est livré à une longue séance de questions-réponses avec élus et habitants ; ou encore sur celle de Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale. « Je voulais lui faire rencontrer 15 enseignants qui avaient des doléances à faire remonter. Il m'a fallu me battre avec le rectorat pour que ça se fasse », poursuit-il, dénonçant notre « système politico-administratif qui passe son temps à se protéger au détriment des citoyens ».

Le 17 janvier, c'est au tour d'Elisabeth Borne, nouvelle hôtesse de la Rue de Grenelle, de se rendre au lycée Hector-Guimard dans le XIX^e arrondissement de Paris. La visite de cet établissement spécialisé dans les métiers du bâtiment et des arts s'enchaîne au pas de course, en présence

du recteur, de la préfète, des élus locaux, du personnel de direction de l'établissement bousculés par les caméras. Entre deux ateliers dédiés à la taille de pierre ou à la sculpture d'ornementation, une inspectrice s'approche de la ministre pour l'alerter sur les difficultés de recrutement d'enseignants. Peu après son intervention, une huile du rectorat s'approche de l'intervenante et lui lance dans un sourire crispé : « Vous n'aviez pas de remarques plus positives à faire ? »

Tous les acteurs le disent : ces moments s'apparentent souvent davantage à des opérations de communication qu'à de vrais temps d'échanges. Cette dérive, susceptible d'accentuer le fossé entre les citoyens et la politique, ne date pas d'hier. L'ancien directeur de l'Office national des forêts de Franche-Comté, Michel Badré, se souvient avec précision du déplacement d'Édouard Balladur qu'il avait été chargé d'organiser en octobre 1994. L'une des « séquences » prévues devait en effet se dérouler dans les bois jurassiens. Trois semaines avant la visite, le cabinet de Matignon pose ses conditions : choisir un chemin bien empierré « parce que le Premier ministre n'aime pas avoir de la boue sur ses chaussures », orienté vers l'est « pour que les photographes n'aient pas le soleil en face d'eux au moment des prises de vue », dans une forêt de feuillus, « que le grand public préfère aux résineux », et organiser une rencontre avec un « vrai ouvrier forestier » prévenu au dernier moment pour éviter tout risque de manifestation éventuelle ! « Le cahier des charges fut respecté, avec un flic caché derrière chaque arbre positionné par le préfet », raconte Michel Badré. Le « ressourcement » sylvestre du Premier ministre, immortalisé par la presse, aura duré un quart d'heure. Personne ne releva que ce dernier était arrivé et reparti dans un convoi de deux gros hélicoptères.

En janvier, visite au pas de course d'un lycée professionnel parisien pour la ministre de l'Éducation.

Nombre de déplacements de ministres



Plus de 166

entre le 23 décembre 2024 et le 23 janvier 2025

27

pour le garde des Sceaux Gérard Darmanin

24

pour le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau



► Auprès du ministre, le grand organisateur de ces visites s'appelle le chef de cabinet. L'un d'entre eux, qui officia plusieurs années à ce poste sous les gouvernements Castex et Borne, évoque des « missions chronophages ». A commencer par la composition de l'épais « dossier ministre » qui regroupe une multitude d'informations comme des mini-biographies des élus locaux, le montant du budget de la construction du nouvel équipement en passe d'être inauguré, des éléments du discours à prononcer, un point sur les différentes actualités du territoire... « Lors de sa descente de voiture, le ministre peut être interpellé par la presse locale sur un événement passé inaperçu à Paris mais incontournable là-bas. S'il sèche, c'est la catastrophe ! On est obligés de parer à toute éventualité », raconte l'ex-conseiller, pour qui le choix du territoire répond à un ensemble de paramètres très étudiés. « Il nous faut varier les endroits, vérifier que le planning prévu a du sens et servira le message qu'on souhaite faire passer, mais aussi savoir où l'on met les pieds politiquement en tenant compte de l'étiquette des élus qui nous reçoivent, poursuit-il. Et tout cela parfois pour rien ! Car les annula-

L'objectif à ne pas perdre de vue pour les organisateurs : capter l'attention médiatique

tions de dernière minute sont fréquentes, notamment lorsque tombe une autre grosse actualité. On sait alors que notre déplacement sera inaudible. »

Car c'est bien l'objectif à ne jamais perdre de vue pour les organisateurs : capter une partie de l'attention médiatique, en ciblant particulièrement la presse régionale. « S'il y a 43 ministres, c'est pour qu'on ait tous les jours quelqu'un en presse quotidienne régionale », avait d'ailleurs lancé Emmanuel Macron au gouvernement en 2021. Il arrive que les journalistes perturbent le plan de communication bien huilé en posant une question « hors sujet ». « Quel est l'intérêt d'aller au fin fond du Larzac si c'est pour



Mi-décembre, François Bayrou a préféré se rendre à Pau plutôt qu'à Mayotte.

avoir un échange sans aucun rapport avec le déplacement ? C'est dommage pour nous car on ne coche pas notre case mais aussi pour le territoire qui nous reçoit et ne se sent pas considéré », s'agace une ancienne cheffe de cabinet. Le 23 janvier, Rachida Dati se rend au Palais de Tokyo, à Paris, pour inaugurer un nouvel espace consacré, notamment, à la santé mentale des jeunes. A l'issue de la visite, vient la fameuse séance de micros tendus. Après une première question sur le sujet du jour, un journaliste embraie sur la rénovation du Louvre, annoncée quelques heures plus tôt. « J'en étais sûre ! Quand je vous ai vu aussi nombreux, je me suis dit "ils ne sont pas venus m'interroger sur le plan de soutien aux jeunes créateurs ou sur l'art-thérapie" ! » s'agace la ministre qui finit par répondre malgré les tentatives de ses conseillers d'écourter l'échange.

Certains membres du gouvernement actuel, comme Gérard Darmanin ou Bruno Retailleau, sont connus pour leur maîtrise des déplacements ministériels. Pour d'autres figures moins capées, battre le pavé ne garantit pas toujours le retour sur investissement. D'autant qu'elles se heurtent souvent à un os... à savoir leur ministre de tutelle. Un ancien membre du cabinet de Laurent Pietraszewski, ex-secrétaire d'Etat chargé des Retraites et de la Santé au travail, relate des échanges

tendus avec ses homologues auprès de la ministre de plein exercice, Elisabeth Borne : « Avant tout déplacement, on devait leur soumettre notre programme et les annonces prévues en veillant, toujours, à ne pas marcher sur leurs plates-bandes. Sinon, gare au retour de bâton ! »

Les intérêts de carrière de chaque ministre entrent aussi en ligne de compte. « Lors de la dernière dissolution, on a vu qu'abandonner le terrain pouvait se payer cash. S'ils veulent avoir une chance d'enchaîner sur un mandat de député, les ministres se doivent d'être présents en fin de semaine dans leurs territoires. Voilà pourquoi, quand approche le week-end, beaucoup s'arrangent pour effectuer un déplacement sur leur trajet », explique cet autre ancien « chef cab » qui loue au passage le travail colossal des préfetures. « Ces dernières sont chargées de toute la préparation et de la sécurité. Elles gèrent tous les rouages, de l'arrivée à la gare du ministre à 9 h 48 à sa montée dans le train à 17 h 50 », insiste Laurent Pietraszewski. Certaines, comme celle du Loiret, sont particulièrement sollicitées... car à la fois proches de la capitale et sans se trouver en Ile-de-France.

La complexité monte encore d'un cran lorsque les départements en question sont en proie à des catastrophes. La symbolique de l'Etat se rendant au chevet des victimes reste extrêmement forte en France, comme l'a une nouvelle fois prouvé la polémique récente autour de François Bayrou. Le fait qu'en décembre dernier, le Premier ministre se rende au conseil municipal de Pau plutôt qu'à Mayotte ravagée par le cyclone Chido a été perçu par beaucoup comme un faux pas. « En cas de drame, le ministre qui ne se déplace pas est immédiatement conspué », confirme Roselyne Bachelot qui, du temps où elle était ministre de l'Ecologie, se souvient avoir attendu une semaine avant de se rendre dans le Gard et dans l'Hérault touchés par des inondations. « Les hélicoptères, les voitures, les forces de sécurité étaient mobilisés pour venir au secours des populations. Il n'était pas question de gêner leur travail. Pourtant, le fait que je retarde ma visite a été considéré comme un manque d'attention voire de l'indifférence ! » A la tentation du déplacement, il faudrait savoir résister... mais pas toujours. Un vrai dilemme de ministre. ✱



LE PARI DE L'INTELLIGENCE

Découvrez l'application L'Express

Au-delà de l'information, l'expertise en continu



Téléchargez l'application en flashant ce QR code



Recueillement sur la tombe fraîchement fleurie d'un soldat mort au combat, dans les environs d'Odessa.

UKRAINE

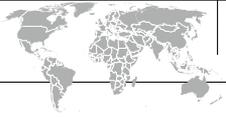
Gabriel Attal, voyage dans un pays en guerre

Trois ans après l'invasion russe, l'ex-Premier ministre est retourné pour la deuxième fois sur les terres de ses ancêtres. L'Express l'a accompagné.

PAR CHARLES HAQUET (ENVOYÉ SPÉCIAL)

D rôle d'endroit pour une rencontre. En cette soirée du 23 février, Gabriel Attal et Boris Johnson se croisent par hasard dans un restaurant McDonald's à la frontière polono-ukrainienne. Le temps de dévorer leur cheeseburger, une rencontre bilatérale s'improvise. Dans quelques minutes, les deux ex-Premiers ministres seront en partance pour Kiev par le train de nuit.

Il ne sont pas les seuls à se rendre en Ukraine. La cheffe de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le président du Conseil européen Antonio Costa et le



Premier ministre canadien Justin Trudeau sont également du voyage. Tous participent le lendemain au sommet organisé dans l'urgence par Volodymyr Zelensky. L'heure est grave. Trois ans, jour pour jour, après le début de la guerre en Ukraine, les mauvaises nouvelles s'accumulent. D'abord, le coup de fil historique entre Trump et Poutine, le 12 février. Puis le coup de sang du président américain, qui traite son homologue ukrainien de « dictateur ». Sans oublier ses déclarations hors-sol sur la responsabilité de Kiev dans la guerre contre la Russie ou sa résolution à l'ONU, dans laquelle il demande une « paix durable » sans faire référence à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Emmanuel Macron, lui, n'est pas à Kiev. Et pour cause : il se trouve à Washington pour tenter de calmer le président américain. Deux jours plus tard, son homologue britannique, Keir Starmer, prendra le relais. « Ils ont raison d'y aller, estime Boris Johnson, avant de rejoindre sa couchette. Les Américains finiront par vous suivre. » Personne n'imagine alors que le pire est à venir : cinq jours plus tard, à la Maison-Blanche, Volodymyr Zelensky se fera morigéner par Trump et son vice-président devant les caméras du monde entier.

A Kiev, les Français sont présents en force. Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe, Stéphane Séjourné, commissaire européen à la Prospérité et la Stratégie industrielle et, donc, Gabriel Attal. Le président du groupe d'amitié franco-ukrainien à l'Assemblée veut « affirmer son soutien à l'Ukraine » dans ces heures critiques. C'est la deuxième fois qu'il s'y rend. La première, c'était en septembre, deux mois après son départ du gouvernement. Cette fois, il a prévu d'y passer trois jours. Et, surtout, de s'éloigner de la capitale pour prendre le pouls du pays où lui-même a des ancêtres. L'un d'eux a combattu les Turcs au côté des Cosaques au XVIII^e siècle...

Première rencontre, à la Rada. Devant les drapeaux des deux pays, Rouslan Stefantchouk, le président de l'Assemblée ukrainienne, remercie la France pour son aide. Mais le bouillant Ukrainien ne cache pas sa déception vis-à-vis du 16^e paquet de sanctions annoncé par Bruxelles – nouvelles mesures contre la flotte fantôme russe, limitation des importations

d'aluminium russe... « Elles arrivent comme un modèle de smartphone dont on découvre les nouvelles options, fulmine-t-il. Mais cela ne suffira pas à casser l'épine dorsale de l'économie russe. Il faut toucher d'autres secteurs, comme la chimie ou la métallurgie. » A cet instant, l'ombre de Donald Trump apparaît dans la pièce. Dans combien de temps le nouvel ami de Vladimir Poutine annoncera-t-il un allègement, voire une levée des sanctions contre la Russie ?

Après la Rada, direction l'hôtel Hyatt, où se tient la conférence annuelle de la stratégie européenne de Yalta, un rassemblement politique organisé par la fondation de Viktor Pintchouk, l'oligarque ukrainien. Boris Johnson vient de quitter l'estrade. S'il a reconnu que la méthode employée par Donald Trump pour mettre la main sur les terres rares ukrainiennes s'apparentait à une « forme d'extorsion », l'artisan du Brexit n'en recommande pas moins aux Ukrainiens de signer l'accord. Et dire que l'on avait presque oublié « BoJo » et ses doubles discours...

La table ronde suivante porte sur les « garanties de sécurité », celles qu'il faut absolument donner à l'Ukraine dans tout accord de cessez-le-feu. « Beaucoup considèrent l'adhésion à l'Otan comme la garantie de sécurité la plus efficace pour l'Ukraine, intervient Gabriel Attal. Mais je suis surpris que l'on ne mentionne pas son intégration à l'UE, qui constitue, elle aussi, une forme de sécurité. » Et sur l'aide accordée à l'Ukraine, au moment même où Trump menace de réduire son soutien ? « Pour convaincre les Européens de poursuivre leur effort, il ne suffit pas d'évoquer des principes et des valeurs, comme la liberté, la démocratie ou l'intégrité territoriale. Il faut montrer en quoi

« Si les Russes gagnent, ils incorporeront de force notre million de combattants »

chacun d'entre nous est concerné. Si la Russie gagne cette guerre, les conséquences en matière d'inflation et d'immigration seront bien plus importantes qu'aujourd'hui. »

Dans le hall, après la conférence, une rencontre s'organise avec des députés ukrainiens. Parmi eux, Liudmyla Buimister, à la fois parlementaire et sergente dans l'armée.

« Par ses actes hostiles, Donald Trump incite Poutine à attaquer l'Europe, dit-elle. Celui-ci a juste besoin d'une pause pour reconstituer son armée. Ensuite, il la remettra en mouvement.

– Dans vingt ans, Poutine sera peut-être considéré comme le pire stratège, relative Gabriel Attal. Il affirmait que sa prise de contrôle de l'Ukraine ne prendrait que quelques jours et cela fait trois ans que vous résistez. Il pensait se renforcer. Or son armée ne progresse quasiment pas, son économie souffre, et des pays comme la Finlande ont rejoint l'Otan.

– C'est vrai, mais il ne faut jamais sous-estimer les Russes, intervient Oleksii Gontcharenko, député de l'opposition. Aujourd'hui, seules deux armées ont l'expérience de la guerre moderne : les Russes et nous. S'ils conquièrent l'Ukraine, ils incorporeront de force notre million d'hommes et n'en seront que plus puissants... »

En l'écoutant, on ne peut s'empêcher de penser à la phrase de Bismarck : « La Russie n'est jamais aussi forte ni aussi faible qu'on le croit. » C'était après la défaite russe en Crimée, en 1855. Aujourd'hui, Poutine a annexé la péninsule. La phrase du dirigeant prussien reste d'actualité.

« Et les avoies russes, alors ? reprend Oleksii, un brin vindicatif. Quand est-ce que vous allez les utiliser ? Les Américains n'y sont pas opposés...

– C'est plus facile pour eux de dire ça, ils n'en détiennent quasiment pas !



► rétorque Gabriel Attal. Jusqu'à présent, l'argument qui l'a emporté en Europe était celui de l'impact de cette saisie sur notre coût de financement. Cependant, si la situation n'évolue pas dans le bon sens, je crois que nous devrions reconsidérer notre position. »

21 heures, l'heure du départ. Et une nouvelle nuit de train pour atteindre Zaporijjia, à 450 kilomètres au sud-est de Kiev. L'an dernier, cette ville traversée par le Dniepr comptait encore 500 000 habitants. Capitale de l'oblast du même nom, elle est régulièrement bombardée par les Russes. La veille, ils ont lancé plus de 600 attaques (artillerie, drones) dans la zone. D'ici, le front n'est qu'à 25 kilomètres. « Les bombes planantes ne mettent que 40 secondes à nous atteindre. Nous n'avons pas le temps de les intercepter », soupire Ivan Fedorov. Regard vif, une présence de tous les instants, le gouverneur de cette région en grande partie occupée par les forces russes a déjà vécu plusieurs vies. D'abord, comme maire de Melitopol, une ville située plus au sud, rapidement tombée aux mains des envahisseurs. Le 11 mars 2022, Fedorov est enlevé par des commandos russes. Il sera libéré quelques jours plus tard, « à la suite, dit-il, de l'intervention d'Emmanuel Macron auprès de Vladimir Poutine ».

Depuis, il gère les crises – nombreuses. Il y a, d'abord, la plus grande centrale nucléaire d'Europe, occupée par les Russes. « La situation est très inquiétante. La semaine dernière, nous avons tenté à trois reprises de changer les équipes de maintenance, raconte-t-il. Mais à chaque fois que nos techniciens se sont approchés de la centrale, ils se sont fait tirer dessus. Nous avons dû annuler l'opération. Nous ne sommes pas à l'abri d'une catastrophe. » Ensuite, la situation sanitaire. Le 5 novembre, des missiles ont soufflé une clinique privée, au cœur de la ville. Du bâtiment, il ne reste que quelques pans de murs. Et, accrochées sur des poutrelles tordues, les photos de quatre infirmières tuées durant le bombardement. Les autres hôpitaux sont saturés. « Nous manquons d'équipements pour traiter les blessés qui nous arrivent du front, déplore Ivan Fedorov, lors d'une visite dans un établissement encore intact. Les soigner ici pose de nombreux problèmes. La plupart des soldats ont contracté des virus dans les

tranchées. Ces combattants sont de vraies bombes bactériologiques. Souvent, ils déclenchent des épidémies. »

Enfin, il y a l'éducation des enfants. Dans cette ville si proche du feu, les abris classiques sont inefficaces. Même si les missiles sont détectés dès leur mise à feu, il est impossible de mettre une classe à l'abri en moins d'une minute. Les autorités ukrainiennes construisent donc des écoles souterraines. Dans l'oblast de Zaporijjia, cinq fonctionnent déjà, 18 sont en construction. A la rentrée prochaine, elles accueilleront 60 000 enfants. Justement, l'une d'elles vient d'être inaugurée. Pour y accéder, il faut descendre à 7 mètres sous terre. Là, on débouche sur un large vestibule, qui distribue plusieurs salles de classe. Sur les murs, les tons pastel ne parviennent pas à dissiper la sensation d'oppression. Ici, pas de cours de récréation et peu de soleil ou d'arc-en-ciel sur les dessins des enfants. Tout juste verront-ils quelques étoiles lorsqu'ils remonteront à l'air libre, à la nuit tombée, et que leurs parents les ramèneront vite chez eux, en espérant ne pas entendre le sifflement mortel qu'ils redoutent tous – celui du missile « sol-sol ». Mais au moins, les enfants sont ensemble. « Vous êtes content de vous retrouver ici ? », lance une maîtresse à la cantonade. « Oui ! », répondent les chérubins en chœur. « C'est mieux que les cours en ligne, commente Ivan Fedorov. Quand on construit une nouvelle école,

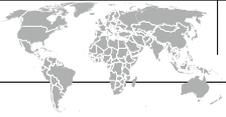
1 famille sur 3 seulement nous envoie ses enfants. Après deux semaines de cours, c'est 90 %... » « Il n'y a rien de plus symbolique que d'ouvrir une école, surtout dans une région en guerre, répond avec émotion Gabriel Attal. C'est un acte de résistance, il permettra aux enfants d'acquérir un esprit critique et de liberté, autant de valeurs que la Russie ne partage pas. L'école est l'assurance-vie de la République. Moi qui ai été ministre de l'Éducation nationale, je peux vous dire que, pour toutes ces raisons, c'est la fonction que j'ai préféré occuper ces dernières années. »

La visite se termine, Ivan Fedorov doit partir, appelé par d'autres urgences. Plus de 200 000 Ukrainiens, provenant d'autres zones occupées, sont hébergés dans son oblast. Il faut s'en occuper, alors que les ressources financières manquent. « Nous ne pouvons plus faire de virements Swift, fulmine-t-il. C'est un immense problème. Lorsqu'elles voient une transaction effectuée à Zaporijjia, les compagnies étrangères refusent de la traiter, car Moscou a annexé tout l'oblast, même la partie qu'il ne contrôle pas ! Pour commercer, nos entreprises doivent déménager dans d'autres villes, telle Dnipro. Mais elles ne paient plus de taxes chez nous. »

Pour comprendre le formidable esprit de résistance ukrainien, il faut, aussi, parler aux vétérans. En cette fin de journée, plusieurs viennent témoigner de ce qu'ils ont vécu sur le front. « Vous avez notre admiration et notre reconnaissance, leur dit en préambule l'ancien Premier ministre français, d'un ton solennel. Vous ne combattez pas seulement pour l'intégrité de votre pays, vous tenez la ligne de front pour l'Europe tout entière. Nous avons besoin de votre expérience. » Visage en lame de couteau, des yeux bleu glacier qui ont vu l'horreur, Ihor Iliushkin prend la parole. « Nous connaissons les qualités, mais aussi les défauts de vos équipements. Vos industriels devraient nous inviter dans leurs centres de recherches, nous avons des choses à leur révéler... » Puis, c'est le tour de Mykola Khorishko : « En 2014, j'ai été fait prisonnier par les Russes, témoigne cet engagé volontaire. Les relations étaient cordiales, il y avait une forme de respect. Aujourd'hui, le peuple russe s'est avachi, il est devenu barbare. Nos frères d'armes



Portraits d'infirmières tuées en novembre par un missile, à Zaporijjia.



P.-L. TANZER

Les ancêtres de Gabriel Attal habitaient une vaste demeure près d'Odessa.

sont détenus dans des conditions inhumaines, il n'y a qu'à voir l'état des rares qui sont libérés... »

En les quittant, on réalise à quel point ces soldats, qui se battent depuis trois ans dans des conditions terribles, à parfois 1 contre 10, sont inquiets. Pour ces hommes qui n'ont jamais flanché, le constat est amer : l'Amérique n'est plus – mais l'a-t-elle jamais été ? – l'alliée indéfectible qui leur aurait permis de vaincre l'envahisseur. Avec Trump, tout est possible, y compris qu'il lâche totalement l'Ukraine.

Que se passera-t-il si Volodymyr Zelensky ne parvient pas à obtenir une paix juste et que les Américains lui tordent le bras, l'obligeant à déposer les armes ? Contre qui ces soldats, qui ont tout sacrifié, tourneront-ils leur colère ? La veille, Liudmyla, la députée en uniforme, nous avait proposé une réponse : « Je ne pense pas que l'armée se dressera contre l'Etat. Mais il sera alors très probable que des groupes criminels, recrutés par les Russes, mènent des opérations de déstabilisation. Cela pourrait suffire à enflammer le pays, car les gens vont chercher des responsables pour toutes leurs souffrances. Il y aura aussi un risque lié à la démobilisation d'un million de militaires, qui se retrouveront du jour au lendemain sans travail, avec des armes et des drones. Notre société est épuisée. Il ne faut pas exclure une radicalisation civile et militaire. »

Après Zaporijjia, halte à Kropyvnytskyi, à 300 kilomètres de là. La nuit a été courte, déchirée par les sirènes et des explosions. Le front est plus loin qu'à Zaporijjia, mais les drones iraniens ont une grande autonomie. Deux Shahed explosent à quelques centaines de mètres de notre hôtel.

Le voyage se poursuit sous un soleil glacé. Ce matin, Gabriel Attal a rendez-vous avec son passé. Direction Isajeve, bourgade lovée dans un creux de la rivière Tylihoul, à 150 kilomètres au nord d'Odessa. Un dernier virage, une demeure majestueuse apparaît dans le lointain. Façade bleu azur, hautes fenêtres couronnées de frontons ouvragés... « La maison de mes ancêtres », souffle Gabriel Attal. L'histoire commence dans la fureur des combats contre les Turcs, à la fin du XVIII^e siècle. Pour son courage, Ivan Kouriss, lieutenant du célèbre général russe Souvorov, reçoit quatre villages. Dans l'un d'eux, ses descendants font construire cette maison de maître, « entre 1876 et 1885 », selon deux historiens locaux qui ont consacré un livre à cette saga.

Aujourd'hui, le manoir est un lycée agricole. Les plafonds, riches de moulures dorées et de motifs floraux, sont d'époque, comme les parquets en point de Hongrie. Malheureusement, dans les années 1950, les communistes les ont recouverts d'une horrible peinture sang de bœuf. « Nous aimerions bien l'enlever, mais c'est un

énorme travail », soupire le directeur de l'école, Sergueï Isaenko, entraînant l'ancien Premier ministre français dans l'une des salles de classe. « En tout, l'école compte 353 élèves, dit-il. Ici, c'est l'atelier couture. » Au mur, des photos d'anciens élèves partis à la guerre. Dans une autre pièce, de jeunes garçons apprennent les gestes de premier secours. Thème du jour : comment recoudre un bras déchiré par une balle. Sur une table, une kalachnikov et des grenades en plastique. L'armée manque de soldats, certains de ces garçons revêtiront sans doute bientôt l'uniforme. Retour dans la salle principale. « Là, ce sont mes arrière-grands-parents ! » s'exclame Gabriel Attal, en montrant une photo sépia. Chassés par les bolcheviks, ils avaient quitté le château en emportant les clés. « Quand mon grand-père maternel est revenu ici, il y a vingt ans, les serrures n'avaient pas été changées ! » L'aïeul s'était alors engagé à installer le chauffage et refaire l'électricité, à une condition : que la statue de Lénine, dans la cour du château, soit déboulonnée. Son vœu sera exaucé quelques années plus tard. En réalité, Lénine est toujours là, mais dans une grange, au milieu de machines agricoles. Un comble pour le révolutionnaire qui prenait les paysans pour des incultes...

Durant le déjeuner, Sergueï Isaenko remet une plaque métallique à Gabriel Attal. Sous les armoiries, la devise de la famille : « Que la vérité soit ». « De l'Ukraine, notre famille a gardé la religion, déclare-t-il, bouleversé. Je suis baptisé orthodoxe. Aujourd'hui encore, je continue d'aller à l'église. De ce passé, je garde aussi l'amour pour la liberté, une vertu que m'ont transmis mon grand-père et ma mère. »

Soudain, la politique française s'invite entre deux toasts. « Alors, vous vous présenterez à la présidentielle ? » lui demande un édile ukrainien. Sourire : « Pour ça, il faut beaucoup de travail et un alignement des planètes. Le travail, je m'y emploie. Pour les planètes, ça ne dépend pas que de moi... » En attendant 2027, le chef du groupe Ensemble pour la République à l'Assemblée a plaidé, ce 3 mars, pour accélérer l'adhésion de Kiev à l'UE, lors d'un débat organisé au Palais-Bourbon. Après ces trois jours passés au chevet des Ukrainiens, il n'en est que plus convaincu. *

Défense

La France au défi d'« européeniser » sa dissuasion nucléaire

Face à la menace russe et en cas de désengagement américain, Paris aurait intérêt à élargir sa protection à des alliés, estiment plusieurs analystes.

Le signal a tout de suite retenu l'attention de Paris. Deux jours avant la victoire des conservateurs lors des élections législatives en Allemagne, leur chef, Friedrich Merz, a répondu publiquement à l'appel du pied formulé par Emmanuel Macron, depuis plusieurs années, à propos de la dimension européenne de la dissuasion nucléaire française. Le futur chancelier a ainsi appelé, sur la chaîne ZDF, à une discussion « avec les Britanniques et les Français pour savoir si leur protection nucléaire pourrait également être étendue », en reconnaissant que, si « le gouvernement français a soulevé à plusieurs reprises [cette question] auprès du gouvernement allemand », celle-ci était « toujours restée sans réponse » de la part de Berlin.

Cette sortie du chrétien-démocrate intervient dans un contexte inédit pour la République fédérale allemande. La nouvelle administration américaine de Donald Trump indique qu'elle ne veut plus prendre en charge la sécurité des Européens, comme elle le fait depuis quatre-vingts ans. Ce changement de ton fait même dire à Friedrich Merz que « Donald Trump ne respectera pas l'article 5 de l'Otan » – celui qui prévoit qu'une attaque contre l'un des membres de l'Alliance atlantique est considérée comme une attaque contre tous. Alors que l'Allemagne accueille des armes nucléaires américaines sur sol (comme l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique), il n'est plus certain que cette assurance-vie reste pérenne.

Ce nouvel environnement interroge directement la dimensionnement actuel de la dissuasion française – plus de 7 milliards d'euros par an. A quel point peut-elle être étendue à ses partenaires européens ? Selon plusieurs experts français, il serait judicieux de l'adapter, pour véritablement l'europeaniser, dans l'intérêt de la France et de ses alliés.

Pour bien comprendre les limites de la dissuasion telle qu'elle se présente

aujourd'hui, il faut remonter à l'époque où elle a pris la forme qu'on lui connaît, au niveau doctrinal et capacitaire, lors du premier mandat présidentiel de Jacques Chirac (1995-2002), sur la base des travaux menés pendant plusieurs années par l'état-major particulier de l'Élysée et les hautes sphères travaillant sur ce domaine. L'URSS et son Pacte de Varsovie ont alors disparu, et avec eux la menace d'une invasion soviétique du continent, jusqu'à la France. Dans la foulée, l'Otan se donne comme mission principale non plus la défense territoriale, mais la résolution de crises extérieures – ex-Yougoslavie, puis Afghanistan.

Emmanuel Macron s'est dit prêt à contribuer davantage à la défense du sol européen

Une fois la séquence de la reprise des essais en Polynésie achevée, Jacques Chirac annonce donc qu'il « faut avoir suffisamment [d'armes nucléaires] pour être respecté, mais pas trop [non plus] ». La composante terrestre est démantelée : aussi bien les missiles balistiques stratégiques des silos du plateau d'Albion, que ceux, mobiles, d'une portée de près de 500 kilomètres, de la force Hadès. Si les Forces aériennes stratégiques (FAS) – missiles nucléaires emportés par des avions – sont maintenues, le nombre de sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) de classe *Le Triomphant* à construire passe de six à quatre. Reste alors à ajuster la doctrine.

En poste à l'état-major particulier du président, l'ancien commandant de sous-marin Edouard Scott de Martinville participe aux travaux. « Des décisions très importantes sont prises, qui ont eu peu d'échos, mais font l'objet d'un consensus »,

malgré la cohabitation entre un gouvernement de gauche et une présidence de droite, a raconté, fin novembre, l'amiral (2S), lors d'un colloque sur la dissuasion française. Le « lointain » (évoqué par le Premier ministre Lionel Jospin dans un discours de 1999, sous-entendu la Chine) est même pris en compte, rappelle-t-il, tandis que les « dommages s'exerceraient en priorité sur les centres de pouvoir » et non plus sur des villes stricto sensu. Il est donné « de la souplesse à la composante balistique » : les SNLE ne sont plus tenus de tirer tous leurs missiles d'un coup.

Un quart de siècle plus tard, ce modèle mérite d'être interrogé, estiment Etienne Marcuz et Stéphane Audrand. Ces deux experts n'appartiennent pas aux cénacles stratégiques officiels, dont l'une des missions est de travailler la doctrine, dans la discrétion, pour le président. Ils jugent cependant utile qu'un débat public s'amorce en réponse aux profonds bouleversements de l'ordre international – invasion russe de l'Ukraine, possible désengagement européen des Etats-Unis avec l'administration Trump, montée en puissance de la Chine. Leurs propositions seraient de nature à intéresser la chancellerie allemande.

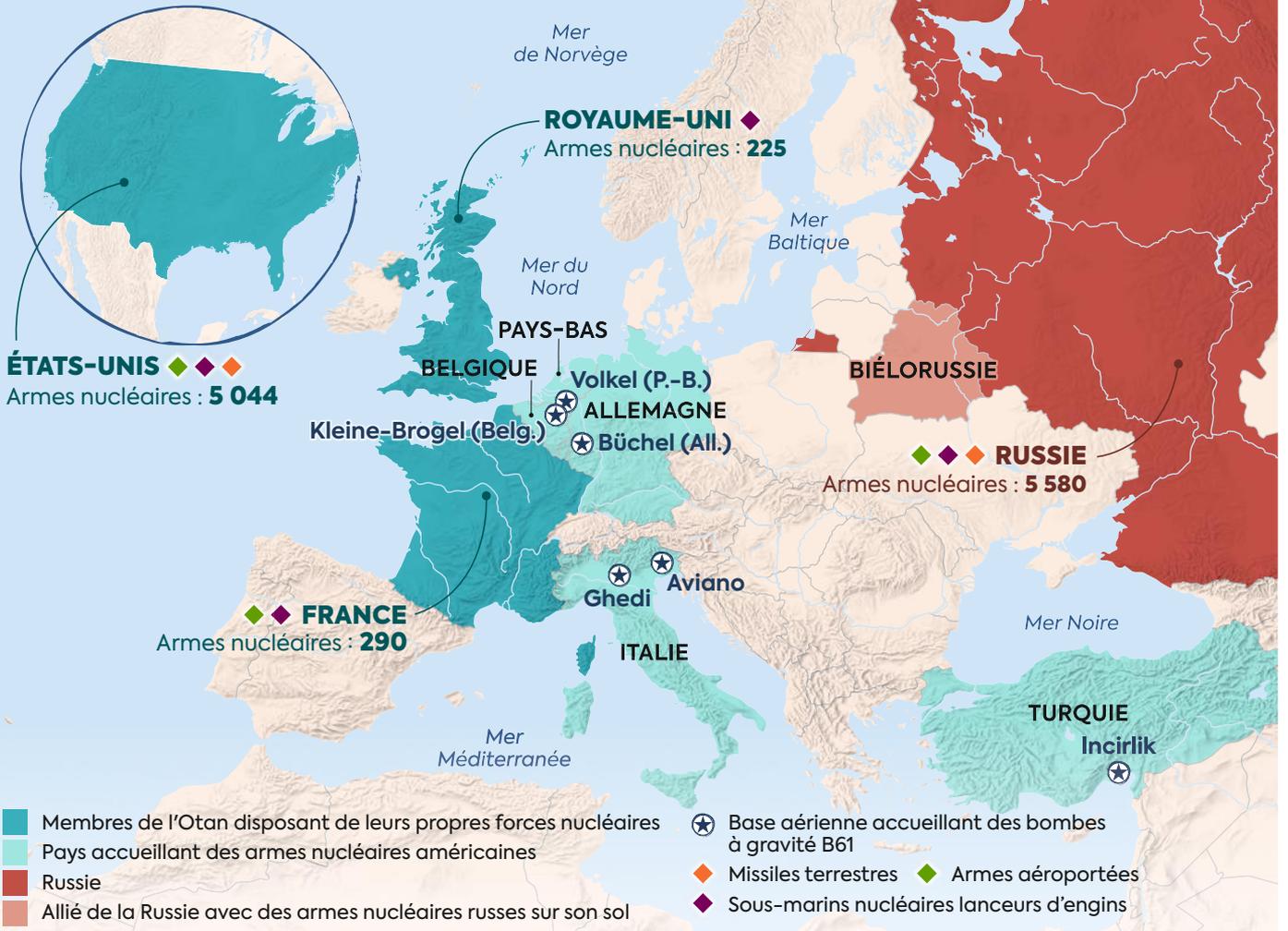
Analyste en systèmes stratégiques, pédagogue du nucléaire militaire sur les réseaux sociaux, Etienne Marcuz propose ainsi la création d'une « Initiative européenne de dissuasion intégrée ». Elle regrouperait des pays du continent qui s'appuieraient notamment sur les armes nucléaires de la France et du Royaume-Uni, les deux seules puissances dotées en Europe. Il suggère qu'elles coordonnent leurs patrouilles pour qu'il y ait toujours trois SNLE français et britanniques en mer, sans remettre en cause le strict contrôle opérationnel de Paris et Londres sur leurs armes nucléaires. Il propose, surtout, « d'allouer à cette initiative un certain nombre de missiles nucléaires ASMPA, portés par les Rafale, à l'image du modèle de dissuasion élargie américain. Ces Rafale seraient susceptibles d'être dispersés, en cas de crise grave, sur le territoire européen, tout en restant là encore sous le strict contrôle français ».

Les déplacements des Rafale de cette nouvelle coalition serviraient d'avertissement stratégique. Et, si nécessaire, leurs ASMPA pourraient être utilisés en réponse



L'Europe, un continent nucléarisé

Sans le soutien des Etats-Unis, les Européens se retrouveraient avec les seules armes nucléaires de la France et du Royaume-Uni pour dissuader une Russie suréquipée.

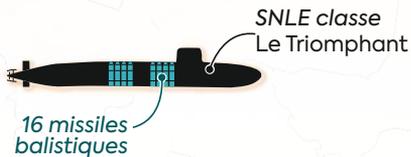


Une dissuasion française, trois forces nucléaires

1

FOST

Force océanique stratégique :
quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins



2

FAS

Forces aériennes stratégiques :
Rafale portant le missile ASMPA



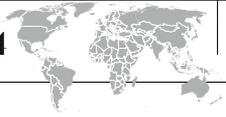
3

FANu

Force aéronavale nucléaire :
missiles ASMPA déployés sur le porte-avions Charles-de-Gaulle



Sources : FEDERATION OF AMERICAN SCIENTISTS, MINISTÈRE DES ARMÉES



► à une atteinte aux intérêts vitaux d'un de ses membres. L'idée : se donner des marges de manœuvre dans l'escalade militaire avec un adversaire disposant de l'arme nucléaire – tel que la Russie. Mais à une condition : que ces armes nucléaires soient un complément aux armes conventionnelles de longues portées d'autres pays européens, « chargées de retarder le plus longtemps possible un engagement nucléaire », en frappant l'adversaire en profondeur.

Pour Etienne Marcuz, la dissuasion française actuelle ne permet pas, à une échelle européenne, d'envoyer des signaux qui ne puissent pas être surinterprétés par un adversaire comme Poutine disposant de vingt fois plus d'ogives nucléaires. C'est également ce que pense Stéphane Audrand, consultant en risques internationaux et officier de réserve. Dans un article publié par la revue *Le Grand Continent*, il défend l'idée que la meilleure manière « d'europaniser » la dissuasion française serait, à terme, une force mobile de missiles balistiques sol-sol capables de deux choses. D'abord de frapper dans la profondeur avec de l'armement conventionnel, ce qui est de nature à faire réfléchir un adversaire avant de s'engager dans un conflit. Ensuite d'accueillir, si nécessaire, des têtes nucléaires sous le contrôle de la France. Des « Hadès », ces missiles démantelés par Jacques Chirac, mais à plus longue portée.

« Cette composante pourrait être installée dans les pays volontaires européens, sur la base d'accords bilatéraux, propose-t-il.

Elle ajouterait des degrés sur l'échelle du dialogue dissuasif, offrirait une souplesse face aux menaces russes d'usage de nucléaire non stratégique [NDLR : pour des frappes strictement régionales] et rendrait crédible notre garantie de sécurité. » Il précise : « Pas besoin de sacrifier Paris pour sauver Vilnius, puisqu'on pourrait espérer limiter une escalade au théâtre [des affrontements] sans engager les forces stratégiques » (SNLE et ASMMPA). Selon lui, cette composante ne sera toutefois « audible » par les Européens que si ces derniers ne peuvent plus compter sur les garanties de sécurité américaine, matérialisées par des troupes et des armes nucléaires – les bombes à gravité B61 – sur le continent. Elle pose une autre question : à quel point la France doit-elle produire davantage de bombes nucléaires pour être crédible dans cette extension de sa dissuasion ? Elle en compte environ 290 et le Royaume-Uni 225, contre 5 580 pour la Russie.

Ces deux idées développées par Marcuz et Audrand étaient déjà mentionnées, succinctement, dans un article publié cet été par la revue de défense *Le Rubicon*, intitulé « Europaniser la bombe », où il est évoqué, comme options, « le déploiement de Rafale dotés de capacités nucléaires sur le territoire de partenaires européens, et éventuellement la réintroduction de têtes nucléaires similaires au système Hadès dans les pays du flanc est de l'Europe ». Son auteur, Florian Galleri, a soutenu en décembre à l'université de Nantes une thèse au cœur

du sujet : La dimension européenne de la dissuasion nucléaire française après la guerre froide (1991-2017). « La théorisation de la dissuasion connaît actuellement un souffle nouveau, estime-t-il. La France veut partager quelque chose de sa dissuasion, sans dire quoi. Il faut en débattre. Je défends l'idée qu'elle a besoin de s'europaniser, pour que sa participation à la défense du continent ne soit pas minorée. »

Comme le martèle chaque président depuis de Gaulle, la dissuasion est considérée comme l'assurance-vie de la France face à une menace existentielle. De telles idées sont donc à manier avec une grande précaution, leurs auteurs en ont conscience. Leurs propositions sont le signe qu'un débat qui a disparu de la place publique depuis les années 1990 pourrait y revenir. « C'est à nous, chercheurs et experts, de faire des suggestions, sans éluder les problématiques de budget, les considérations techniques et le respect du traité de non-prolifération », souligne Héloïse Fayet, de l'Institut français de relations internationales. Qui défend également une augmentation de l'arsenal conventionnel à l'est de l'Europe, à commencer par les systèmes de frappes en profondeur. « Cela permettrait d'augmenter le coût d'une attaque pour un adversaire, en complément de la dissuasion nucléaire », explique-t-elle, estimant toutefois qu'un parapluie nucléaire assuré par Paris sur le continent, à la manière des Américains, n'est pas réaliste.

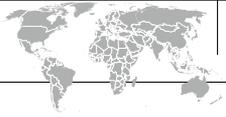
Cette spécialiste de la dissuasion donne cependant deux propositions concrètes pour renforcer la crédibilité, auprès de ses alliés, de la dissuasion assurée par Paris. D'abord, même si l'idée n'a pas le vent en poupe chez les militaires, la France pourrait rejoindre le Groupe de planification nucléaire de l'Otan, dont elle n'a jamais fait partie. Elle pourrait aussi ouvrir un escadron des Forces aériennes stratégiques à des pilotes européens à former sur Rafale, comme elle l'a écrit dans *Le Rubicon*. « Le plus important pour la France, insiste-t-elle, c'est de faire preuve d'une humilité dont elle n'a pas coutume, en intensifiant une conversation de fond sur le sujet avec ses partenaires européens et en se tenant à leur écoute. » Un échange qui pourrait s'accélérer, si Donald Trump décide qu'il est temps pour les Etats-Unis de tourner le dos aux Européens, jusqu'à retirer les bombes B61 présentes sur leur sol. ✱

CLÉMENT DANIEZ



C. CHARLES/MARINE NATIONALE/DÉFENSE

Depuis le général de Gaulle, la dissuasion nucléaire est l'assurance-vie de la France.



Retour de la guerre en Europe : quelles alliances, pour quel monde et avec quels moyens ?

Par Hervé de Courrèges*

Les bouleversements continentaux seront au cœur de la deuxième édition du Paris Defence and Strategy Forum organisé du 11 au 13 mars. L'Express est partenaire de cet événement.

Le conflit déclenché par l'invasion russe en Ukraine entre dans sa quatrième année. Ce triste anniversaire s'accompagne d'inquiétudes croissantes en Europe, notamment en raison de la volonté du nouveau président américain, Donald Trump, de moins s'engager sur notre continent.

Dans ce contexte, la réflexion stratégique en Europe n'est plus seulement essentielle, elle est indispensable. C'est pourquoi la deuxième édition du Paris Defence and Strategy Forum (1), du 11 au 13 mars à l'École militaire, a conservé sa thématique centrale de 2024 : l'Europe à la croisée des chemins. Elle semble en effet l'être plus encore que l'an dernier, au vu d'un agenda géopolitique en constante accélération. Pour réfléchir à la défense du Vieux Continent dans une période si incertaine, tous les acteurs civils et militaires de la sécurité doivent pouvoir se parler, débattre, confronter et faire mûrir leurs idées.

Concrètement, comment garantir la sécurité de l'Europe avec des ressources limitées, après avoir ignoré depuis plus de dix ans le retrait progressif des États-Unis ? Comment accepter la fin du bouclier américain, alors que l'Europe n'est pas encore en mesure de le remplacer et que la menace russe demeure présente ? Quelle place pour l'Otan dans cette équation ? Et, en premier lieu, comment garantir, dans un avenir proche, la sécurité de la frontière orientale de l'Union européenne, et celle de l'Ukraine ?

Pour répondre à ces questions, des chercheurs, des officiers, des industriels, des responsables politiques de haut niveau, français comme étrangers, seront



Garantir la sécurité en Europe, une réflexion plus indispensable que jamais.

présents à Paris. Au travers de tables rondes, de conférences, d'ateliers de réflexion ou de jeux de stratégie militaire, trois axes de réflexion leur seront proposés : les architectures et coopérations de défense et de sécurité (quelles alliances ?), les enjeux régionaux et géopolitiques (pour quel monde ?) et la dimension capacitaire et technologique des armées (avec quels moyens ?).

Le premier axe part du constat que, dans un monde en pleine mutation, les organisations internationales de sécurité collective doivent réévaluer leur rôle, adapter leur fonctionnement et intensifier la coopération entre leurs membres. Tandis que nos rivaux stratégiques, et parfois nos partenaires, tissent de

L'émergence de nouveaux espaces de confrontation transforme nos sociétés

nouvelles alliances, que l'avenir de l'Otan demeure incertain et que la défense européenne reste inachevée, il est essentiel de poursuivre la réflexion sur l'évolution des alliances internationales, en particulier en Europe et dans l'espace atlantique.

Concernant les enjeux géopolitiques, nous assistons en ce moment à une redéfinition des équilibres régionaux et à l'ascension de nouveaux acteurs. De l'Indo-Pacifique au Proche-Orient, en passant par l'Afrique et la mer Noire, il devient essentiel d'analyser les dynamiques en cours et d'anticiper les transformations à venir, tout en s'interrogeant sur le rôle que la France et l'Europe doivent jouer sur l'échiquier mondial.

Enfin, ces deux premiers questionnements ne peuvent avoir lieu sans une réflexion sur le volet capacitaire. L'émergence de nouveaux espaces de confrontation, comme le cyberspace, le domaine spatial, la haute altitude et la sphère informationnelle, combinée aux avancées technologiques telles que les drones et l'intelligence artificielle, transforme en profondeur nos sociétés et leurs enjeux sécuritaires. Il est donc essentiel que le dialogue stratégique anticipe ces évolutions et analyse leurs conséquences.

À l'heure où l'Europe réalise qu'elle ne peut compter que sur elle-même pour sa sécurité, le Paris Defence and Strategy Forum permettra d'approfondir la réflexion cruciale sur les doctrines, moyens et politiques que nous devons appliquer afin de garantir cette sécurité. *

*Général de corps d'armée, **Hervé de Courrèges**, est le président de l'Académie de défense de l'École militaire et le directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale.

■ (1) Le 11 mars, le Paris Defence and Strategy Forum sera ouvert conjointement par Sébastien Lecornu, ministre des Armées, et Ruben Brekelmans, ministre de la Défense des Pays-Bas, pays à l'honneur cette année.

Jordanie

Pétra, en quête de ses touristes perdus

Victime collatérale des guerres au Moyen-Orient, la somptueuse cité antique est désertée depuis le 7 octobre 2023. Reportage.

La solitude lui va pourtant si bien. En cette fraîche matinée de février, seul l'écho résonne à travers les dédales de canyons de Pétra, merveille du monde moderne qui fait la fierté de la Jordanie. D'ordinaire, jusqu'à 10 000 touristes se pressent chaque jour pour admirer la capitale de la civilisation nabatéenne, construite à même la roche il y a plus de deux mille huit cents ans et dont les tombes de dizaines de mètres de hauteur font la renommée. Ces jours-ci, le site est désert. Ou presque. Quelques grappes de touristes se baladent sous le soleil : ici, un groupe de Sud-Coréens, reconnaissables à leur drapeau brodé sur les manches ; là, des Britanniques dont les visages fuient le soleil, recouverts de keffieh jordaniens à damier rouge et blanc. Dans ces chemins de plusieurs kilomètres, cernés par des falaises ondulées, le visiteur devient aventurier solitaire, libre de scruter les vestiges antiques de longues minutes. « Quel luxe, souffle Nasseira, une Française passionnée par Pétra, où elle effectue une 12^e visite. D'habitude, il faut déambuler à travers des hordes de visiteurs, dans le brouhaha des guides touristiques... Là, personne. C'est encore plus exceptionnel. » Ce calme ne fait pas les affaires de la Jordanie.

À l'instar de toute l'économie régionale, Pétra apparaît comme une victime collatérale des guerres qui enflamment le Moyen-Orient depuis le 7 octobre 2023. Les Occidentaux craignent de voyager dans ce pays stable mais frontalier d'Israël, de la Cisjordanie, de la Syrie, ou encore de l'Irak. L'année dernière, les Français ont été 60 % moins nombreux qu'en 2023 à visiter le royaume hachémite. « Tous les deux ou trois ans, nous avons une crise dans la région et nous en subissons les effets, souffle Essam Fakhridin, président de l'association des restaurateurs jordaniens, en première ligne face au marasme touristique. La guerre à Gaza a été une catastrophe pour les endroits qui dépendent à 100 % du tourisme, comme Pétra. Le taux de remplissage des hôtels y stagne à 2 ou

3 % depuis dix-huit mois... Tout s'est effondré. » Dans la ville voisine, une trentaine d'établissements en construction ont dû mettre leurs travaux sur pause.

Guerre en Irak en 2003, printemps arabes, guerre civile syrienne... Quand le Moyen-Orient s'agite, Pétra voit sa fréquentation chuter. Pourtant, par temps calme, le site connaît chaque année une explosion de visiteurs, depuis qu'Indiana Jones a révélé au monde entier ses merveilles en dévalant la gorge du Siq à cheval dans *La Dernière Croisade*, en 1989. Aujourd'hui, les chevaux ont été remplacés par des voitures électriques, et les vendeurs de chapeaux d'aventurier à 15 dinars jordaniens (20 euros) gardent leur stock sur les bras. « Pour nous, Jordaniens, voir notre trésor de Pétra aussi vide est un crève-cœur, se désole Ahmed, un guide touristique sur le seuil du canyon principal. Notre pays réussit à rester à l'écart des guerres de nos voisins mais nous finissons par en être victimes malgré tout. » Premiers touchés par la crise : les Bédouins de Pétra. Pendant des siècles, ce peuple nomade a jalousement

gardé secrets les trésors de ce site antique, en interdisant l'accès aux étrangers. Il a fallu attendre 1812 pour qu'un voyageur suisse, intrigué par les mythes autour de cette cité légendaire, réussisse à s'y introduire déguisé en Arabe, avant d'informer le monde occidental de sa découverte. Depuis, la ruée vers Pétra n'a jamais cessé, attirant archéologues les plus renommés, amoureux de la nature et chercheurs de trésors. Des tribus bédouines peuplaient ses grottes jusqu'en 1985, année où les autorités ont construit un village en dur près du site afin de les reloger, à la fois pour faciliter les visites, mais surtout pour permettre à l'Unesco de classer le site au Patrimoine mondial. En échange, les Bédouins gardent l'exclusivité des petits commerces de Pétra. Une manne financière bénie, qui se transforme parfois en malédiction.

Sharif a vécu toute sa vie ici. Les épaisses poches noires sous ses grands yeux verts racontent son désespoir d'une manière plus éloquente que ses mots. Son magasin de souvenirs, à quelques mètres en contrebas des majestueuses tombes royales érigées au I^{er} siècle après Jésus-Christ, regorge de bouteilles de sable du désert, de dromadaires en peluche et d'aimants à 1 dinar. Avant la guerre à Gaza, dit-il, son échoppe faisait vivre 25 familles de tribus bédouines. Aujourd'hui, Sharif ne travaille plus qu'avec une employée, sa femme. « Depuis un an et demi, il n'y a



Paradoxalement, cette accalmie pourrait bien sauver le site d'un fléau : le surtourisme.



plus personne et nous ne recevons aucune aide, seulement des taxes supplémentaires, se plaint le trentenaire. Les rares touristes sont ravis d'être là, mais pour nous la situation devient impossible. » Dès qu'un visiteur entre dans son champ de vision, il s'envole avec ses keffiehs sous le bras, prêt à les brader. Sur les hauteurs de la ville moderne de Pétra, Yazan Mahadin noie ses soucis dans une grande assiette de mansaf, le plat traditionnel jordanien à base de mouton (tête comprise). En poste depuis novembre dernier, le directeur du parc touristique garde son calme et le sourire malgré la crise de fréquentation. « Je suis un optimiste ! », rigole cet ancien architecte, veste blanche et petit bouc noir sous le menton. Il préfère souligner les « bons » chiffres de janvier, avec une hausse de 8 % des visiteurs par rapport à l'an passé. « Dès l'annonce du cessez-le-feu à Gaza, l'intérêt pour Pétra est remonté », opine-t-il, espérant un bond de 40 % pour mars.

Le gardien de Pétra raconte avoir profité de ce repos forcé pour réfléchir à l'avenir du parc touristique. « L'année dernière a été terrible, mais nous avons travaillé dur pour rebondir et enrichir l'expérience des futurs visiteurs, souligne Yazan Mahadin. En moyenne, les touristes restent 1,2 journée à Pétra : notre objectif consiste à allonger leur visite à deux jours, voire trois, et pour cela nous devons leur offrir davantage. » Déjà, il a lancé des visites nocturnes du site,

baptisées « Petra by night », et inauguré 27 nouveaux sentiers afin de désengorger les voies principales de la cité antique. A partir du mois de mai, les visiteurs pourront aussi partager le quotidien des Nabatéens grâce à des casques de réalité virtuelle mis à disposition. « A terme, nous voulons prendre des mesures similaires à celles en place dans les musées européens, qui, depuis la pandémie de Covid-19, rendent obligatoires les réservations pour des créneaux de visite précis, indique Yazan Mahadin. Ce sera indispensable pour désencombrer Pétra. » Car cette période d'accalmie pourrait bien sauver le site antique d'une vague qui, marée après marée, menaçait de le submerger : le surtourisme. Sur place, les guides racontent avec une pointe d'angoisse le spectacle de ces dernières années, quand les canyons principaux s'étaient métamorphosés en interminables files d'attente pour touristes à bout de nerfs. « Avec chaque crise viennent des opportunités, philosophe Essam Fakhridin. Le surtourisme à Pétra était très dangereux, de la folie même... Cette affluence doit être régulée à présent. »

Il faut prendre la route vers Aqaba, grande ville du sud de la Jordanie et unique port du pays, pour mieux comprendre. Ici, plus de 80 000 touristes arrivaient chaque année depuis des bateaux de croisière : ils débarquaient à l'aube, montaient dans le car pour visiter Pétra le matin puis le désert de Wadi Rum dans l'après-midi, avant de

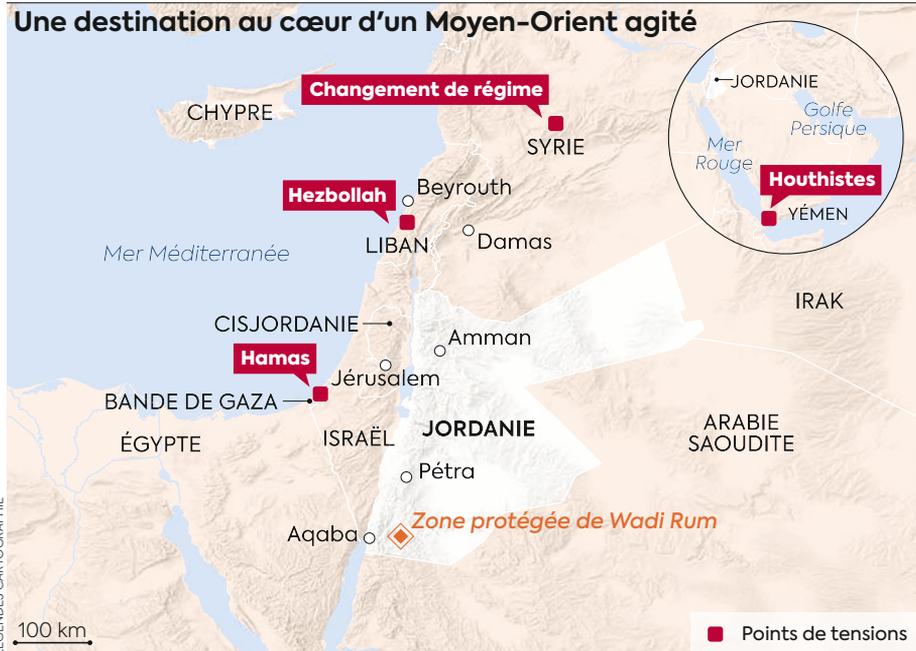
remonter à bord le soir venu. La Jordanie express. En ce début février, seuls quelques pédalos voguent en bord de plage dans le golfe d'Aqaba, endroit unique au monde où se côtoient quatre pays sur quelques kilomètres de côte : l'Égypte, Israël, la Jordanie et l'Arabie saoudite. « 2023 avait battu tous les records, avec 80 % des croisiéristes qui venaient d'Europe, souligne Hamza HajHasan, gouverneur adjoint de la zone économique spéciale d'Aqaba, depuis son bureau avec vue sur la baie. Pour 2024, nous avons 78 000 réservations de touristes et 40 000 membres d'équipe... Malheureusement tous ont annulé, sans exception. » En cause : les attaques des rebelles houthistes en mer Rouge, qui, depuis le Yémen, visent les navires occidentaux.

Sous la douceur hivernale d'Aqaba, en polo à manches courtes, Hamza HajHasan reste plein d'espoir, même si la saison touristique est perdue : « Les croisières en mer Rouge se font d'octobre à avril, donc nous n'aurons personne avant l'automne. Mais, si le cessez-le-feu tient à Gaza, nous avons des projets avec une nouvelle compagnie saoudienne pour accueillir encore davantage de monde dès la fin d'année. » Avec le surtourisme et ses profits comme unique horizon. Cet optimisme se retrouve dans la capitale, Amman. Cheveux courts, énergie débordante, la ministre du Tourisme, Lina Mazhar Annab, gère ce secteur vital pour la Jordanie (18 % de son PIB) depuis les élections de septembre. « A cause de la guerre à Gaza, de nombreux vols ont été interrompus depuis l'Europe et la France, mais ils reprennent peu à peu, notamment les low cost, explique l'ambitieuse ministre. La situation s'est calmée et s'est clarifiée, nous attendons seulement que le marché reprenne et que la paix prévale en Palestine. »

Mais, déjà, une ombre plane sur la fragile reprise du tourisme jordanien : celle de Donald Trump. En menaçant d'expulser 2 millions de Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie, le président américain a semé le doute sur la stabilité de ces pays. De quoi effrayer les touristes potentiels. « Il n'y a aucune raison d'avoir peur, tranche Lina Mazhar Annab. Sinon, il faudrait aussi craindre d'aller au Mexique, au Groenland ou au Canada... » Dans ce cas, autant voir Pétra. *

CORENTIN PENNARGUEAR
(ENVOYÉ SPÉCIAL EN JORDANIE)

Une destination au cœur d'un Moyen-Orient agité



LEGENDES CARTOGRAPHIE

100 km

■ Points de tensions

NOUVELLE ÈRE

L'inflation, une invitée surprise au Japon

Si l'archipel semble avoir rompu pour de bon avec de longues années de déflation, la hausse des prix soulève de nouveaux défis, nécessitant des arbitrages délicats de sa Banque centrale.

PAR TATIANA SEROVA

Au pays du sushi, l'impensable est arrivé. Le riz, pilier de la cuisine nipponne, vient à manquer. Le prix de la céréale a bondi d'environ 70 % sur un an en janvier, poussé par cette pénurie qui a débuté l'été dernier. Un contexte exceptionnel qui a conduit le gouvernement à débloquer ses réserves stratégiques en février. A l'origine de cette secousse, un faisceau de facteurs. La faute, d'abord, à une météo capricieuse, qui a perturbé le rendement des récoltes. Puis l'alerte au séisme, en août dernier, et la crainte d'un manque ont provoqué des achats de panique et des spéculations. Enfin, le nombre de touristes a explosé, augmentant la demande. Des raisons plus structurelles expliquent aussi cette situation de crise. L'Etat japonais fixe un cadre strict à l'importation de riz bon marché. Une politique « désastreuse », juge Marcel Thieliant, directeur pour l'Asie-Pacifique à Capital Economics. D'ailleurs, l'écart de prix s'est sensiblement creusé avec d'autres pays producteurs, comme la Thaïlande.

Cet exemple illustre une réalité nouvelle pour un pays longtemps prisonnier

d'une spirale déflationniste : le retour de l'inflation. « Le riz est l'un des rares secteurs où le Japon est quasi autosuffisant, on aurait donc pu s'attendre à ce qu'il soit épargné par l'inflation, observe Célia Colin, économiste à Rexecode. Finalement, la hausse de son prix gonfle l'inflation alimentaire, qui pèse pour 26 % de l'indice des prix à la consommation. » A son plus haut niveau en deux ans, l'inflation japonaise a atteint 4 % en janvier. Inimaginable il y a encore quelques années.

À l'exception du riz, les racines de l'inflation nipponne sont en réalité à chercher hors des frontières de l'archipel, dans la flambée des coûts à l'importation. Tributaire à près de 90 % de l'étranger pour ses besoins en énergie, le Japon a subi de plein fouet la hausse des prix depuis le début de la guerre en Ukraine. Plus

Un pays tributaire de l'étranger pour ses besoins en énergie à près de 90 %

généralement, les importations de marchandises – notamment alimentaires – se sont renchéries sous l'effet de la perturbation des chaînes d'approvisionnement après la pandémie. Mais c'est surtout l'affaiblissement de sa monnaie qui a exacerbé ces coûts. En l'espace de trois ans, le yen a perdu plus de 20 % par rapport au dollar américain, alourdissant la facture de nombreux produits.

Ce levier, qui était un choix – le Japon a misé sur la dévaluation de sa monnaie pour stimuler ses exportations –, semble de moins en moins efficace. « La sensibilité des exportations à un yen plus faible a diminué. Cela s'explique en partie par l'évolution de leur structure, les entreprises japonaises ayant désormais leurs usines dans d'autres pays. Cette production n'est donc pas affectée par les variations monétaires », pointe Takahide Kiuchi, économiste au Nomura Research Institute et ancien membre du conseil d'administration de la Banque du Japon.

Dans ce virage inflationniste, la hausse des prix et celle des rémunérations n'ont pas suivi la même cadence. Si les négociations du printemps dernier ont abouti à un relèvement moyen des salaires de 5 % en nominal, ils ont décliné en termes réels – c'est-à-dire hors inflation – pour la troisième année consécutive. « Pour l'instant, le scénario souhaité d'une consommation tirée vers le haut par les salaires met du temps à se mettre en place. Ils ont augmenté plus lentement que les prix, ce qui pèse sur la demande », regrette Motohiro Sato, professeur d'économie à l'université Hitotsubashi à Tokyo.

Les ménages, qui ont ainsi vu leur pouvoir d'achat s'effriter, s'ajustent progressivement à cette nouvelle donne. « Les consommateurs japonais sortent de vingt ans de traumatisme, durant lesquels ils ont été habitués à épargner et différer leurs achats en espérant que les prix baissent encore plus. Sortir de cette logique ne se fait pas aussi rapidement que le souhaiterait la Banque centrale », remarque Jean-François Chambon, gérant de fonds actions japonaises senior chez Ofi Invest Asset Management. Les entreprises, elles aussi, s'adaptent. « Pendant les deux décennies dites "perdus", elles ont dû maîtriser leurs coûts et n'ont pas procédé à des hausses de rémunérations, rappelle

L'économie nipponne à un tournant

Le prix du riz local s'envole

Prix du riz japonais et thaïlandais (en yen/kilo)



SOURCES : BANQUE MONDIALE, MAFF, CAPITAL ECONOMICS

La facture énergétique est un moteur de la hausse des prix

Indice des prix de l'énergie, base 100 = 2020



SOURCE : BUREAU DES STATISTIQUES DU JAPON

L'inflation revient sur la durée

Taux mensuel d'inflation par rapport à l'année passée (en %)



SOURCE : BUREAU DES STATISTIQUES DU JAPON

Le yen faible a renchéri les importations



Evolution du yen face au dollar

0,0087 \$ → 0,0064 \$
1^{er} janvier 2022 1^{er} janvier 2025

- 27 %

SOURCE : XE.COM

Jean-François Chambon. De plus, les PME n'ont pas les moyens d'absorber ce coût supplémentaire dans l'immédiat, elles attendent un effet de ruissellement de la part des grands groupes qui se fournissent auprès d'elles. »

Dans ce contexte, la Banque du Japon (BoJ) se livre à un numéro d'équilibriste. C'est bien sa politique monétaire très (trop ?) accommodante qui a conduit à la situation actuelle. Mais elle a joué à contretemps. Quand la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et d'autres institutions relevaient leurs taux pour parer l'inflation galopante, elle temporisait, espérant sortir – enfin – du piège déflationniste. Aujourd'hui, alors que ses homologues ont amorcé un assouplissement, la BoJ pourrait encore serrer la vis. La difficulté : prolonger la sortie de la déflation sans freiner la demande – et donc la croissance – par une hausse de taux trop rapide. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche ajoute de l'incertitude. « La politique commerciale américaine menace de peser davantage sur les exportations tout en exacerbant la faiblesse du yen », pointe Michael Wolf, économiste à

Deloitte aux Etats-Unis, dans une note. A Tokyo, certains s'inquiètent à l'idée que les droits de douane imposés par Donald Trump ne provoquent une reprise de l'inflation aux Etats-Unis, ce qui pousserait la Fed à ne pas poursuivre sa baisse de taux. Une manœuvre à même d'accentuer encore la force du billet vert face au yen, poussant le Japon à un durcissement monétaire. Selon les projections de Marcel Thieliand, les taux japonais pourraient avoisiner 2 % en 2030, contre 0,5 % aujourd'hui.

Le tableau mérite toutefois d'être nuancé. Malgré les questions qu'elle soulève à court terme, la hausse des prix est accueillie comme une bonne nouvelle au Japon. Elle est synonyme de reprise. En novembre dernier, le gouverneur de la BoJ, Kazuo Ueda, saluait d'ailleurs « un redressement modéré de l'économie ». En parallèle, l'inflation nourrit l'espoir d'un redressement des finances publiques – une fragilité du pays – car elle fait reculer le ratio d'endettement national, qui dépasse actuellement 240 %, en augmentant le PIB nominal. De son côté, le FMI s'attend à une accélération de la croissance en 2025,

escomptant un renforcement de la consommation privée.

Quelques signes encourageants se font d'ores et déjà sentir : la demande des ménages s'est redressée en décembre, augmentant de 2,7 % sur l'année. Le Japon peut aussi compter sur les dépenses des visiteurs étrangers : la baisse du yen réjouit les touristes, toujours plus nombreux – près de 37 millions en 2024. Un chiffre que le gouvernement souhaite porter à 60 millions d'ici à 2030. Si l'inflation accélère, il y a peu de risques, enfin, qu'elle devienne incontrôlable. « Plusieurs facteurs de long terme – comme le déclin démographique – tirent les prix à la baisse, si bien que l'on ne s'inquiète pas d'un emballement de la boucle prix-salaires », explique Célia Colin. D'autant que les prix du riz devraient dégonfler : grâce aux volumes de la réserve stratégique, la propension des consommateurs à se tourner vers des céréales alternatives et une possible hausse des importations, les experts de Capital Economics prédisent une baisse de 30 % d'ici au début de l'année prochaine. De quoi réduire l'inflation globale de 0,6 point. Tokyo a peut-être enfin trouvé la recette. ★

DISCRÉTION CHÉRIE

La méthode Moscovici trouble la Cour des comptes

Elle n'a jamais été autant sollicitée, mais la maison de la rue Cambon a du vague à l'âme. Jusqu'où peut-elle aller sans faire de la politique ?

PAR AGNÈS LAURENT

C'est un petit monde niché au cœur de Paris, à deux pas du Louvre et de la Concorde, où se côtoient Arnaud Bontemps, cofondateur avec Lucie Castets du collectif Nos services publics, d'ex-ministres comme Agnès Buzyn ou Vincent Peillon, d'anciens directeurs de cabinet de tous bords et des présidents de prestigieuses institutions. Une « maison », comme l'appellent ses membres, où un trentenaire adepte de l'écriture inclusive peut travailler avec un ambassadeur en fin de carrière tenant d'une langue plus classique. Longtemps, la Cour des comptes, cette « vieille dame » de la République, a chéri la discrétion. Désormais, sous l'impulsion de Pierre Moscovici, son premier président, elles s'invite, parfois avec fracas, dans le débat public. Le 20 février, elle a dévoilé son « rapport flash » sur les régimes de retraite, balayant l'hypothèse d'un « déficit caché » défendue par le Premier ministre. Le 17 mars, dans son rapport annuel, elle jugera sans concession les politiques gouvernementales en faveur de la jeunesse. Dans l'intervalle, on l'aura entendue (ou lue) sur la Fédération française de cyclisme, l'innovation en matière agricole ou l'aéroport de la Réunion.

Une visibilité qui ne va pas sans remue-ménage, les uns reprochant à la Cour de faire « trop de politique », les autres s'inquiétant qu'à vouloir trop publier, elle fasse mal.

Depuis sa nomination en 2020, Pierre Moscovici a entrepris une vaste réforme baptisée « Juridictions financières 2025 ». Elle tient en quelques idées fortes : faire davantage d'évaluations de politiques publiques, mieux coller à l'actualité en effectuant les contrôles plus rapidement, publier l'intégralité des rapports. L'ancien

Cette « vieille dame » de la République s'invite, parfois avec fracas, dans le débat public

ministre socialiste entend profiter de la réputation flatteuse dans l'opinion publique de l'institution et de ses 380 magistrats pour la faire bouger. « Dans un contexte d'interrogation sur la sincérité des chiffres et de défiance envers les gouvernants, les Français se tournent vers une institution qu'ils connaissent et

respectent. Il y a un *momentum* de la Cour », avance-t-il.

Mais beaucoup, à l'intérieur comme à l'extérieur, le soupçonnent d'utiliser ce plan pour mieux nourrir ses ambitions et son envie de peser dans la vie politique. « Dire notre mission, c'est informer le citoyen, et éclairer le débat public, c'est déjà faire de la politique », note un magistrat. D'autres l'ont observé, lors de ses interventions médiatiques, commencer par rappeler qu'il est tenu à « une stricte neutralité » du fait de « ses fonctions actuelles », pour mieux disserter ensuite sur des sujets d'actualité, parfois très loin du champ de compétences de la Cour. Récemment, invité à présenter le rapport sur les retraites, il s'est ainsi autorisé quelques incursions sur l'Ukraine. Pas franchement incongru pour celui qui a été, durant cinq ans, commissaire européen, mais en décalage avec le devoir de réserve des membres de la Cour des comptes.

Au sein de la « maison », beaucoup regarderaient cette mise en avant personnelle avec une indulgence teintée d'une légère moquerie si les actes du premier président n'avaient parfois pour conséquence de placer la Cour dans une situation politique délicate. L'épisode du rapport sur « la lutte contre l'immigration irrégulière » a laissé des traces. En décembre 2023, la Cour des comptes annonce une conférence de presse sur le sujet, sans mesurer à quel point le rapport cogne avec l'actualité politique. Au Parlement, la Macronie se déchire autour d'un projet de loi sur l'immigration, l'issue de la commission mixte paritaire prévue quelques jours plus tard est incertaine. Que faire ? Cette fois, Pierre Moscovici décide de ne pas « éclairer le public », et encore moins les parlementaires, il repousse la publication du rapport au début de 2024. En mai 2023, déjà, un rapport sur « les soutiens publics à l'élevage bovin » avait défrayé la chronique, en donnant le sentiment de prendre position sur des choix qui ne relèvent pas de la compétence de l'institution. « La Cour des comptes préconise de baisser le nombre de bovins en France pour réduire l'empreinte carbone », avait ainsi titré une radio généraliste. Ambiance dans les fermes françaises...

A trop vouloir aller sur des plates-bandes qui ne sont pas les siennes, n'y a-t-il pas un risque d'écorner la réputation de l'institution et la « magistrature

d'influence » qu'elle exerce ? L'autorité de la Cour n'est pas coercitive, elle est bien plus subtile. « Son pouvoir réside dans le simple fait qu'elle existe », souligne un magistrat qui a fait carrière à coups d'aller-retours entre la rue Cambon et la haute fonction publique. Tous les décideurs le reconnaissent : au moment d'effectuer un achat ou de choisir un prestataire, la perspective d'un éventuel contrôle de la Cour constitue un utile rappel au respect des règles des marchés publics. Ses préconisations peuvent aussi constituer de précieux leviers pour débloquer une situation ou mettre en lumière des dysfonctionnements que les responsables politiques feignent d'ignorer. Ainsi, le contrôle en cours à France Télévisions pourrait être l'occasion de montrer comment les injonctions contradictoires émises par les différentes tutelles rendent difficiles des réformes d'ampleur. Le rapport sur

l'établissement public du Mont-Saint-Michel, encore provisoire, pointera sans doute les doublons entre ce dernier et le Centre des monuments nationaux, gestionnaire de l'abbaye, doublons que tout le monde connaît mais que personne n'a le courage de supprimer.

Mais si la légitimité de la Cour à distinguer ce qui est « perfectible » de ce qui ne l'est pas est forte sur les comptes publics et sur des entités précises, elle l'est moins lorsqu'il s'agit d'évaluer des politiques publiques. Certes, cette mission est inscrite dans la Constitution, comme le rappelle fréquemment Pierre Moscovici, mais les contours précis de l'extension du domaine de la Cour n'ont jamais fait l'objet de débat en interne. Ils sont pourtant essentiels. Était-il vraiment indispensable de réaliser un rapport sur « les inégalités entre les femmes et les hommes, de l'école au marché du travail », rendu public à la

fin du mois de janvier 2025, alors qu'il existe d'autres instances gouvernementales, comme le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, qui planchent sur ces sujets en permanence ? Comment sera perçu le rapport annuel sur l'environnement qui sera désormais rendu public chaque mois de septembre à partir de 2025 ? La frontière est ténue entre une critique portant sur la gestion financière d'un projet, incontestable compétence de la Cour, et un avis sur l'opportunité de le lancer qui relève, elle, du champ politique. « Dans une démocratie, ce sont les élus du peuple qui décident, pas les juges ou les experts », note François Ecalte, ancien membre de la Cour des comptes, qui publie, en avril, *Mécomptes publics. Conception et contrôle des politiques économiques depuis 1980* (Odile Jacob).

Derrière ces doutes, un autre apparaît : celui de la compétence des magistrats sur



« Les Français se tournent vers une institution qu'ils respectent. Il y a un momentum de la Cour », avance son premier président.

des sujets aussi divers que les « opérateurs de compétences » (ex-OPCA), le bataillon des marins-pompiers de Marseille ou la trajectoire financière de la Poste, pour ne citer que quelques exemples de ce début d'année. Or les auditeurs les plus productifs effectuent quatre ou cinq rapports par an sur des thèmes nouveaux pour eux. La tâche n'est pas impossible pour ces hauts fonctionnaires habitués à analyser des situations, mais elle nécessite du temps. En voulant réduire de quinze mois en 2018 à huit mois en 2025 la durée d'une mission pour mieux coller au tempo de l'action publique, Pierre Moscovici a privé ses auditeurs d'un temps d'instruction précieux. « Il avait une vertu : lorsqu'on vous donne un sujet, vous êtes un peu comme une poule face à un couteau, mais à la fin, vous le maîtrisez », raconte un conseiller.

La question est d'autant plus sensible que les membres de la Cour qui ont occupé des fonctions ailleurs dans la haute administration sont positionnés pendant plusieurs années loin de ces sujets, afin d'éviter les conflits d'intérêts. Une évidence pour garantir l'indépendance de la Cour, mais qui ne facilite pas l'expertise alors que les thèmes étudiés deviennent de plus en plus élaborés. « Sur les politiques publiques, on a du mal à identifier les problèmes, on livre des rapports qui sont du niveau du "café du commerce" ». Or la complexité du monde ne le permet pas », s'alarme un autre conseiller. Un récent rapport sur la psychiatrie a suscité moult critiques pour avoir voulu donner des leçons sur un sujet mal maîtrisé. D'autres sont fondés sur des raisonnements statistiques erronés.

Or la Cour a bâti sa réputation sur quelques rituels qui garantissent le sérieux de ses travaux. L'adresse est chic, dans ce Paris des marques de luxe ; elle héberge un « cercle des magistrats », quelques fauteuils clubs installés dans la bibliothèque abritant tous les livres écrits par des membres de la Cour, mais nulle ostentation chez le commun des membres : la plupart des bureaux sont partagés, chaque magistrat tape lui-même ses rapports et rassemble les pièces justificatives de son contrôle, le « dossier liasse rapport » désormais électronique. Ici, les auditeurs sont regroupés en chambres spécialisées, les rapports sont collégiaux, donc anonymes, truffés de tableaux et de chiffres. On peut



Depuis 2023, la « maison » publie tous ses rapports. Une transparence qui divise.

s'amuser des formules ampoulées, de ces regrets pour « un contrôle interne encore balbutiant » ou pour une « mise en œuvre à maîtriser davantage », de ces appels à « une modernisation impérative » ou à « une nécessaire mise en cohérence ». Mais les conclusions bénéficiaient, jusqu'à récemment, d'un crédit certain.

Est-ce toujours le cas ? Depuis deux ans, tous les écrits de la Cour sont rendus publics. Soit 180 rapports en 2023. Le choix de la totale transparence divise. Il a l'avantage de ne plus donner le sentiment, comme il y a quelques années, que les turpitudes des décideurs publics restent dans l'ombre ou se règlent discrètement dans les antichambres de l'Etat. Mais il a aussi ses détracteurs. Pour les uns, il dévalorise le travail de la Cour en obligeant à la publication des rapports même médiocres qui étaient délicatement enterrés hier. Pour d'autres, et ce n'est pas incompatible, le 100 % publication conduit à un affadissement des critiques de la Cour.

En amont de sa diffusion, chaque rapport est étudié paragraphe par paragraphe par les conseillers maîtres de la Chambre, le président l'« apostille » pour noter les observations retenues ou non, les rapports les plus importants sont ensuite validés par un « comité du rapport public et des programmes » où siège la plus haute hiérarchie de la Cour. Cette collégialité, hier garantie de fiabilité, a perdu de sa force. Depuis le « plan de contrôle », sorte de lettre de mission donnée à l'équipe, de plus en plus encadré, voire contraignant,

jusqu'au ROD (rapport d'observation définitif), en passant par le ROP (rapport d'observation provisoire), les différentes étapes sont désormais l'occasion d'apurer les passages les plus sensibles. Pas question, par exemple, de rendre trop identifiable une situation personnelle hors des clous. Pas question non plus de trop mettre en avant des chiffres qui pourraient déclencher des polémiques ou être utilisés politiquement. Le 100 % publication est à ce prix.

Enfin, des membres de la Cour s'inquiètent des effets de cette transparence sur l'opinion publique. Les rapports ayant forcément une tonalité critique puisque destinés à l'administration pour qu'elle s'améliore, sans jamais mettre en valeur les bonnes pratiques, n'y a-t-il pas là un risque de donner l'impression que tout dysfonctionne dans l'Etat dans un climat déjà propice à la critique de l'action publique et au « tous incapables, tous pourris » ?

S'il revendique l'ambition de ne pas être venu pour une « préretraite » à la Cour, Pierre Moscovici a conscience que ses réformes – et son attitude jugée dilettante – ont soulevé un vent de mécontentement dans les couloirs de la Rue Cambon. En gelant 10 % des primes en 2024, en refusant en fin d'année plusieurs prolongements de carrière au-delà de 67 ans alors qu'il était de tradition de les accorder sans discuter, il en a agacé certains qui ne se sont pas privés de le faire savoir dans les médias. Lui veut n'y voir que râleries de quelques anciens et met en avant la nécessité d'économiser, alors que son budget de fonctionnement est réduit de 2,5 millions d'euros, sur un total de 25, oubliant que la masse salariale reste, elle, stable à 254 millions d'euros. Mais Pierre Moscovici sait que son action suscite des interrogations plus profondes sur la vocation et la place de la maison. S'il refuse de revenir en arrière sur le 100 % publication, il tempère d'autres ambitions. Lors de son arrivée, il avait fixé à 20 % la part des travaux consacrés à l'évaluation des politiques publiques. Aujourd'hui, il juge suffisant le niveau actuel de 12 à 15 %. Pas question de laisser s'envenimer le climat. Le jour de son départ en retraite, Pierre Moscovici, très soucieux de son image, veut pouvoir utiliser l'une de ses formules favorites : « Mission accomplie ». Ce n'est plus si lointain : le 16 septembre 2026. Il aura alors 69 ans. Et la vie devant lui... ✨



GETTYIMAGES / L'EXPRESS

Innovation

L'IA, béquille de la consommation ?

Les fabricants d'objets électroniques qui composent notre quotidien misent sur cette technologie pour attirer les consommateurs.

C'est une innovation que certains experts comparent à l'arrivée d'Internet dans les années 1990 ou des smartphones au début du XXI^e siècle, qui, chacune, ont transformé notre manière d'acheter, de nous divertir ou de nous informer. Depuis trois ans et l'avènement du robot conversationnel ChatGPT, l'intelligence artificielle générative inonde les conversations, remodèle la façon dont nous travaillons et ouvre un champ des possibles qui paraît infini. Jusqu'ici, son utilisation était réservée aux ordinateurs et aux téléphones. Petit à petit, cette technologie, capable de générer sur demande du texte, des images ou encore du son, intègre d'autres objets du quotidien, de l'électroménager à la voiture, en passant par le vélo. Les fabricants y voient une découverte de rupture capable de relancer une consommation en berne depuis la période Covid et la crise inflationniste qui l'a suivie.

« L'innovation est indéniablement l'un des moteurs de la consommation. Mais certains clients se précipitent sur un nouveau produit dès sa sortie, tandis que d'autres résistent au changement », pointe Valérie

Guillard, professeur de marketing à l'université Paris Dauphine-PSL. L'IA générative parviendra-t-elle à réunir les deux camps ? Par le passé, l'émergence des écrans plats au détriment des tubes cathodiques avait donné un coup de fouet significatif au marché de la télévision, qui était alors reparti en flèche pour des années. « Lorsqu'une révolution technologique survient, même sur un segment mature où le taux d'équipement est très élevé, elle peut provoquer un véritable bouleversement », assure l'économiste Flavien Neuvy, responsable de l'Observatoire Cetelem. A l'inverse, les téléviseurs 3D, dont la production a été abandonnée par les principaux industriels en 2017, ne sont jamais parvenus à se faire une place au sein des foyers. « Ils devaient pourtant révolutionner le visionnage, mais ils ont pâti du manque de contenus et de la qualité insuffisante de l'expérience », rappelle Alain Goudey, directeur général adjoint chargé du numérique de Neoma Business School.

Pour convaincre les consommateurs de passer à l'IA, les fabricants d'équipements électroniques misent beaucoup sur

l'interconnexion des objets. Concrètement, la télévision, les appareils ménagers – four, réfrigérateur, plaques de cuisson... – et les smartphones communiqueront entre eux, tout en récoltant de nombreuses données sur l'utilisateur pour répondre précisément à ses besoins. « L'environnement technologique va devenir de plus en plus personnalisé, avec une interaction plus naturelle et intuitive, simplifiant une multitude de tâches et faisant gagner un temps précieux. Auparavant, il fallait chercher une information dans un mode d'emploi ou allumer un ordinateur. Désormais, tout devient instantané », décrit Thierry Martin, ingénieur à l'Institut national de la consommation. Laisser la télévision choisir un film en fonction de ses préférences, commander un taxi depuis son frigo, lequel proposera des recettes en fonction de son contenu... Ces promesses, plus ou moins dans l'air depuis des années, vont connaître avec l'IA un tournant décisif. Le smartphone, lui aussi, n'y échappera pas. « Réserver un billet d'avion n'impliquera plus de lancer une application et de faire une vingtaine de clics. Demain, il suffira d'activer une commande vocale et le téléphone se chargera de tout. Nous sommes en train de supprimer toutes les frictions. Ce changement va entraîner un véritable cycle de rééquipement », veut croire François Hernandez, vice-président de Samsung Electronics France. A quel horizon ? « Il faut être prudent, la technologie évolue souvent plus vite que les habitudes de consommation », prévient Alain Goudey.

Des freins devront en tout cas être levés. Seuls les produits premium intégreront ces innovations dans un premier temps, avant leur diffusion dans les gammes inférieures. En outre, les apports de l'IA ne sont pas encore pleinement compris par les consommateurs. « Il est essentiel d'expliquer clairement ses avantages réels, pour susciter l'envie », anticipe Fabien Seingier, directeur de l'électronique grand public de LG. Enfin, la question de la vie privée se pose avec acuité. « Nous devons être ultra-transparents, car, avec une technologie de cet ordre, il faut des appareils capables d'écouter ce que l'on fait, de recueillir des données sur nos habitudes et de les analyser », précise François Hernandez. Un univers orwellien dans lequel le consommateur devra accepter, ou non, de s'immerger. ✱

THIBAUT MAROTTE

Tour de table

Karine Le Marchand, du pré à l'assiette

L'animatrice de M6 a réuni cinq enseignes de la grande distribution. Au menu : de nouvelles idées pour soutenir la filière agricole.

La photo est suffisamment rare pour que l'on s'y arrête. Fin février, cinq patrons de la grande distribution se rejoignent à l'heure des croissants au Salon de l'agriculture, à Paris. L'objet de ce rendez-vous ? Annoncer une série d'engagements pour aider les agriculteurs à mieux vivre de leur travail. Carrefour, Intermarché, Casino, Auchan et la Coopérative U : tous ont répondu à l'appel de Karine Le Marchand. Quelques mois après avoir soutenu les agriculteurs sur les autoroutes, l'animatrice de l'émission *L'Amour est dans le pré* depuis bientôt seize ans avait interpellé les pontes de la distribution tricolore : « On n'a plus le temps d'attendre les politiques, il faut que le privé essaie d'apporter une réponse à la détresse des agriculteurs. » Chiche. Dans les jours qui suivent, Karine Le Marchand est contactée par les hypers, des discussions s'ouvrent.

Au gré des conversations, trois idées émergent et mettent d'accord enseignes et agriculteurs. La première cible les petits exploitants. Baptisée « L'Amour est tout près », en clin d'œil à l'émission, son

principe est simple. Les producteurs en difficulté pourront, dans un rayon de 100 kilomètres, vendre leurs produits dans les grandes surfaces en fixant eux-mêmes les prix, tout en étant payés à trente jours. Une première dans la grande distribution. Dans les rayons, les denrées concernées bénéficieront d'une signalétique orange en forme de cœur. « Les producteurs pourront être accompagnés par les chambres d'agriculture, car si les prix fixés sont trop hauts, ils risquent de dissuader les acheteurs », précise Karine Le Marchand. Et d'ajouter : « L'idée est aussi d'inciter les producteurs à transformer leurs produits bruts eux-mêmes. »

De cette ambition découle le deuxième volet du programme : lutter contre la surproduction agricole française. Des alertes en magasin signaleront les fruits et légumes en excès qui risquent de voir leurs prix s'effondrer par le jeu de l'offre et de la demande. Le PDG de Carrefour Alexandre Bompard y voit un levier intéressant « pour donner envie aux consommateurs d'acheter ces produits ». Une stratégie dont David Moncayo, arboriculteur et

trufficulteur dans le Tarn, perçoit un avantage majeur : « Cela permettra d'éduquer les clients à la saisonnalité des produits. » Cathy Heraud, vicultrice dans le Médoc et elle aussi ancienne candidate à *L'Amour est dans le pré*, qui a bénéficié du programme en avant-première, se réjouit quant à elle de l'aspect concret de la démarche : « Karine a beaucoup plus fait pour nous en quelques années que l'Etat en des décennies. »

Cette année, la colère agricole qui avait marqué la précédente édition du Salon est quelque peu retombée. Mais l'amertume persiste, d'autant que 16,2 % des ménages agricoles vivent encore en dessous du seuil de pauvreté – contre 14 % des ménages français. La faute, en partie, au retard des travaux législatifs engendré par la dissolution. Votée par l'Assemblée nationale au printemps dernier, la loi organique sur l'agriculture n'a été adoptée par le Sénat qu'à la mi-février. Et son contenu est encore loin de satisfaire l'ensemble de la profession : « C'est à mille lieues de ce qu'il faudrait pour aider le secteur », déplore Cathy Heraud.

Du côté de la grande distribution, Thierry Cotillard, le président du groupe ment Les Mousquetaires (Intermarché, Netto...), regrette les attermoissements de l'exécutif : « Faute d'avoir des réponses suffisantes du politique, le privé doit prendre des initiatives. » Non sans risque : vendre des produits issus de l'agriculture française implique souvent d'afficher des prix plus élevés, donc de perdre du terrain dans cette bataille féroce du « Qui est le moins cher ? » à laquelle se livrent les enseignes. Lesquelles sont accusées, en outre, de faire la part belle aux marchandises importées. « Pour certaines denrées comme l'agneau, la production française ne couvre que 55 % des besoins ! Réimplanter des filières en France avec de la contractualisation, c'est aussi cela l'objectif », défend Thierry Cotillard. A l'instar de ses quatre concurrents, le patron d'Intermarché s'est engagé à proposer des contrats de trois à cinq ans aux exploitants qui s'installent dans des filières inexistantes ou en péril. « Ces projets ne doivent pas se substituer à une vraie politique agricole, nationale et européenne, souligne Christophe Piednoël, porte-parole de Casino. On veut bien apporter nos données et nos idées, mais chacun son rôle. » * **AMBRE XERRI**



Les patrons d'Intermarché, Casino, Carrefour, Coopérative U et Auchan ont répondu à l'appel de la présentatrice de *L'Amour est dans le pré*.



Plus solide Plus protecteur

AXA célèbre ses 40 ans cette année.
Le Groupe réaffirme sa performance financière
et son engagement sociétal, en contribuant
à la transition climatique et en favorisant l'inclusion.

Résultats annuels 2024

Primes brutes émises et autres revenus*	Dividende par action**	Indemnités versées à nos clients	Collaborateurs actionnaires	Investissements pour la transition climatique	Clients couverts par une assurance inclusive
110 Md€	2,15 €	+ 50 Md€	30 %	7 Md€	17,4 M



Retrouvez toute l'information sur axa.com/fr : Presse/Événements et sur axa.com/fr : Engagements

* La variation des primes brutes émises et autres revenus est présentée en base comparable (taux de change, méthodologie et périmètre constants).

** Proposé à l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires le 24 avril 2025.

La puissance économique, clef de l'autonomie militaire de l'Europe

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

Le réarmement européen est à portée de main. Il requiert des mesures fortes pour doper notre croissance.



Face à la logique impériale de la Russie et des Etats-Unis, l'Europe doit, pour préserver sa sécurité et la paix sur son sol, se réarmer massivement. Cela passe par deux impératifs. Le premier, c'est de dire à l'administration Trump que nous prenons acte de son soutien à Vladimir Poutine – pour des raisons, au passage, qu'il faudra soigneusement investiguer – et de sa volonté plus ou moins explicite de mettre fin à son alliance avec l'Europe.

Le nouveau chancelier allemand Friedrich Merz a ainsi déclaré au soir de sa victoire sa volonté de sortir l'Allemagne de sa dépendance militaire à l'égard des Etats-Unis. Bravo ! Que ce courage et cette clarté tranchent avec son insipide prédécesseur ! La France est également sur cette ligne gaullienne. Si le gouvernement polonais de Donald Tusk décide lui aussi de suivre ce chemin, on pourra dire que l'Union européenne s'émancipe enfin militairement pour se protéger. Un changement historique et salutaire qui ne nous empêchera pas, au contraire, de renouer des liens fraternels avec les Etats-Unis le jour où ce pays sera de nouveau dirigé par des personnes responsables. Grâce à l'autonomie stratégique européenne, le monde démocratique post-Trump sera plus fort.

Le deuxième impératif, c'est d'augmenter nos budgets de défense. Toute l'Europe va plus ou moins vite dans cette

direction, mais il faut le faire en comprenant ce qui est en jeu du point de vue économique. En 2024, les dépenses militaires des pays européens membres de l'Otan et du Canada étaient déjà de l'ordre de 430 milliards d'euros (d'après l'organisation), ce qui est supérieur à celles de la Russie (415 milliards en parité de pouvoir d'achat). Le régime de Poutine essaie de faire croire que l'Europe est un bonsaï militaire face au baobab russe. C'est absolument faux. La France et le Royaume-Uni sont dotés de l'arme nucléaire. Les dépenses européennes sont élevées et les entreprises européennes de défense couvrent la quasi-totalité de la chaîne de valeur de la filière. Atteindre l'autonomie militaire est donc un objectif envisageable.

Il y a néanmoins un sujet qui n'est pas encore évoqué par les gouvernements européens et qui est pourtant crucial pour se protéger face aux logiques impériales. Le financement de cet effort de défense et donc de la paix relève autant de la volonté politique que de considérations macroéconomiques. Vouloir augmenter notre effort de défense à 3, 4 ou 5 % du PIB sans évoquer le PIB en question, c'est omettre l'essentiel du sujet : l'Europe ne connaîtra pas la paix sans une croissance économique beaucoup plus élevée. Pour se protéger, notre continent doit donc produire plus et générer davantage de revenus.

Voilà donc l'Europe face à une exigence macroéconomique classique : consolider sa croissance. Non pas seulement, comme c'est souvent le cas, pour répondre à des défis sociaux (augmenter les salaires ou les transferts sociaux) mais pour protéger notre civilisation. C'est cet impératif que le Front populaire de Léon Blum n'avait pas compris ou voulu comprendre, comme le restitue Robert Marjolin dans ses

Plaçons les parlementaires de la gauche et du RN devant leurs responsabilités

Mémoires, lui qui fut conseiller de Blum avant, pour ces raisons macroéconomiques, de s'en éloigner et de devenir un proche de Raymond Aron. En diminuant le temps de travail (et en refusant par ailleurs de voter des crédits militaires), le Front populaire a affaibli la France face à l'Allemagne. Ne refaisons pas cette erreur.

Augmenter le temps de travail, restreindre l'accès à l'assurance-chômage, partir en retraite plus tard, simplifier radicalement la vie des entreprises, libérer l'innovation sont désormais des impératifs sécuritaires. On s'entendra répondre que la configuration du Parlement ne permet pas l'adoption d'un tel programme. Dans ce cas, plaçons les parlementaires et les figures politiques de la gauche et du RN devant leurs responsabilités. Raphaël Glucksmann, bien qu'il ait soutenu la honteuse alliance du NFP, se veut en pointe dans la lutte contre la menace russe. Qu'il le montre en soutenant un programme de puissance économique. Quant au RN, il aurait là l'occasion de montrer où il se situe économiquement et diplomatiquement : du côté de la faiblesse économique et de la dépendance militaire ou du côté du patriotisme. Car, pour l'instant, ce n'est pas très clair. ✨

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

Pour se protéger, notre continent doit produire plus et générer davantage de revenus

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR THIERRY BEAUDET PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



LE
DE L'

printemps économie

EMPAREZ-VOUS DE L'ÉCONOMIE !

13^e
ÉDITION

ACTION PUBLIQUE !

NOUVELLE ÈRE, NOUVEAUX DÉFIS

30 CONFÉRENCES-DÉBATS | 120 INTERVENANTS | 📍 AU CESE
DU 18 AU 21 MARS 2025
PRINTEMPSDELECO.FR

PROGRAMME
ET INFORMATIONS



Direction générale
du Trésor



IMMOBILIER

Location : un coup de canif dans le régime des meublés

Les loueurs en meublé non professionnels vont voir leur plus-value gonfler à la revente. Mais les abattements pour durée de détention continuent de s'appliquer.

PAR AURÉLIE FARDEAU

Le verdict est tombé pour les propriétaires bailleurs ayant opté pour le statut de loueur en meublé non professionnel (LMNP). La loi de finances 2025 a raboté les avantages fiscaux de ce régime très avantageux. « Cela fait plusieurs années que nous alertons nos clients sur le fait que ce dispositif est sur la sellette, relate Amaury Demarta, patron de Millenium Gestion Privée. Le LMNP est une sorte d'anomalie, un régime de faveur par rapport au traitement fiscal des revenus fonciers en location nue. » Pour y prétendre, il faut respecter plusieurs critères. Le bien doit être meublé, c'est-à-dire disposer de tous

les équipements prévus par la loi. Ensuite, les revenus liés aux loyers ne doivent pas excéder 23 000 euros par an ou bien 50 % des revenus globaux du foyer fiscal.

Il permet, à condition d'opter pour le régime dit « réel », de déduire ses charges (taxes, assurances, frais d'acquisitions, travaux d'entretien...) des revenus locatifs, mais aussi d'amortir son bien. Autant de déductions qui aboutissent à un résultat nul ou très faible pendant de nombreuses années, et donc à un impôt à zéro. « En location nue, il est possible de déduire ses charges et ses éventuels intérêts d'emprunt mais le solde est imposé au barème de l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux, ce qui peut monter jusqu'à

60 % pour les foyers les plus imposés, rappelle Laurent Desmoulière, directeur de l'ingénierie patrimoniale de Financière Meeschaert. Au contraire, en meublé, on peut éviter l'impôt pendant environ une dizaine d'années. Lorsque le bien a été acquis à crédit, cela permet d'affecter l'intégralité des loyers au remboursement de la dette. » Mauvaise nouvelle pour le vendeur, ces amortissements devront désormais être réintégrés dans le calcul de la plus-value lors de la cession du bien, à l'exception des résidences services. La donation et la succession, en revanche, ne sont pas concernées.

En pratique, les amortissements passés seront déduits du prix d'acquisition du logement, avec pour effet d'augmenter mécaniquement la plus-value taxable au taux de 19 % et aux prélèvements sociaux (17,2 %), auxquels peut s'ajouter une taxe supplémentaire pour les plus-values supérieures à 50 000 euros. « C'est le régime fiscal des plus-values immobilières du particulier qui s'applique, souligne Aurélie Sultan, avocate en fiscalité patrimoniale, associée du cabinet Demezoy Avocats. Celui-ci prévoit des abattements pour durée de détention, lesquels permettent d'aboutir à une exonération d'impôt sur le revenu après vingt-deux ans de détention et de prélèvements sociaux au bout de trente ans. » Ainsi, rien ne change réellement pour les investisseurs de long terme. Les propriétaires qui louent en meublé sous le régime micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux) pourraient également être concernés par cette réforme puisque l'abattement forfaitaire est réputé tenir compte des amortissements pratiqués. « Aussi, la mise en œuvre de cette réforme peut s'avérer délicate et des précisions de l'administration fiscale sont attendues avec intérêt », précise Aurélie Sultan.

Néanmoins, la location meublée reste plus avantageuse que la location nue. « Pendant toute la durée de vie de l'investissement locatif, le propriétaire va continuer à pouvoir défalquer les amortissements de ses revenus et ainsi réduire son imposition, souligne Amaury Demarta. Pour des foyers à hauts revenus, cela représente une économie d'impôt significative. »

Cette réforme fait suite à la loi Le Meur, qui a déjà durci le traitement des locations en meublé non professionnel pour les

Les abattements pour durée de détention restent d'actualité

Durée de détention	Taux d'abattement par année de détention	
	pour l'impôt sur le revenu	pour les prélèvements sociaux
Jusqu'à la 5 ^e année	0 %	0 %
De la 6 ^e à la 21 ^e année	6 %	1,65 %
22 ^e année révolue	4 %	1,6 %
Au-delà de la 22 ^e année	Exonération	9 %
Au-delà de la 30 ^e année	Exonération	Exonération

SOURCE : SERVICE-PUBLIC.FR

locations saisonnières : depuis le 1^{er} janvier, le plafond de revenus pour prétendre au micro-BIC a été abaissé à 15 000 euros et le taux de déduction à 30 % (contre 50 % auparavant) pour les meublés non classés. « Cette règle incite les bailleurs à passer au régime réel, qui est fiscalement plus avantageux même s'il est contraignant d'un point de vue administratif », remarque Laurent Desmoulière. Ces évolutions ne sont peut-être qu'une première étape avant une refonte plus drastique du régime. ✱

Engagement

L'épargne au service de la souveraineté

Une nouvelle plateforme de crowdfunding permet de financer des entreprises du secteur de la défense.

Financer les entreprises de la défense avec l'épargne populaire : telle était l'idée portée par les sénateurs, il y a un an, lors du vote d'une loi visant à fléchir une partie du livret A vers cette industrie. Ce texte a finalement été écarté par le gouvernement, mais le sujet revient sur le devant de la scène avec la création de SouvTech Invest. Cette plateforme, créée par une poignée de spécialistes de la défense et de la finance, s'appuie sur l'architecture des Entrepreneurs, un acteur du financement participatif (crowdfunding) depuis 2016.

Elle vise à mettre en relation des investisseurs et des start-up, PME et ETI de la base industrielle et technologique de défense (BITD), un ensemble qui recouvre ces entreprises contribuant à concevoir et à produire les équipements pour les armées. Un tissu de petits acteurs innovants, cachés derrière les mastodontes cotés que sont Thales, Safran ou Dassault Aviation. « C'est un secteur méconnu, qui souffre d'un déficit de financement, alors qu'il a besoin d'investissements massifs pour suivre les évolutions en matière d'innovation et pour réindustrialiser le pays dans un contexte de retour des crises dans le monde », estime Pierre-Elie Frossard,



AAIPSKY/ISTOCK/GETTY IMAGES

Il est possible d'investir dans une société de moteurs de drones.

l'un des cofondateurs, qui espère aussi contribuer à améliorer le lien armée-nation.

Deux premiers dossiers sont accessibles depuis fin janvier : le fabricant de moteurs de drones EHP2 et la société Novadditive, spécialisée dans l'impression 3D de pièces céramiques, utilisées notamment dans le spatial. Dans ces deux cas, l'investissement proposé est en fonds propres, moyennant un objectif de rentabilité de 15 % annualisé sur une durée de quatre à cinq ans. Mais la plateforme pourra aussi financer des acteurs plus établis cherchant à lever de la dette pour accompagner leur expansion. Le taux d'intérêt proposé devrait alors se situer autour des 10 %. Seule activité exclue de la plateforme : les fabricants d'armes létales telles que les obus, les missiles ou les armes de petit calibre. « D'un point de vue éthique, c'est plus délicat », reconnaît Pierre-Elie Frossard.

SouvTech Invest est ouvert aux particuliers à partir de quelques centaines d'euros, un montant permettant d'investir de façon mesurée et diversifiée dans ce placement risqué. Elle a aussi noué des partenariats avec deux réseaux de *business angels*, Défense Angels et Aerospace Angels, et cible les conseillers en gestion de patrimoine pour lever des montants plus importants. Cinq nouveaux dossiers sont actuellement à l'étude pour compléter l'offre. ✱ A. F.

ARTS

Les bronzes animaliers, un succès massif

Il est encore possible de se faire plaisir à des prix raisonnables.

En février, à Drouot, la vingtaine de bronzes animaliers présentés par la maison de ventes Nouvelle Etude a vite trouvé preneur. Réalisés par des sculpteurs connus des amateurs, certains ont même enregistré de très beaux résultats. Un *Lama* d'Armand Petersen (1891-1969) s'est vendu 49 588 euros sur la base d'une expertise de 12 000 euros alors qu'une *Panthère humaine* de Georges Lucien Guyot (1885-1973) a atteint 23 184 euros, au double de l'estimation haute, et qu'un *Cacatoès* d'Edouard Marcel Sandoz (1881-1971) s'envolait à 33 488 euros, au triple du prix d'expert. Ces enchères réussies sont monnaie courante tant la sculpture animalière attire un nombre croissant de collectionneurs. Certaines pièces de grands sculpteurs comme Rembrandt Bugatti (1884-1916) ou François Pompon (1855-1933) dépassent les 100 000 euros. Heureusement, tout n'est pas si cher. Pour réaliser de bonnes affaires, il faut se tourner vers des artistes encore confidentiels, comme Irénée Rochard (1906-1984). De ravissants bronzes de ce sculpteur au style Art nouveau se sont vendus pour moins de 1 000 euros, tel ce *Hibou tête tournée* d'une dizaine de centimètres. Les petites pièces permettent aussi de s'offrir des noms célèbres sans se ruiner. Un *Lapin, une oreille dressée* de 6,3 centimètres, de Sandoz, a changé de main pour 2 318 euros, alors qu'un *Canard* de Pompon d'une vingtaine de centimètres atteignait 7 470 euros. Il ne faut pas tarder car les prix ne cessent de grimper.

ROBIN MASSONNAUD

ALERTE

James Hansen : « Les climatologues doivent ouvrir les yeux »

Rôle du nucléaire, recherches sur la géo-ingénierie... Le scientifique américain invite ses collègues à faire preuve de plus de réalisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN JULIAN

Ilfut l'un des premiers – dès 1988 – à alerter le monde sur le changement climatique. Près de quarante ans plus tard, l'ancien chef climatologue de la Nasa, James Hansen, continue de jouer les Cassandre, se mettant même à dos une partie de la communauté scientifique. Selon les travaux récents de ce professeur à Columbia, l'objectif de l'accord de Paris – limiter à 2 °C le réchauffement planétaire au cours du siècle présent – est définitivement enterré. A moins d'un changement radical dans nos politiques, la montée des températures risque de dérégler les courants océaniques, entraînant des effets délétères. Les options ? Instaurer une taxe carbone sur toutes les énergies fossiles, développer le nucléaire et étudier de près la géo-ingénierie. Au cas où.

Vous affirmez dans vos dernières études que l'objectif de limiter le réchauffement à 2 °C ne sera pas atteint. Que faire ?

James Hansen Une précision s'impose : nous disons que l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 2 °C par rapport aux débuts de l'ère industrielle ne sera pas atteint, à moins d'un miracle.

Cette nuance est importante. Nous ne croyons pas qu'un tel miracle va se produire. Nos travaux montrent d'ailleurs que ce fameux seuil sera probablement atteint d'ici à 2045. Cependant, il pourrait théoriquement ne pas être franchi si nous utilisons la géo-ingénierie, en saupoudrant, par exemple, des particules dans l'atmosphère afin de la refroidir. Pour l'heure, nous n'avons pas les connaissances nécessaires afin de lancer ce genre d'initiative. Par ailleurs, le public ne soutiendrait sans doute pas une telle action. A l'heure actuelle, la chose la plus proche d'un miracle, qui soit concevable, serait l'adoption à grande échelle d'une taxe carbone croissante que paierait l'industrie des énergies fossiles. En plus d'être efficace, cette politique ne coûterait rien. Mais nous n'en prenons pas le chemin.

Les Etats-Unis ont plutôt choisi de subventionner les technologies vertes avec l'Inflation Reduction Act. Que pensez-vous de cette politique ?

Le résultat est catastrophique ! Le gouvernement Biden a financé abondamment des technologies déjà matures – solaire et éolienne –, ce qui a stimulé l'inflation sans réduire les émissions de gaz à effet de

serre. Pis, cette politique a créé une réaction épidermique de la part des républicains, et l'adoption d'une politique énergétique favorable aux énergies fossiles ! Jusqu'ici, les gouvernements n'ont pas pris la question du changement climatique au sérieux. Au cours des prochaines décennies, ils finiront par comprendre qu'il s'agit d'une priorité. La situation à la fin du siècle dépendra alors de décisions collectives, si une gouvernance mondiale est encore possible.

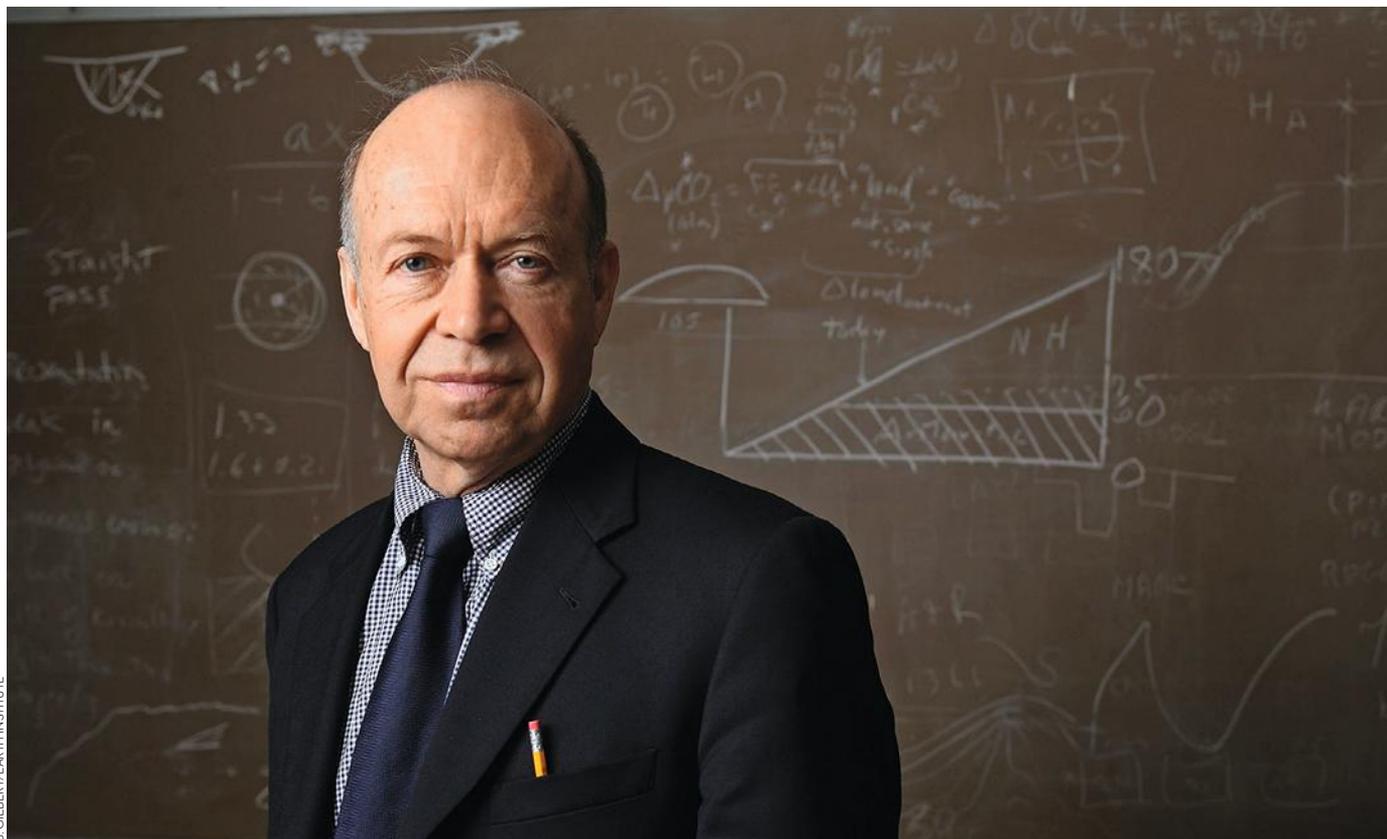
Ces douze derniers mois, de nombreux records de chaleur ont été battus, provoquant la sidération.

Les scientifiques doivent-ils revoir leurs modèles ?

Le bond de 0,4 °C des températures mondiales en 2023-2024 s'explique aisément. Ce réchauffement a été provoqué à parts égales par El Niño [NDLR : un réchauffement cyclique des eaux superficielles du Pacifique équatorial] et par une diminution des aérosols, c'est-à-dire des particules minuscules qui sont notamment émises par les navires. Depuis 2020, l'Organisation maritime internationale impose une limite stricte aux émissions de sulfure d'hydrogène et de dioxyde de carbone. Or ces aérosols servent de noyaux à la formation de nuages et ces derniers ont la particularité de réfléchir la lumière du soleil vers l'espace. S'ils sont moins présents dans l'atmosphère, le réchauffement climatique s'accroît. Nous sommes donc confrontés à un dilemme : soit nous acceptons la pollution atmosphérique, qui tue des millions de personnes chaque année. Soit nous la réduisons, ce qui augmente la température mondiale.

Ce rôle ambivalent des aérosols a-t-il été sous-estimé par les scientifiques jusqu'ici ?

Absolument. C'est l'une des conclusions majeures de nos derniers travaux. Et une source de divergence avec les analyses du Giec. Les premiers modèles utilisés par les climatologues comportaient des traitements simples des nuages. Pour que ces modèles correspondent au réchauffement planétaire observé au cours des décennies passées, il fallait que les perturbations liées aux aérosols restent pratiquement inchangées. Or, nous avons aujourd'hui des preuves que ce « forçage » [NDLR :



B. GILBERT/EARTH INSTITUTE

« Il y a besoin de clarifier les politiques actuelles », affirme ce militant de la cause climatique.

l'effet des particules sur le réchauffement] a en fait augmenté au cours de cette période. Il est difficile pour une organisation aussi importante que le Giec de modifier sa position sur ce sujet. Mais en fin de compte, j'en suis sûr, la physique l'emportera.

Selon vous, la sensibilité du climat aux émissions de CO₂ a aussi augmenté par rapport aux chiffres précédents. Qu'est-ce que cela signifie pour notre avenir ?

Ce n'est pas une bonne nouvelle. L'accélération du réchauffement de la planète va entraîner une augmentation de la fonte des glaces dans l'Arctique. En conséquence, un arrêt de l'Amoc – une circulation complexe de courants marins dans l'Atlantique – pourrait intervenir dans les vingt à trente prochaines années, à moins que des mesures à fort impact sur nos émissions de CO₂ ne soient prises très rapidement. Si nous laissons ce phénomène se produire, l'humanité devra faire face, en cascade, à des problèmes majeurs, à commencer par une élévation de plusieurs

mètres du niveau de la mer. Pour nous, il s'agirait d'un point de non-retour.

Comment vos travaux ont-ils été accueillis ?

Les scientifiques d'antan, comme le météorologue Jule Charney ou le mathématicien Francis Bretherton, auraient sans doute dit que notre étude est sérieuse. Ils réfléchiraient aux observations nécessaires pour confirmer et éclairer les questions soulevées par nos travaux. Aujourd'hui, c'est malheureusement différent. Nos recherches suscitent de nombreuses réponses surprenantes et non scientifiques. Certains climatologues refusent par exemple de parler de nos travaux à la presse. L'une de nos études sur la fonte des glaces, parue en 2016, n'apparaît pas non plus dans le sixième rapport de synthèse du Giec qui compile les connaissances scientifiques acquises entre 2015 et 2021 : pas une seule mention dans ce document qui fait plusieurs milliers de pages. La science progresse pourtant lorsque de nouvelles données deviennent disponibles. Leur prise en compte finit par entraîner des

corrections au sein de l'opinion dominante – certaines mineures, d'autres majeures.

Le rôle de l'énergie nucléaire est-il également un facteur de discordance ?

Oui, le nucléaire doit jouer un rôle important dans la décarbonation des systèmes énergétiques mondiaux. Mais le simple fait de l'affirmer limite notre capacité à obtenir un soutien public et philanthropique pour notre organisme de recherche, le Climate Science, Awareness and Solutions. En pénalisant l'énergie nucléaire, qui a le potentiel d'être la source d'énergie la moins coûteuse, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, tout en ayant l'empreinte environnementale la plus faible, nous nous attachons un bras dans le dos. Et c'est se lier l'autre bras que d'interdire, par principe, toute recherche sur la géo-ingénierie du climat. Il y a besoin aujourd'hui de clarifier les politiques actuelles. Peuvent-elles vraiment conduire à une stabilisation du climat d'ici le milieu du siècle ? On voit bien que le système des COP ne fonctionne pas, une impasse insupportable pour les jeunes générations. Il est temps d'ouvrir les yeux. ✱

Chiffrement

Sandrine Murcia : la donnée sous clé

A l'ère du cloud, de l'IA et, demain, de l'ordinateur quantique, la patronne de Cosmian se fait fort de protéger nos existences numériques.



F. JANCIK/COSMIAN

Sa spécialité : rendre illisibles les informations qui transitent sur les serveurs.

Qui a dit que la régulation étouffait l'innovation ? Sandrine Murcia a cofondé Cosmian en 2018, quelques mois après la promulgation dans l'Union européenne du règlement sur les données personnelles, le RGPD. « Cette loi était un boulevard pour réconcilier un usage massif de la donnée sensible, personnelle, avec un impératif de sécurité », glisse-t-elle, les yeux rieurs. Sa méthode : le chiffrement. Une discipline basée sur la cryptographie qui permet de rendre des données illisibles si l'on ne détient pas la clé permettant de les déchiffrer. La technique n'est pas neuve. En temps de guerre, les armées ont toujours pris soin de chiffrer leurs communications pour qu'elles ne tombent pas aux mains de l'ennemi. Mais l'ère numérique actuelle a démultiplié les besoins et les façons de faire. Les messageries personnelles comme WhatsApp ou Signal sont partiellement ou totalement chiffrées. Nos détails de paiement sur le Web sont souvent protégés grâce à la cryptographie. Logique : la dématérialisation accentue les risques de vols et d'extorsion de données. Les abus également, comme le scandale Cambridge

Analytica l'a révélé. C'est d'ailleurs lui qui a précipité l'élaboration... du RGPD.

Sandrine Murcia songe désormais à porter l'usage du chiffrement un cran plus loin. « Le nouveau Graal, c'est la protection de la donnée en utilisation. » En clair, le cloud public – ou informatique en nuage –, là où nos historiques, nos mails ou nos requêtes à ChatGPT circulent par milliards chaque minute. Un secteur dominé par Google, Microsoft et Amazon. Cosmian vend des solutions logicielles à destination des entreprises pour y rendre illisibles les données qu'elles collectent, de bout en bout. Sans perdre en rapidité. Pour ce faire, cette diplômée de l'Insa Lyon et de HEC, elle-même passée par Microsoft et Google, s'est récemment attaché les services de David Pointcheval, une pointure de la cryptographie française, spécialiste du cloud. Depuis sa création, Cosmian a levé plus de 5 millions d'euros et compte aujourd'hui une vingtaine de collaborateurs.

Cette surdose de sécurité pour transiter sur les serveurs est devenue cruciale. Les législations Cloud Act ou Fisa, aux Etats-Unis, laissent aujourd'hui la possibilité aux

autorités américaines de réquisitionner n'importe quelle donnée passant dans ses « nuages ». Une approche intrusive qui crispe l'Europe. L'UE a d'ores et déjà adopté un cadre de protection pour ses transferts de données vers les Etats-Unis. Quant à la France, elle a développé une qualification baptisée SecNumCloud, afin de se protéger. « Ce sont surtout des dispositions juridiques, pointe Sandrine Murcia. Les solutions technologiques sont préférables, comme le chiffrement. » La souveraineté n'est pas le seul dessein de cette technologie. Les progrès de la cryptographie dans le cloud pourraient aussi permettre d'accélérer la recherche médicale. Des données sensibles, comme celles liées à la santé, ne sont pas échangées rapidement pour des raisons de confidentialité. Or les méthodes de cryptage permettent de concilier anonymat et analyse scientifique, notamment pour des études longitudinales.

Avec David Pointcheval, la patronne de la start-up parisienne planche sur d'autres sujets, comme celui du vote électronique, avec l'ambition de certifier l'acte, tout en gardant le choix secret, comme dans l'isoloir. L'un des développements les plus intéressants sera sûrement lié à l'informatique quantique. Cette technologie n'est pas encore mature, mais elle promet, d'ici quelques années, de surpasser les capacités de calcul des ordinateurs classiques. De quoi faire tomber toutes les barrières de sécurité présentes aujourd'hui sur le Web. Comme beaucoup de spécialistes en cryptographie, Cosmian milite pour la démocratisation d'un chiffrement « post-quantique ». « L'Europe ne s'est pas encore mise en ordre de bataille », regrette Sandrine Murcia. Elle exhorte l'UE à investir dès maintenant, pour se doter de ses propres standards. Sous peine de se réveiller trop tard. « A terme, des sociétés américaines viendront imposer les leurs. Ce sera une autre bataille numérique de perdue... »

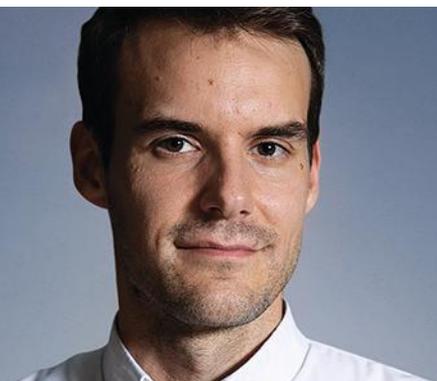
Le pire, à l'entendre, serait de remettre en cause... le chiffrement tout court. Plusieurs Etats européens, dont la France, sont favorables à la création de portes dérobées au sein des messageries chiffrées, au nom de la lutte contre la pédopornographie. « C'est inutile : les criminels utiliseront simplement d'autres canaux », juge-t-elle. Au risque, cette fois, que la régulation ne torpille vraiment l'innovation. ✨

MAXIME RECOUILLÉ

Comment Pékin contrôle Jack Ma, l'Elon Musk chinois

UNE CHRONIQUE DE ROBIN RIVATON

Comme aux Etats-Unis, l'irruption des entrepreneurs dans le champ politique est palpable en Chine. Mais le parti tient la bride courte.



C'est un sommet lourd de symboles qui s'est tenu en février en Chine. Présidé par Xi Jinping, un symposium à la chorégraphie bien huilée a mis à l'honneur 12 chefs d'entreprises chinois. Certains avaient déjà été conviés lors de la précédente édition organisée en 2018, sous le premier mandat de Donald Trump, lorsque les Etats-Unis lançaient droits de douanes et sanctions contre la Chine. On trouvait déjà à l'époque les patrons de Tencent (application WeChat), Amperex (batteries), BYD (véhicules électriques), Xiaomi (téléphonie) et Chint (énergie solaire). De nouvelles têtes ont fait leur apparition, tels les dirigeants de New Hope Group (agroalimentaire), Huawei, Will Semiconductor, Unitree Robotics, Meituan (livraison de nourriture) et DeepSeek, la star de l'IA. L'invité le plus emblématique de ce sommet était cependant, sans conteste, Jack Ma, le fondateur du géant Alibaba, qui a eu droit à une poignée de main du président chinois.

Comme aux Etats-Unis, l'irruption des milliardaires de la tech dans le champ politique est palpable en Chine. L'invitation de Jack Ma au symposium est un signe fort. En octobre 2020, l'emblématique entrepreneur avait été écarté sans ménagement de la scène publique par Pékin, après avoir critiqué le secteur bancaire chinois. Ses propos avaient tellement déplu que l'introduction en Bourse tant attendue de la

filiale d'Alibaba, Ant Group, pourtant conclue d'un point de vue technique, avait été brutalement annulée.

Par la suite, Jack Ma n'est plus apparu en public. Il n'a pas été emprisonné, n'a pas reçu de lourdes amendes et ses milliards n'ont pas été confisqués. Il a simplement été évincé et s'est installé au Japon. La Bourse chinoise n'a pas été si ébranlée à l'époque. Après le choc initial, le marché s'est rétabli et a atteint un pic quelques mois plus tard, au début de l'année 2021. Il a toutefois plongé pendant plus de quatre ans par la suite. En parallèle, s'est installé le récit de la répression du secteur privé en Chine, notamment dans la sphère du jeu vidéo et de l'éducation. Jack Ma était au centre de ce récit, de nombreuses rumeurs courant sur son arrestation.

L'homme a toujours affiché d'importantes ambitions politiques, étant même surnommé, à son apogée, « Gouverneur Ma », car le revenu d'Alibaba excédait celui de quasiment chaque province de Chine. En 1995, à la tête de sa première entreprise de traduction, fondée un an plus tôt, il accompagne des officiels de la municipalité de Hangzhou aux Etats-Unis, voyage au cours duquel il découvre Internet. Son influence, appuyée sur le réseau du Zhejiang, lui permet de remporter de nombreux conflits face à certains hauts fonctionnaires. En 2015, l'administration d'Etat pour l'industrie et le commerce (Saic) accuse les dirigeants d'Alibaba de ne pas prendre suffisamment de mesures pour lutter contre la vente de produits contrefaits. Alibaba publie une réponse sur le site de microblogging Weibo, attaquant directement le directeur de la Saic. L'affaire se solde par une simple visite du ministre de tutelle de l'administration, Zhang Mao, à Alibaba.

La Chine compte sur ses talents pour ravir aux Américains le leadership technologique

Avec Alipay, Jack Ma prend ensuite le risque de se lancer dans le secteur non régulé des paiements et finit par faire pencher la législation en sa faveur. Il a habilement utilisé la Banque populaire de Chine comme paravent à sa décision de sortir Alipay d'Alibaba, au détriment des actionnaires majoritaires Yahoo et SoftBank. Comme beaucoup d'entrepreneurs américains, ce patron audacieux a appliqué avec succès le mantra « *Do it first, fix it later* » qui consiste à jouer avec les règles, parfois à les enfreindre, avant d'utiliser son succès commercial pour les plier à ses intérêts. Sûr de sa force, Jack Ma rencontre Trump en 2017 après sa victoire et promet de créer 1 million d'emplois aux Etats-Unis.

Après la mise à l'écart du Chinois, Elon Musk avait posé la question : « Où est Jack Ma ? » Il n'a eu la réponse que trois ans et demi plus tard. L'influence du dirigeant de Tesla au cœur du système politique américain, s'imposant comme l'un des plus proches collaborateurs de Trump, ne peut que contraster avec le signal envoyé par ce symposium regroupant 12 entrepreneurs. La Chine compte sur ses talents pour ravir aux Etats-Unis le leadership technologique. Mais personne n'est indispensable. ✱

Robin Rivaton est président de Stonal et membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

**Evincé en 2020,
le fondateur du géant
Alibaba a retrouvé les
bonnes grâces de Pékin**

PSYCHOSE

Maladie de Lyme, anatomie de dix ans de folie

La Haute Autorité de santé a publié de nouvelles recommandations sur la prise en charge de la maladie de Lyme. L'occasion de revenir sur l'une des plus grandes controverses médicales.

PAR VICTOR GARCIA

« Je me souviens très bien de ce jour, c'était en juillet 2016, je travaillais et m'étais rendu au Relais H pour prendre un sandwich. C'est là que je suis tombé sur cette Une de *L'Obs* », se remémore le professeur Yves Hansmann, infectiologue au Centre national de référence de la maladie de Lyme, à Strasbourg. Une énorme tique sur fond noir et vert illustre la couverture, titrée : « Maladie de Lyme : l'épidémie qu'on vous cache ». Le spécialiste achète le magazine. Il y découvre des affirmations stupéfiantes. « Un million de personnes sont infectées chaque année en Europe. » La tique ne transmettrait pas seulement la bactérie *Borrelia*, responsable de la maladie de Lyme, mais aussi une multitude de virus et de parasites : « Un cocktail susceptible de mettre KO l'organisme humain ». Un patient affirme qu'il a infecté sa femme par voie sexuelle. Les spécialistes français de la maladie de Lyme, eux, sont dépeints comme enfermés dans leur tour d'ivoire, insensibles aux souffrances des malades.

Le magazine présente même la théorie complotiste du livre *Lab 257 : The Disturbing Story of the Government's Secret Plum Island Germ Laboratory*, paru

en 2004 aux Etats-Unis. L'ouvrage affirme que le gouvernement américain a recruté, après la Seconde Guerre mondiale, 1 500 savants nazis dont certains ont travaillé dans le laboratoire secret de Plum Island, une île proche de New York. Là, ils auraient « décuplé les quantités de *Borrelia* chez les tiques afin de les rendre plus pathogènes et dangereuses », avant que les insectes ne s'échappent. « Des scientifiques et des médecins spécialistes de Lyme y voient une piste très sérieuse. Mais ne le disent qu'en off », écrit *L'Obs*.

Le médecin généraliste d'une patiente lui avait prescrit 25 pilules par jour pendant... six mois

« Je me suis dit : c'est impossible d'écrire des choses pareilles ! », confie le Pr Hansmann. Lui comme tous les infectiologues ont été choqués par cette publication. « Nous avions déjà à l'époque de nombreuses données permettant de

démontrer que quasiment tout était faux, se souvient le professeur Benoît Jaulhac, directeur du Centre national de référence de Strasbourg. Mais c'est le principe de la loi de Brandolini : la quantité d'énergie nécessaire pour réfuter des sottises est supérieure d'un ordre de grandeur à celle nécessaire pour les produire. »

Le chercheur égraine : les tiques nazies de la CIA ? « C'est fou. J'ai analysé les données pour démontrer que ce n'était pas possible : à l'époque, aucun scientifique n'avait les outils permettant de cultiver *Borrelia* et personne ne savait faire de la manipulation génétique. Et quitte à jouer au bioterroriste, il existe des outils bien plus efficaces », souligne-t-il. La transmission par relation sexuelle ? « Il n'y a aucune preuve allant dans ce sens dans la littérature scientifique, assure-t-il. Et il n'a jamais été démontré que la bactérie *Borrelia* puisse être viable dans le sperme ou dans les sécrétions vaginales. »

Si la plupart de ces théories circulaient déjà à l'époque, la couverture de *L'Obs* a contribué à les diffuser. Près de neuf ans après, ces polémiques pourraient-elles enfin s'achever ? C'est sans doute l'espoir de la Haute Autorité de santé (HAS), qui a publié, le 18 février, une actualisation de ses recommandations pour la prise en charge de cette infection. Cette mise à jour était particulièrement attendue, notamment sur un point. En effet, la maladie de Lyme se traite généralement avec succès par un traitement antibiotique de quinze jours. Mais le « syndrome post-borrelieuse de Lyme traitée », plus connu sous le terme « Lyme long », cristallise les tensions. Cette forme se caractérise par des symptômes variés et invalidants : grande fatigue, douleurs diffuses, troubles de la mémoire et de la concentration qui persistent au moins six mois après le traitement initial. Elle touche entre 6 et 20 % des patients en Europe. Mais les mécanismes permettant d'expliquer cette persistance ne sont pas entièrement compris. Cette zone d'ombre a alimenté des polémiques dont l'ampleur est quasi inégalée dans le monde médical.

Elle a notamment nourri l'hubris de médecins persuadés d'avoir découvert LA solution. Les plus convaincus ont été baptisés « Lyme doctors », dont le chef de file est Christian Perronne, l'ex-chef de service des maladies infectieuses de l'hôpital de Garches (AP-HP). Si le grand public l'a



DAVID VANADIA

découvert à travers ses positions sur le Covid-19 qui l'ont définitivement discrédité, il était déjà à l'époque en marge de la communauté scientifique à cause de ses affirmations sur Lyme. Le chiffre d'un million d'infections par an en Europe vient par exemple de lui. « Il s'agit probablement d'une estimation sur la base des patients qu'il voyait à son cabinet à laquelle il a appliqué des facteurs multiplicateurs, mais il n'a jamais voulu présenter ses données », déplore le Pr Jaulhac. Il a, en revanche, publié un livre, *La vérité sur la maladie de Lyme*, qui s'est écoulé à plus de 22 000 exemplaires.

L'explosion de l'épidémie, une thèse défendue par les Lyme doctors, ne tient pas

non plus la route. « La fréquence de la positivité de la sérologie de Lyme – qui ne traduit pas forcément une maladie active – n'a quasiment pas évolué depuis 1997 », explique le Pr Caumes, infectiologue à l'Hôtel-Dieu à Paris. Selon les chiffres les plus récents, près de 40 000 infections sont diagnostiquées sur le territoire national chaque année, pour 700 hospitalisations. « Peut-on vraiment parler d'un problème de santé publique majeur ? », interroge le professeur parisien.

Outre des affirmations erronées, les dérives des Lyme doctors ont consisté à inventer des traitements non éprouvés par la science. Selon eux, le Lyme long serait provoqué par une persistance de la

bactérie *Borrelia* dans le corps, voire par toute une série de maladies que la tique transmettrait. Il conviendrait donc de prescrire une multitude de pilules pendant des mois. Dans son livre, *Maladie de Lyme. Réalité ou imposture*, Eric Caumes publie des exemples de ces prescriptions délirantes. L'ordonnance type inclut une vingtaine de médicaments : antibiotiques, antiparasitaires, antifongiques, corticoïdes et opiacés. « Dans notre région, nous avons un individu célèbre pour ses ordonnances de deux pages, avec des prescriptions à vie, confirme Jean-Paul Stahl, professeur émérite au CHU de Grenoble. C'est dément et dangereux, car, outre les effets secondaires des médicaments qui s'accumulent, on connaît l'effet délétère de l'antibiorésistance des bactéries provoquée par la surprescription. » Tous les spécialistes le rappellent : ces traitements de choc n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité. Et si par miracle ils fonctionnaient, il serait impossible de déterminer quelle molécule est efficace parmi les dizaines prescrites. Combien de patients ont été confrontés à ces dangereuses expérimentations ? Probablement des milliers.

Dans un article paru en février 2024, *L'Express* détaillait les dégâts de telles prescriptions chez Elodie Weaver, une patiente un temps persuadée d'être atteinte d'un Lyme long. « Les médicaments m'ont grillé le cerveau », affirmait-elle. Son médecin généraliste, le Dr Marc Michaël Bransten, lui avait prescrit 25 pilules par jour pendant... six mois. Des pharmaciens donneront l'alerte en 2018. Le conseil départemental de l'ordre des médecins jugera ces prescriptions « délirantes », avant de radier le Dr Bransten. Ce dernier a fait appel. En attendant, il continue d'exercer dans son cabinet. Le Pr Stahl, lui, se souvient du cas d'une jeune fille souffrant d'un glioblastome, une tumeur cérébrale fulgurante : « Ses parents étaient désespérés, car cette tumeur ne se soigne pas. Et puis ils ont rencontré un Lyme doctor. » Il les convainc que leur fille souffre d'un Lyme long et qu'elle doit suivre un traitement antibiotique... Sans succès. « Imaginez les dégâts que cela peut faire sur le travail d'acceptation du pronostic de son enfant... Voici le niveau de folie que l'on a pu atteindre », se désole-t-il.

Les Lyme doctors ont aussi séduit de nombreuses associations de patients, dont

▶ le désespoir s'est parfois mué en aversion contre une partie du corps médical. Jusqu'à prendre des tournures inquiétantes. « L'évènement qui m'a le plus marqué s'est déroulé lors des Journées nationales d'infectiologie en juin 2019 à Lyon, en marge d'une conférence sur Lyme », se rappelle Anne Scherrer, responsable de la médecine oncologique et référente infectieux à la clinique Ambroise Paré-Hartmann (Neuilly-sur-Seine). L'ambiance jusqu'ici feutrée est perturbée par une douzaine d'activistes qui s'installent devant l'entrée, avec porte-voix et tambours. Des militants affirment être « handicapés à vie », accusent les médecins d'ignorer leurs souffrances et d'être responsables d'erreurs médicales. D'autres s'en prennent à France Roblot, présidente à l'époque de la Société de pathologie infectieuse de langue française. Eric Caumes sera même exfiltré par une porte dérobée et raccompagné à son hôtel par un garde du corps. « Ces activistes distribuaient un tract qui reprenait un article publié quelques jours plus tôt dans le Club Mediapart », se souvient-il. Signé par trois Lyme doctors, l'article visait les récentes recherches d'Eric Caumes qui démontraient que 90 % des patients qui consultent pour un Lyme long souffrent en réalité d'autres pathologies (rhumatologiques, neurologiques ou psychiatriques) et que le traitement prolongé aux antibiotiques échoue dans 80 % des cas.

Des actions plus violentes encore se sont déroulées à cette époque. Le 27 novembre 2017, une manifestation est organisée par des militants devant le

Centre national de référence, à Strasbourg. Douze cercueils avec les portraits de douze chercheurs sont installés sur la route. Les manifestants veulent y mettre le feu. « J'ai réussi à les arrêter in extremis, car j'avais fait venir un huissier afin de récolter des données factuelles en cas de débordement », se remémore Benoît Jaulhac, dont la photo illustre l'un des cercueils. L'homme de droit fait son effet et les manifestants se ravissent. « Nous, nous étions enfermés dans notre laboratoire pendant que ces personnes, qui se présentaient comme extrêmement malades et fatiguées, déployaient une énergie colossale contre nous », ajoute le professeur. Jean-Paul Stahl se souvient avoir reçu, y compris à son domicile, « entre 200 et 300 cartes postales pré-imprimées sur lesquelles les mots "salaud" et "assassin" étaient inscrits ». La plupart des spécialistes français ont subi les mêmes attaques. « Quand on reçoit ça à la maison, cela choque. Mon épouse a eu peur, mes enfants posaient des questions », confie le Pr Hansmann.

La folie de Lyme a aussi créé un terreau fertile pour les dérives mercantiles, dont le business des tests. Il est en effet extrêmement difficile d'identifier la présence de la bactérie *Borrelia* dans un organisme.

En chiffres



700

Nombre d'hospitalisations annuelles liées à une infection Lyme en France

80 à 90 %

des patients consultant pour Lyme long souffrent d'une autre maladie.

3 000 euros

Le séjour d'une semaine dans une « clinique Lyme » allemande.

Et donc tout aussi compliqué de déterminer si elle a disparu. Un moyen détourné consiste à utiliser des tests sérologiques mettant en évidence les anticorps fabriqués par le système immunitaire contre *Borrelia*. « Or les anticorps ne sont visibles qu'après six semaines d'infection, indique le Pr Pierre Tattevin, chef du service des maladies infectieuses au CHU de Rennes. Si la sérologie est effectuée trop tôt, elle se révèle négative. »

Les dispositifs officiels (les tests Elisa) ont donc été accusés d'imprécision, voire d'inefficacité volontaire, afin de cacher l'épidémie. Dans les années 2010, Viviane Schaller, gérante d'un laboratoire d'analyses biologiques à Strasbourg, a lancé un nouveau protocole de dépistage non homologué. « Elle avait modifié les critères de positivité. Tout le monde ressortait de son laboratoire avec une sérologie positive », se souvient le Pr Hansmann. Alertée, l'Agence régionale de santé d'Alsace ordonnera la fermeture du laboratoire en 2012. L'enquête révélera que le protocole a coûté 280 820 euros à la Sécurité sociale, montant que Viviane Schaller sera condamnée à rembourser en 2016.

L'Allemagne, pays où les autorités sanitaires sont moins vigilantes et puissantes qu'en France, a vu fleurir des « cliniques Lyme » affichant des pratiques douteuses. « En 2018, j'ai reçu en consultation une adolescente à qui on avait conseillé de se rendre à la fameuse clinique d'Augsbourg, où des escrocs délivrent des traitements à 3 000 euros la semaine », dénonce le Pr Jean-Paul Stahl. Malgré de nombreux rendez-vous, l'état de la jeune fille ne s'améliorait pas. Le Pr Stahl l'examine. Il constate la présence de nombreux ganglions gonflés et une rate énorme. La prise de sang révèle un cancer hématologique. « Son pronostic vital était en jeu à cause du retard d'une prise en charge adaptée. Si le hasard ne lui avait pas fait croiser mon chemin, elle serait morte, enfermée dans un faux système de croyances avec des gens dont la seule préoccupation était de lui soutirer de l'argent. » Les sommes peuvent parfois être considérables. « Nous avons eu des cas de personnes qui ont dépensé des dizaines de milliers d'euros de leur poche sans aucun résultat », confirme le Pr Jaulhac. L'exploitation des souffrances liées à des pathologies inexplicables n'a jamais été aussi rentable qu'avec Lyme. ✱



Des actions de militants convaincus que la maladie de Lyme se transmettait par le sang – ce qui n'a jamais été démontré – ont eu lieu en France (ici, à Paris, en 2019).



Financements annulés, suppressions d'emplois : les protestations n'ont pas tardé.

Obscurantisme

La science américaine démantelée

Jadis, les Etats-Unis chérissaient la recherche scientifique, source d'innovation et de croissance. Donald Trump veut la mettre au pas.

Le premier jour de son second mandat, Donald Trump a signé 42 directives, un record. Autant de textes devaient libérer les institutions américaines des « ennemis de l'intérieur », et des procédures inutiles. Ils ont, pour le moment, conduit à une déstabilisation inédite de l'appareil d'Etat. Sommée de « mettre fin à l'inclusivité », à « l'idéologie de genre », ou à la « justice environnementale », des concepts que le nouveau président américain veut éradiquer, l'administration tout entière a dû s'arrêter pour réexaminer son activité. Principales victimes de ces dispositions particulièrement nébuleuses, les institutions scientifiques ont dû réviser leurs productions, pour ne garder que les « vérités » du nouveau pouvoir. Un peu partout sur le territoire, les scientifiques se sont mis à réviser leurs travaux, effaçant les mots et concepts interdits. En ligne, des dizaines de milliers de documents publics sur des sujets aussi larges que les recommandations scientifiques en matière agricole ou sanitaire ont ainsi été caviardés.

Les centres de contrôle des maladies (CDC) sont allés jusqu'à contacter les revues

spécialisées pour nettoyer les études qu'ils avaient soumises à relecture. Toute référence à l'identité de genre, aux transgenres, ou à la communauté LGBTQIA+ a été retirée. A la Nasa, d'après nos informations, des dizaines de comités scientifiques, qui n'ont rien de militant et existaient déjà au siècle dernier, ont été suspendus par précaution. « On ne sait pas jusqu'où cela va aller, on est dans le flou », désespère un chercheur français de l'organisation spatiale américaine. « Nous recevons chaque jour des témoignages très inquiets », indique l'Institut Pasteur, en France. Une marche pour les sciences est prévue un peu partout dans le pays le 7 mars.

En plus de cette censure, le gouvernement a décidé d'assécher les financements. Les budgets pouvant être contrôlés sans l'avis du Congrès ont déjà été taillés. Ils sont voués à maigrir – Donald Trump veut obtenir au total 2 000 milliards d'économies. Jusqu'à présent, les universités et structures de recherche étaient autorisées à prélever 70 % des bourses de recherche. Ces ponctions sont désormais plafonnées à 15 %. Dans leur brouillon de projet de loi,

les républicains prévoient aussi de réduire de 66 % le budget de la National Science Foundation (NSF), l'agence qui finance les projets. Des institutions entières sont menacées, comme l'Advanced Research Projects Agency for Health consacrée aux programmes à risques, l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, ou encore l'Agence de protection de l'environnement – 20 milliards lui ont déjà été retirés, pour des projets jugés trop « inclusifs ».

Quand Trump ne sabre pas, il met au pas : plus de 5 200 employés jugés « wokistes » ou « inutiles » ont été congédiés, selon un décompte de la revue scientifique *Science*. Dans certaines institutions, comme les CDC ou la NSF, plus de 10 % du personnel a été éconduit.

Dans les National Institutes of Health (NIH), l'équivalent de l'Inserm, 1 200 salariés ont été renvoyés. Certains quittent leur poste en prenant leur « retraite » sans rien dire, comme Lawrence Tabak, le directeur adjoint. Les cadres sont remplacés par des profils jugés plus compatibles avec le trumpisme.

A la Sûreté nucléaire, 300 personnes ont été congédiées, puis 250 ont été réembauchées. Au ministère de l'Agriculture, des spécialistes de la grippe aviaire ont été licenciés par erreur. Pendant deux semaines, les CDC, la vigie mondiale des maladies, ont dû arrêter de publier leur suivi épidémiologique. « Que tout s'interrompe d'un coup, c'est très risqué », s'inquiète Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'agence française de recherche sur les maladies émergentes. Mi-février, la moitié des 140 détectives de terrain des CDC ont été licenciés. Désormais, de nombreuses agences ont pour ordre de ne plus communiquer avec l'étranger.

S'attaquer aux savoirs est une pente pour le moins risquée. « Cet obscurantisme, la négation de la réalité [...] montrent combien l'autorité de la parole scientifique est menacée [...] de même que la place de la raison dans le débat public », s'alerte l'Académie des sciences, en France. D'après nos informations, de nombreuses institutions françaises ont été contactées par des scientifiques soucieux pour leurs libertés. Jadis terre d'accueil et fer de lance de la science mondiale, l'Amérique pousse désormais ses chercheurs à l'exode. ★

ANTOINE BEAU

David Christian : « Nous sommes à un tournant cosmologique »

L'inventeur de la « *big history* » retrace, dans l'époustouflant *Origines*, l'évolution de l'Univers et de l'espèce humaine, du big bang jusque dans le futur. De quoi relativiser le phénomène Trump...

Il fait plus fort que son confrère Yuval Noah Harari, auteur de *Sapiens*. Inventeur de la « *big history* », ou « grande histoire », l'Américain David Christian a commencé en 1989 à donner un cours sur l'évolution de l'Univers et de l'humanité en mêlant histoire, physique et biologie qui est devenu le « cours préféré » de Bill Gates, un ardent promoteur de la *big history*. Nouvel éditeur de non-fiction venu d'Espagne, Arpa traduit l'époustouflant *Origines*, dans lequel le professeur émérite à l'université Macquarie, en Australie, synthétise en moins de 300 pages les grandes étapes nous ayant menés du big bang à l'« anthropocène ». De quoi relativiser les actuels bouleversements provoqués par Donald Trump...

Pourquoi est-il important d'avoir un récit des origines fondé sur la science et l'Histoire plutôt que sur des croyances religieuses ?

David Christian La plupart des grandes religions se sont fondées sur la science d'il y a deux mille ans. Or la science moderne a connu des succès spectaculaires en tentant de comprendre comment fonctionne le monde. Le problème, c'est qu'elle n'a pas su mettre en avant un récit, comme l'ont fait les religions traditionnelles, afin que des individus ordinaires puissent comprendre leur place dans l'Univers. La Bible fait ça très bien. Mais l'éducation laïque moderne est dépourvue d'un tel récit des origines qui relierait tous les domaines du savoir. C'est ce que tente de faire la *big history*.

Vous divisez l'histoire de l'Univers et de notre espèce en grands « seuils ». Pouvez-vous expliquer ces différentes transitions ?

L'Univers primitif était incroyablement simple. Au moment du big bang, l'Univers tout entier était plus petit qu'un atome. Mais, depuis près de quatorze milliards d'années, il est devenu de plus en plus complexe. Et nous, humains, sommes le résultat de cette complexité croissante. En tant que professeur d'histoire, j'ai ainsi séparé ce récit en grands seuils qui sont autant de tournants majeurs. Le premier seuil, c'est bien sûr le big bang, il y a 13,8 milliards d'années. Neutrons, protons et électrons sont apparus dans les secondes qui ont suivi. Puis les premiers atomes se sont formés. Le deuxième seuil, il y a 13,2 milliards d'années, a été franchi avec la création des premières étoiles. Le troisième seuil, c'est la fabrication, à partir des étoiles mourantes, de nouveaux

seuils dans l'histoire humaine, avec l'essor de l'agriculture, il y a environ dix mille ans, et le début de la révolution industrielle, il y a deux cents ans.

L'énergie joue un rôle crucial dans cette évolution...

L'énergie est ce qui rend les choses possibles. Les méga-innovations les plus importantes dans l'histoire de l'Univers et de notre planète ont été celles qui ont libéré de nouveaux flux d'énergie, comme la fusion ou la photosynthèse. Plus récemment, à l'échelle humaine, l'agriculture a représenté une révolution énergétique. Il y a deux mille ans, l'homme consommait 70 fois plus d'énergie qu'à la fin de la dernière période glaciaire. Enfin, la nouvelle manne énergétique des combustibles fossiles (charbon puis pétrole) a radicalement transformé nos sociétés. Mais tout aussi important est le concept d'entropie. La deuxième loi de la thermodynamique nous explique que, tôt ou tard, toutes

« La loi de la thermodynamique explique que, tôt ou tard, toutes les structures vont se décomposer. L'entropie dissout toutes les formes, les étoiles, les cellules vivantes... »

éléments chimiques qui constituent le tableau périodique. Quatrième seuil : la constitution de planètes et de systèmes solaires, dont notre Soleil, il y a 4,5 milliards d'années. Le cinquième seuil, c'est l'apparition des premières formes de vie sur Terre, il y a 3,8 milliards d'années. Notre espèce, *Homo sapiens*, est apparue il y a deux cent mille ans, ce qui constitue le sixième seuil. Je rajoute deux grands

les structures vont se décomposer. L'entropie dissout toutes les structures, toutes les formes, toutes les étoiles, toutes les galaxies et toutes les cellules vivantes. Nous savons, depuis la fin des années 1990, que l'Univers continuera à s'étendre à jamais, et de plus en plus rapidement. Aujourd'hui, l'Univers est encore jeune et énergétique. Mais dans un très grand nombre d'années après la disparition de la Terre, les



TED CONFÉRENCES

« Il n'y a guère de preuves que l'agriculture ait amélioré la vie de la plupart des humains. »

dernières étoiles cesseront de brûler et les lumières s'éteindront. Des trous noirs avaleront les restes des étoiles et des planètes. L'Univers deviendra donc à nouveau de plus en plus simple, et l'entropie aura finalement détruit toute structure et tout ordre.

L'agriculture a permis la croissance démographique de notre espèce, mais n'a, selon vous, pas amélioré la vie de la plupart des humains.

Pourquoi ?

Le passage à l'ère agraire reste un mystère pour les historiens. Mais deux phénomènes ont vraiment contribué à cette transition vers l'agriculture. Des connaissances agricoles existaient déjà avant la fin de la dernière période glaciaire. En Australie, il y a quarante mille ans, des humains savaient par

exemple comment accroître la production d'une terre, mais ils n'en avaient pas besoin. Alors que quand débute l'holocène, il y a douze mille ans, le monde est devenu bien plus dense et peuplé. Auparavant, quand un territoire ne suffisait plus pour nourrir une tribu, celle-ci n'avait qu'à se déplacer. Mais du fait de la pression démographique, les humains n'ont plus eu d'autre choix que d'intensifier les ressources à extraire de leur environnement. L'agriculture a été une réponse à ce problème. Par ailleurs, la fin de la dernière période glaciaire est marquée par un réchauffement climatique global. Des climats plus chauds et plus humides et une stabilité climatique exceptionnelle rendent alors l'agriculture plus viable, en offrant des conditions idéales avec des régions où la vie végétale est abondante

et diversifiée. Les premiers agriculteurs se sont sans doute engagés à contrecœur dans cette nouvelle technologie, d'autant qu'il s'agissait d'un travail difficile. Le niveau de vie semble d'ailleurs avoir baissé. Les squelettes retrouvés dans les premiers villages agricoles du Croissant fertile sont généralement plus petits que ceux de leurs voisins cueilleurs. A partir de là, les populations humaines ont augmenté très vite. Il a fallu au moins cent mille ans à l'humanité pour atteindre 5 millions d'individus, à la fin de la dernière période glaciaire. Mais, il y a cinq mille ans, le nombre d'humains a quadruplé pour atteindre 20 millions. En revanche, il n'y a guère de preuves que l'agriculture ait amélioré la vie de la plupart des humains. L'énergie supplémentaire qu'elle a apportée a rendu possible la croissance rapide de la population. Elle a également servi à améliorer la vie des élites qui constituaient environ 10 % de la population dans la plupart des civilisations agraires. Mais, pour le reste des humains, c'était une existence très difficile. L'espérance de vie a ainsi stagné à environ 30 ans pendant dix mille ans. Ce n'est qu'au ^{XX}^e siècle qu'elle a plus que doublé au niveau mondial, ce qui est ahurissant.

A l'inverse de l'agriculture, la révolution industrielle a changé la vie de l'humanité tout entière, mais a aussi transformé notre planète...

La découverte de comment transformer des combustibles fossiles en énergie mécanique a eu un impact gigantesque. La machine à vapeur de James Watt a rendu cette technologie commercialement viable. Ce soudain surplus d'énergie à bon marché a permis à l'industrie britannique de prendre son essor. Mais il a aussi favorisé l'innovation, encourageant l'expérimentation et l'investissement dans de nombreuses nouvelles technologies tout au long du ^{XIX}^e siècle. Peut-être que l'IA aura



N. JOHN/ISTOCK/GETTY IMAGES

un impact similaire dans le futur... L'industrialisation a été très disruptive, détruisant le mode de vie de nombreux paysans. Cette révolution a aussi permis aux premiers pays industrialisés, en Europe, de conquérir une grande partie du monde, marquant le début de l'ère de l'impérialisme. Mais, après cette phase de destruction, les bénéfices, à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, se sont répandus très largement. Le fait que, à près de 80 ans, j'ai toujours une santé correcte aurait été impensable il y a deux cents ans. Nous produisons aujourd'hui assez de nourriture pour alimenter en théorie la population mondiale, ce qui ne signifie pas que tous les humains en reçoivent assez. Néanmoins, alors que la population mondiale a connu une forte croissance, la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté a chuté. Un grand nombre d'humains vivent des existences matérielles qui ont été considérablement améliorées par rapport aux humains du passé. Voilà ce que j'appelle le « bon » anthropocène. Le « mauvais » anthropocène, nous le connaissons tous. Cette vague d'innovations a aussi permis de créer des armes de destruction massive, dont celles nucléaires. Pour la première fois, tout conflit majeur pourrait s'avérer catastrophique pour la majeure partie de

l'humanité. Par ailleurs, l'échelle à laquelle nous utilisons les combustibles fossiles a bouleversé l'atmosphère et les océans, alors que le système climatique était stable depuis ces dix derniers millénaires. Aujourd'hui, nous avons presque toute conscience de la réalité du réchauffement climatique comme de la perte de la biodiversité. Il y a donc eu un prix à payer pour atteindre nos niveaux de vie actuels. Tout le défi est de savoir si nous arriverons à conserver ces hauts niveaux de vie sans avoir à subir des conséquences trop désastreuses du réchauffement climatique ou de conflits destructeurs...

Quel pourrait être le prochain grand seuil que franchira l'humanité ?

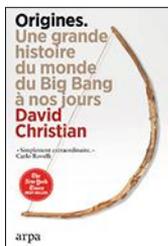
C'est à Pierre Teilhard de Chardin que l'on doit le concept de « noosphère ». Le scientifique Vladimir Vernadski l'a ensuite repris pour en faire la nouvelle phase de développement de la Terre, succédant à la géosphère et à la biosphère. Certains conçoivent la noosphère comme une notion mystique. Mais on peut aussi en avoir une définition très réaliste. L'évolution de la biosphère durant 4 milliards d'années a été façonnée par des processus non conscients, qu'ils soient astronomiques, géologiques ou biochimiques. Tout d'un coup, depuis deux cents ans, nous, humains, sommes devenus si puissants que nous avons transformé la Terre. Le futur de notre planète ne dépendra plus simplement de processus non conscients, mais aussi d'une nouvelle force, qui est en quelque sorte une conscience collective. Il existe peut-être d'autres formes de vie dans l'Univers. Mais, si nous sommes les seuls, ce qui se passe aujourd'hui sur la Terre a une signification cosmologique. Dans tous les cas, nous sommes à un tournant historique pour notre espèce. Par ailleurs, nous avons toujours été une espèce migrante. Je n'aime pas donner raison à Elon Musk. [Rires.] Mais je pense que nous allons créer des

colonies sur d'autres planètes dans les décennies à venir.

Vous imaginez qu'il puisse y avoir une « société mondialisée stable » dans un siècle. Mais Donald Trump semble avoir, en quelques semaines, défait l'alliance occidentale...

Je suis inquiet, comme tout le monde. Mais les médias, même les plus sérieux, préfèrent toujours mettre en avant des histoires effrayantes. Il y a une bonne raison pour cela. Du fait de l'évolution, notre système nerveux réagit bien plus fortement aux mauvaises nouvelles. En anglais, on dit « *If it bleeds, it leads* [si ça saigne, ça fait la Une] ». A l'inverse, les journalistes soulignent rarement des évolutions positives de fond. Pourtant, les sociétés humaines sont de plus en plus interdépendantes. En tant qu'espèce, nous commençons doucement à apprendre à collaborer. L'existence des Nations unies, si faibles soient-elles en ce moment, est une avancée majeure, tout comme les objectifs de développement durable ou l'accord de Paris. On peut bien sûr considérer ça de manière cynique. Mais le fait que de tels accords ou traités aient pu être signés est déjà étonnant au regard de l'histoire humaine. Bien sûr, rien n'est garanti. Par définition, le futur reste ouvert, et l'univers est indifférent à notre destin. Il ne faut jamais exclure des scénarios catastrophiques. Mais il y a une prise de conscience de notre interdépendance au niveau mondial. Il y a trente ans, aucun gouvernement ne prenait le réchauffement climatique au sérieux. Aujourd'hui, nous sommes à juste titre inquiets quant à la lenteur de la transition écologique, mais ce changement est déjà significatif. Le XXI^e siècle connaîtra d'autres guerres et d'autres catastrophes. Je parie pourtant que, dans un siècle, le monde sera plus collaboratif qu'il ne l'est actuellement. ✨

**PROPOS RECUEILLIS
PAR THOMAS MAHLER**



Origines. Une grande histoire du monde du big bang à nos jours. par David Christian. Trad. de l'anglais par Catherine Leclerc. Arpa, 399 p., 22,90 €.

Télétravail : les trois illusions des réunions en visio

UNE CHRONIQUE DE JULIA DE FUNÈS

Derrière les avantages de la visioconférence, c'est notre rapport au réel et à l'autre qui se trouve redéfini.



« **O**ui, on te voit Thierry, mais on ne t'entend pas, active ton micro ! » Cette phrase, désormais entrée au panthéon des classiques, incarne le burlesque de notre époque : celui du collègue qui parle sans être entendu tout en étant vu, pantomime involontaire de la communication contemporaine. Jadis, un simple coup de téléphone suffisait. Désormais, il ne suffit plus d'être entendu : il faut être vu. L'appel téléphonique devient systématiquement remplacé par une visioconférence. Le paradoxe est fort : après l'engouement pour le télétravail, cette conquête de l'invisibilité plébiscitée par 70 % des salariés, voici que s'impose une nouvelle visibilité permanente. Là où le téléphone laissait la liberté de marcher, de rêver, de détourner le regard tout en parlant, la « visio » assiège, retient, immobilise. Elle cloue sur place et fixe le regard dans un face-à-face qui n'en est pas un. Mais pourquoi ce besoin impérieux de voir ? Que révèle cette obsession du visible, sinon une dernière illusion de présence, un ultime simulacre du lien ?

Bien sûr, on vante à juste titre les avantages de la visioconférence : la fin des trajets interminables pour une réunion d'une heure, l'abolition des distances, l'inclusion des éloignés et des empêchés,

Elle ne donne pas à voir, elle cadre. Elle ne met pas en relation, elle met en scène

la continuité assurée dans un monde suspendu aux crises. Tout cela est vrai et fort utile. Mais derrière l'évidence technique, c'est notre rapport au réel et à l'autre qui se trouve redéfini. Premièrement, un rapport à l'autre démocratisé. La télévision et la visio partagent la même ambition : celle de la présence à distance. Mais là où la télévision impose une verticalité aristocratique – le spectateur reçoit sans répondre, voit sans être vu –, la visio se veut démocratique. Elle promet une égalité nouvelle : chacun peut voir et être vu, parler et être entendu, devenir à la fois acteur et spectateur. La réunion à distance est ainsi perçue comme un remède à l'asymétrie du monde médiatique, un simulacre de face-à-face où l'échange égalitaire paraît rétabli.

Deuxièmement, la visio fait de la réalité un protocole. Elle ne donne pas à voir, elle cadre. Elle ne met pas en relation, elle met en scène. Derrière chaque écran, une pièce transformée en décor, un arrière-plan savamment épuré ou une plage tropicale en trompe-l'œil, une caméra ajustée au millimètre. Scruté par les autres et par soi-même, chacun joue son rôle dans ce grand rituel de la transparence productive. Apothéose du lien sans contact, du tous-ensemble-chacun-chez-soi, promesse d'une interaction fluide, elle produit au contraire un dialogue figé, où chacun devient une vignette flottante dans une mosaïque numérique.

Enfin, la visioconférence réalise un paradoxe ontologique en produisant une réalité sans substance. De même qu'il y a des réalités qui existent objectivement sans matière, comme l'ombre, le temps ou le vent, la visio fait apparaître l'autre objectivement sur mon écran sans le rendre consistant pour autant. L'autre

L'autre, réduit à une vignette, n'est plus un être mouvant, il est une icône statique

n'est pas appréhendé ni appréhendable comme une substance, un être, une réalité singulière mais réduit à une objectivation. De sujet substantiel, il devient image objective. En ce sens, les réunions en ligne font apparaître sans faire exister, montrent sans jamais faire voir. Car voir n'est pas simplement recevoir une image. Voir est une expérience sensible, c'est sentir l'infime variation d'un visage, le mouvement d'une expression, la densité d'un regard. C'est éprouver la matière, ce grain du réel derrière lequel Proust dévoilait l'essence des êtres : « C'est sous de petites choses (...) que la réalité est contenue. »

Mais ici, tout est figé. L'autre, réduit à une vignette, n'est plus un être mouvant et changeant, il est une icône statique. Là où la chair vit, l'écran fige. Là où les regards se croisent, s'évitent, se cherchent, l'image encadre et enferme. Ainsi, il ne suffit pas d'être visible pour être présent. La visioconférence confond la visibilité avec la relation, l'image avec l'incarnation. Elle nous montre un visage, mais jamais la profondeur d'un être. Alors, derrière l'écran, une seule envie souvent demeure : celle de retrouver l'invisibilité ou, mieux encore, un visage qui ne soit pas seulement montré, mais rencontré *

Julia de Funès est docteure en philosophie.

Donald Trump est-il plus bête qu'un chimpanzé ?

UNE CHRONIQUE DE GÉRALD BRONNER

Même ces singes, qui appartiennent pourtant à une espèce très hiérarchique et agressive, ont appris à se méfier de la voracité du pouvoir...



Tout le monde le sait, Donald Trump a une interprétation bien à lui de la façon d'exercer le pouvoir : la brutalité. C'est vrai dans tous les domaines : le commerce – avec l'augmentation faramineuse des droits de douane –, l'immigration ou même encore les questions géopolitiques, avec ses déclarations sur la bande de Gaza qui pourrait devenir une « formidable zone touristique » et la façon qu'il a choisi de tenter de régler la guerre entre l'Ukraine et la Russie.

Les voies de Trump ne sont passées impénétrables que cela : il paraît faire une analogie grossière entre les négociations commerciales – dont il a eu l'habitude avant qu'il ne se lance en politique – et la façon de diriger les Etats-Unis. Une tractation, dans le domaine marchand, est toujours sous-tendue par un rapport de force : les valeurs morales, l'orgueil, les conjectures à moyen et long termes ne sont que d'un médiocre secours. *Business as usual*. Donald Trump a-t-il le tort de se comporter de cette manière ? Après tout, les Etats-Unis sont encore la première force mondiale. Pourquoi se priverait-il ? Par chacune de ses décisions, il a l'air de nous demander : et qu'allez-vous donc faire ? Dans l'immédiat, c'est vrai, chacun des acteurs partenaires des Etats-Unis a beaucoup à perdre et c'est à peu près tout ce que le 47^e président américain a dans sa manche.

Aucun « mâle alpha » n'est assez puissant pour s'imposer par la domination aveugle

Cependant, seuls les esprits court-termistes peuvent croire que, lorsqu'il y a une opportunité, il y a toujours lieu de l'exploiter immédiatement. Cette voracité du pouvoir, même les chimpanzés, qui appartiennent pourtant à une espèce très hiérarchique et agressive, ont appris à s'en méfier. Car oui, il y a de la politique chez nos lointains cousins, et même des formes de comportements stratégiques. C'est ce qu'a démontré l'une des stars de la primatologie mondiale, Frans de Waal, dans nombre d'articles scientifiques tirés d'observations de terrain et qu'il a synthétisés dans un livre, *La Politique du chimpanzé*.

Que nous y apprend ce chercheur néerlandais ? Dans tous les groupes de chimpanzés, il existe des « cliques » d'individus fondées sur des affinités électives plutôt que sur une proximité familiale et ceux-ci sont capables de se liguer, si l'un d'entre eux est attaqué, contre le mâle dominant lui-même. C'est tellement vrai qu'aucun membre, si fort soit-il, ne peut devenir prééminent dans son groupe s'il ne dispose de son propre réseau d'alliances fiables. Aucun « mâle alpha » n'est assez puissant pour s'imposer par la seule domination aveugle sans jamais tenir compte des dommages que pourrait faire une coalition hostile à son règne. Et ce d'autant que le chimpanzé a de la mémoire. Comme le souligne le sociologue Laurent Cordonier dans son livre *La nature du social* à propos des relations simiesques : « Un individu qui se fait rudoyer par un autre membre du groupe est capable d'attendre que se présente une situation favorable avant de lui rendre la pareille. »

En se comportant de façon aussi brutale, Trump n'élève pas sa politique au-dessus de la subtilité d'un mâle

Il croit que celui qui détient la force ne doit jamais se préoccuper de ses faiblesses futures

dominant chimpanzé, au contraire. Il croit que celui qui détient la force aujourd'hui ne doit jamais se préoccuper de ses faiblesses futures. Mais qu'a-t-il à craindre, pourrait-il se demander en martelant de ses poings son torse vindicatif ?

Il pourrait, d'abord, susciter à son détriment des alliances contre-nature que, hier encore, personne n'aurait imaginées. Ensuite, il pourrait durablement abîmer le *soft power* américain, une des armes majeures de ce pays : par exemple, quelles seront les conséquences, ne serait-ce qu'en termes d'image, du gel de l'activité de l'Agence américaine pour le développement ?

Enfin, les nombreuses décisions anti-sciences du 47^e président des Etats-Unis vont faire un tort difficilement réversible à un écosystème de recherche toujours fragile. Il n'est qu'à citer la réduction de 4 milliards de dollars imposée à la recherche médicale au cours de ce mois de février.

La vraie question qui va émerger des cendres de la situation portera sur la nature même de la démocratie. Après tout, Trump a été légitimement élu. Il n'en reste pas moins l'exemple inquiétant d'une maladie auto-immune d'un système politique que nous chérissons. ✱

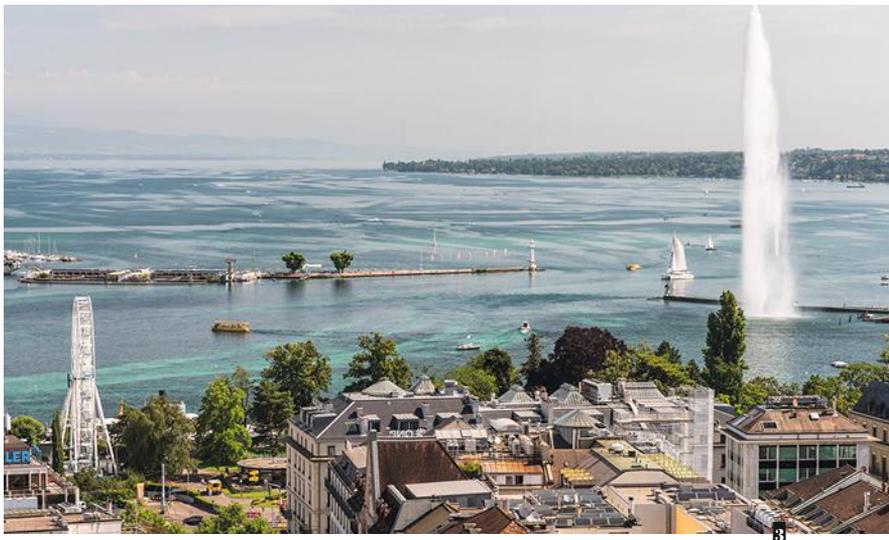
Gérald Bronner est sociologue et professeur à la Sorbonne Université.



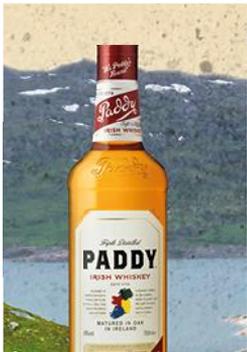
1
2



NOS ENVIES



3



4
5



1 BELL & ROSS, LE TEMPS EN APESANTEUR

La BR-03 Astro est une montre qui repousse les limites de l'horlogerie traditionnelle, offrant une nouvelle perspective sur l'exploration spatiale. Avec la Terre au centre, entourée par la Lune et Mars, Bell & Ross présente une montre qui réinvente le temps au sein du cosmos. En édition limitée à seulement 999 pièces, ce design unique capture la magie de l'espace tout en maintenant les exigences élevées de précision.

Prix : 4 990 euros
bellross.com

2 CRISTEL - COLLECTION 1826 INSPIRÉE DU PASSÉ, ANCRÉE DANS LA MODERNITÉ

C'est dans notre usine, construite en 1826 à Feschel-le-Châtel dans le Doubs, qu'est sortie la première casserole emboutie au monde. Deux siècles plus tard, CRISTEL décide de travailler à partir de ce produit historique pour créer sa nouvelle collection, justement baptisée 1826, en lui apportant toutes les qualités et performances développées par les hommes et les femmes qui ont œuvré au cours du temps.

cristel.com

3 PARTIR À LA DÉCOUVERTE DE GENÈVE LE TEMPS D'UN WEEKEND : UNE EXPÉRIENCE UNIQUE !

Genève allie richesse culturelle et beauté avec ses musées, ses espaces verts et sa gastronomie locale. La ville offre une multitude d'activités pour découvrir son histoire et son patrimoine, que l'on soit en solo-trip ou en famille. En 2025, une toute nouvelle infrastructure verra même le jour, le Portail des Nations. Conçu dans le but de vulgariser le rôle de l'ONU à Genève, ce nouveau centre permettra d'accueillir tous les visiteurs venus du monde entier. C'est la destination européenne idéale pour un séjour mémorable et captivant !

Renseignements : geneve.com/fr

4 A LA SAINT PATRICK, SUIVEZ « LA PARADE DE PADDY O'FLAHERTY » PARTOUT EN FRANCE !

PADDY, le célèbre Irish Whiskey, propose une expérience 100% authentique avec une tournée dans 5 villes. Elle démarre à Paris le Jeudi 6 mars puis continue à Tours, Nantes, Vannes et le Mans. Au programme, une soirée animée par des mélodies irlandaises et une dégustation du Irish Whiskey Paddy en cocktails : le Ginger Paddy ou le Paddy Irish Coffee.

Paddy Irish Whiskey, à partir de 16,15 euros
(70cl) en grandes surfaces

5 LA CHOCOLATERIE MONBANA DÉVOILE SON PETIT POUSSIN EN CHOCOLAT !

À travers cette création mêlant tradition et originalité, la Chocolaterie MONBANA met à l'honneur un mignon Petit Poussin sorti de l'Œuf, prêt à briser sa coquille. Son chocolat au lait fondant s'accompagne d'un lit de lentilles colorées, ajoutant une touche croquante et festive. Une gourmandise idéale pour célébrer Pâques !

Disponible en boutique - Prix : 6,30 euros 65g

LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE L'EXPRESS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

La Realidad ou l'invention de Neige Sinno

Derrière un récit de voyage de jeunesse au Mexique, l'auteure retrace le parcours intérieur qui l'a menée à l'écriture de *Triste tigre*, livre phénomène de 2023.

Au cinéma, un préquel éclaire une œuvre originale en en racontant a posteriori les prémices. Neige Sinno n'aimerait peut-être pas que l'on qualifie ainsi *La Realidad*, son nouvel ouvrage qui paraît chez P.O.L. Mais le terme reste le plus adapté pour parler de ce texte publié un an et demi après l'immense succès de *Triste tigre*. *La Realidad* raconte, en effet, le cheminement géographique, intellectuel, sensoriel parcouru par Neige Sinno vingt ans durant. Un parcours lui ayant permis de raconter, dans *Triste tigre*, avec une justesse inédite, les viols dont elle a été victime, enfant, de la part de son beau-père. Un parcours qui risque de dérouter nombre de ses lecteurs originels, que certains trouveront ennuyeux, d'autres complexe, mais qui a la vertu d'éclairer la difficulté à parler de soi mais aussi l'ambition de l'écrivaine : réfléchir autant que raconter, déconstruire autant qu'affirmer.

Lorsque *Triste tigre* sort à la fin de l'été 2023, Neige Sinno n'a encore quasiment rien publié, à l'exception d'un recueil de nouvelles dans une maison d'édition confidentielle. Elle est enseignante en littérature, habite au Mexique depuis 2006, son livre a été refusé par plusieurs maisons. Dès sa parution, il devient le phénomène de la rentrée littéraire. La presse s'enthousiasme pour ce texte qui, ni roman, ni récit autobiographique, ni essai, rompt avec les précédents ouvrages sur l'inceste. Les prix s'accumulent, Femina et Goncourt des lycéens en France, Strega Europe en Italie... Les ventes atteignent 250 000 exemplaires. Un succès dont se réjouit Neige Sinno, consciente qu'il est un peu plus que littéraire : « J'avais sur mes épaules cet enjeu d'être un porte-parole sans l'avoir choisi, je savais que tout ce que j'allais dire ne me concernait pas uniquement. Si je me trompais, j'allais le regretter encore plus parce que j'avais la chance d'avoir un micro pour parler de ce qui arrive aux victimes », résume-t-elle, lors d'un échange avec L'Express.

RÉVOLUTION ZAPATISTE Très sollicitée, elle n'a guère le temps d'écrire autre chose que des textes brefs, quelques critiques littéraires, la préface de *L'Hospitalité au démon* de Constantin Alexandrakis qui vient de paraître chez Verticales/



Gallimard et des poèmes qui, dit-elle, « ne seront jamais publiés nulle part, c'est une manière pour moi de prendre des notes ». En revanche, en 2020, avant *Triste tigre*, elle a écrit en espagnol *La Realidad*. Dès son retour au Mexique en 2024, elle se lance dans sa traduction en français. Elle le reprend à la marge, ici pour changer un prénom, là pour mieux expliquer comment ce livre a rendu évident l'écriture du suivant. Décision est prise de le publier au printemps 2025. A quelques jours de la sortie, Neige Sinno s'interroge – s'inquiète, ose-rions-nous – de la réception qui sera faite à ce texte, qu'elle présente comme le « récit de sa métamorphose ». L'épigraphe du livre en donne le ton « ... Et moi sans poser de questions je monte sur la moto et nous partons » (Roberto Bolaño).

La Realidad commence comme un récit de voyage, celui de deux jeunes femmes, l'une française, l'autre andalouse, étudiantes à l'université du Michigan, qui partent au Mexique en quête d'un mythe, le sous-commandant Marcos. Elles échouent, reviennent, repartent, on s'amuse de leurs déconvenues, de leur naïveté, de leurs idées toutes faites et des réactions qu'elles suscitent. Le texte se poursuit par un long détour dans le *Voyage au pays des Tarahumaras* d'Antonin Artaud, s'autorise des réflexions sur ce qu'est l'altérité, les mots « indiens » et « indigènes », bien différents selon que l'on est d'ici ou là-bas, fait un nouveau détour par un souvenir d'enfance, revient à la révolution zapatiste et se clôt par le récit de deux rencontres de « femmes qui luttent » organisées au Chiapas.

« J'ai décidé de faire confiance au lecteur, dans sa capacité à comprendre sans que tout soit dit »

« Je voulais un texte hybride, qui soit un récit de voyage raté, parce que c'est un genre littéraire qui m'intéresse, mais avec quelque chose d'assez réflexif, qui se rapproche de l'essai, sans en être vraiment un, puisque c'est écrit à la première personne », revendique-t-elle.

ZIGZAGS ET PARENTHÈSES En optant pour une construction décousue, parsemée de passages entre parenthèses, parfois plus longs que le récit principal lui-même, Neige Sinno prend le risque de désarçonner. Car si elle procédait déjà ainsi dans *Triste tigre*, passant du récit à l'essai, le sujet est, cette fois, moins familier au lecteur français, qui n'a souvent qu'une connaissance très superficielle de la révolution zapatiste et/ou d'Antonin Artaud. Une difficulté que l'auteure assume : « Je me suis posé la question : est-ce que j'écris des notes de bas de page ? J'ai essayé, mais cela ne correspondait pas au rythme du livre. Alors, j'ai décidé de

faire confiance au lecteur, dans sa capacité à comprendre sans que tout soit dit. » Quant aux zigzags et parenthèses, elle les voit comme une nécessité et un jeu avec le lecteur, une manière de le perdre, puis de le rattraper : « Tout au long du texte, je rappelle que je sais où je vais, que toutes ces digressions ne sont pas gratuites. Et les parenthèses sont adaptées, elles me rappellent l'image des peaux d'oignons que l'on enlève l'une après l'autre. »

Il faut un peu de patience, dépasser la moitié du livre, voire atteindre ses dernières pages, pour comprendre en quoi ce texte est le chemin ayant mené Neige Sinno à l'écriture de ce récit si intime qu'est *Triste tigre*. Il y a le plus évident, cette sensation vécue lors de ces rencontres de femmes au Chiapas. « Je savais qu'en sortant de ces moments, il y avait quelque chose en moi qui s'était réconcilié avec le réel. Que j'allais écrire des choses que j'avais vues, écrire des choses que j'avais vécues, c'est ce qui m'a donné un élan pour écrire sur ma propre expérience », poursuit-elle. Dans ce moment, l'utilisation d'un « nous » collectif pour parler des violences subies par chacune de ses compagnes donne une dimension supérieure, une justification différente à ce qui ne serait, à l'épreuve du « je », qu'un simple récit personnel.

De même, l'entrelacement de deux narratrices, l'une dans l'aventure et le vécu, l'autre dans le commentaire littéraire et la réflexion, qui ne forment pourtant qu'une même personne, préfigure le dispositif à l'œuvre dans *Triste tigre* : « L'autobiographie pour moi, c'est insupportable, il y a quelque chose d'un peu honteux à raconter sa propre vie. Pour y parvenir, il faut que ça soit rendu nécessaire par d'autres raisons, que ça soit vraiment valable au niveau littéraire. Je pense que le livre raconte ce cheminement. »

Il y a, dans ce voyage, dans cette « métamorphose », d'autres déclics, moins visibles. Ainsi le fait d'avoir écrit *La Realidad* en espagnol a levé les réticences de l'auteure à parler d'elle-même à la première personne. Et l'idée que, même si la littérature ne l'a pas consolée des violences subies enfant, la lecture et l'écriture sont incontestablement son espace de liberté, d'expérimentation, d'erreur dans un « monde violent et hostile ». A la toute fin de *La Realidad*, « Netcha » en prend conscience dans le bus qui la ramène de la dernière rencontre de femmes, alors que la tâche contre les violences paraît immense, presque impossible : « J'entends en moi bouillonner toutes ces phrases que je n'ai pas dites au micro des dénonciations, [...] j'entends le bourdonnement insistant de cette voix qui s'impose à vous quand il faut commencer un livre, cette voix qui vous convainc qu'il n'y a rien d'autre à faire, qu'il faut s'asseoir à sa table et se mettre à l'ouvrage. » *

AGNÈS LAURENT



LA REALIDAD
PAR NEIGE SINNO.
P.O.L., 260 P., 20 €.

Écouter les articles dans l'application



Télécharger l'app en flashant ce QR code

Evasion Livres

PALMARÈS

FICTIONS

N°	Titre	Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	🔴 Valentina (t. II)	Azra Reed (Hugo Roman)	-	1
2	▶ Tout le monde aime Clara	David Foenkinos (Gallimard)	2	3
3	🔴 Les Renaissance	Agnès Martin-Lugand (Michel Lafon)	-	1
4	▼ Un avenir radieux	Pierre Lemaitre (Calmann-Lévy)	1	5
5	▼ La femme de ménage voit tout	Freida McFadden (City)	3	21
6	▼ J'emporterais le feu	Leïla Slimani (Gallimard)	4	5
7	▼ Giovanni Falcone	Roberto Saviano (Gallimard)	5	3
8	🔴 Albane (t. IV)	Marie-Bernadette Dupuy (Calmann-Lévy)	-	1
9	▲ J'écris l'Iliade	Pierre Michon (Gallimard)	11	2
10	▼ La Psy	Freida McFadden (City)	9	10
11	▼ Wicked Game	Anita Rigins (Addictives)	7	4
12	▼ Alice au pays des idées	Roger-Pol Droit (Albin Michel)	10	2
13	▲ Ta promesse	Camille Laurens (Gallimard)	15	7
14	▶ Tata	Valérie Perrin (Albin Michel)	14	23
15	▼ The South Girl (t. II)	Aya Estrela (Plumes du Web)	6	2
16	▼ Sans soleil (t. I)	Jean-Christophe Grangé (Albin Michel)	8	6
17	▼ La Cité aux murs incertains	Haruki Murakami (Belfond)	16	8
18	▲ Kiara (t. III)	Hazel Diaz (L'Archipel)	20	5
19	▼ Bristol	Jean Echenoz (Minuit)	12	8
20	▲ Jacaranda	Gaël Faye (Grasset)	-	27

ESSAIS-DOCUMENTS

1	▶ Résister	Salomé Saqué (Payot)	1	19
2	▶ Je mange bien, je vais bien	Jimmy Mohamed (Flammarion)	2	2
3	▲ Écrans, un désastre sanitaire	Servane Mouton (Gallimard)	11	2
4	▶ Les Irresponsables	Johann Chapoutot (Gallimard)	4	3
5	▼ IA. Grand remplacement ou complémentarité?	Luc Ferry (Ed. de l'Observatoire)	3	6
6	▲ Prenez votre argent en main!	Matthias Baccino (Michel Lafon)	-	6
7	▲ Si Einstein avait su	Alain Aspect (Odile Jacob)	8	7
8	▼ Les morts ont la parole	Philippe Boxho (Kennes)	7	56
9	▼ Parler avec sa mère	Maxime Rovere (Flammarion)	5	4
10	▲ L'Opportunité de vivre	André Comte-Sponville (PUF)	13	5
11	▼ Mémoricide	Philippe de Villiers (Fayard)	6	18
12	🔴 Carnets d'Ukraine	Michel Hazanavicius (Allary éd.)	-	1
13	▼ La Mort en face	Philippe Boxho (Kennes)	10	27
14	🔴 Que peut littérature quand elle ne peut ?	Patrick Chamoiseau (Seuil)	-	1
15	▲ Après Dieu	Richard Malka (Stock)	19	7
16	▼ Le Président toxique	Etienne Champion (Robert Laffont)	9	2
17	🔴 Le Capitalisme de l'apocalypse	Quinn Slobodian (Seuil)	-	1
18	▶ Plus rien ne pourra me blesser	David Goggins (Nimrod)	18	45
19	▼ Entretien avec un cadavre	Philippe Boxho (Kennes)	16	57
20	▶ Ce que je cherche	Jordan Bardella (Fayard)	20	16

Lumineuse toile de l'enfance

Depuis sa libération des geôles libanaises du Hezbollah, en 1988, l'ex-journaliste de *L'Événement du jeudi*, habité par l'esprit des lieux, n'a cessé d'arpenter les contrées les plus étonnantes du monde. C'est ainsi que cet épique aux allures de clergyman nous a laissé *L'Arche des Kerguelen* (1993), *La Chambre noire de Longwood* (Sainte-Hélène, 1997), *La Maison du retour* (Haute-Lande, 2007), *Courlande* (Lettonie, 2009), *Remonter la Marne* (2013), etc., autant de paliers dans le réapprentissage, la réparation. Aujourd'hui, ce sont d'autres contrées lointaines, celles de l'enfance, que Jean-Paul Kauffmann, 80 ans, a décidé de parcourir. Celles-là mêmes, « radieuses » qui lui permirent, lors de ses trois années de captivité, de s'échapper, la nuit, loin de ses ravisseurs.

Celivre, *L'Accident* (Ed. des Equateurs), il l'a donc envisagé, écrit-il, « par gratitude à l'égard de cette parenthèse bénie ». On chemine ainsi avec lui dans la France catholique et rurale des années 1950, du fournil de son père, Marcel, boulanger à Corps-Nuds, à l'imposante église du bourg breton dotée d'un invraisemblable bulbe et tenue d'une main de fer par le rigoriste abbé Brionne – « J'ai vécu dans la terreur de la damnation. » Un autre ecclésiastique, Georges Rousseau, cousin germain de son père, prend une place certaine tout au long de cette relecture du passé pour l'avoir encouragé à poursuivre des études. C'est par touches qu'il dessine le portrait

Jean-Paul Kauffmann, faussement flâneur, ne cesse d'enquêter : sur sa mère, sur l'accident qui endeuilla son bourg...

de cet être mystérieux, apportant ici ou là un détail supplémentaire ; ainsi procède-t-il pour tous ses personnages et sensations.

Faussement flâneur, Jean-Paul Kauffmann ne cesse en fait d'enquêter : sur sa mère, l'insaisissable Odette, sur le film allemand tourné ici, sous l'Occupation, sur l'architecte de la fameuse église, sur le « scandale » qui mit fin aux fonctions de Brionne et, surtout, sur l'accident qui endeuilla le bourg, le dimanche 2 janvier 1949 : 18 footballeurs de Corps-Nuds périrent dans le camion Dodge conduit en état d'ivresse par le fils du maire. C'est cet accident qui constitue, nous dit-il, son premier souvenir d'enfance, à partir duquel il tisse, à sa façon si singulière, sa lumineuse toile. ✱ **M. P.**



Photo F. Mantovani © Gallimard



JOHANN CHAPOUTOT Les irresponsables Qui a porté Hitler au pouvoir ?

« Le professeur à Sorbonne Université, spécialiste du national-socialisme, publie un ouvrage qui détaille l'accession d'Hitler à la tête de l'Allemagne entre 1930 et 1933. Un véritable réquisitoire contre "l'extrême centre" d'hier et d'aujourd'hui. »

Diego Chauvet, *L'Humanité*

« Un pays que les jeux de pouvoir et les intérêts personnels mènent à l'abîme. Une auscultation éclairante. »

Rémi Botsarron, *France Info*

« En revenant, en historien rigoureux, sur les conditions dans lesquelles Hitler est arrivé au pouvoir, Johann Chapoutot souligne les analogies avec la période contemporaine. »

Sylvain Bourneau, *France Culture*

« Un essai foisonnant. »

Paul François Paoli, *Le Figaro Littéraire*

« Une salutaire leçon de rattrapage. TTT »

Vincent Remy, *Télérama*

L'éditeur derrière *La Femme de ménage*

Rencontre avec Frédéric Thibaud, discret patron de City éditions qui publie avec un même bonheur Freida McFadden et Anna Stuart, auteure de *La Sage-femme d'Auschwitz*.

Faudrait être sur Mars pour ne pas avoir entendu parler de *La Femme de ménage* de l'Américaine Freida McFadden ou bien de *La Sage-femme d'Auschwitz* de la Britannique Anna Stuart, véritables tsunamis dans nos librairies depuis plus d'un an. En revanche, City éditions, la bienheureuse maison d'édition française de ces deux best-sellers, vous est peut-être moins familière, sans parler de Frédéric Thibaud, son patron, d'une discrétion légendaire. A tel point que lorsque vous tapez son nom sur Internet et les réseaux sociaux, vous trouvez un directeur administratif et financier à Orléans, un câbleur mécanicien à Toulouse, etc. Il y a bien, sur Facebook, un éditeur, mais il habite à... Montréal. « Je n'aime pas me mettre en avant », concède, sourire en coin, Frédéric Thibaud, qui n'appartient à aucun des cénacles de l'édition et fuit les cocktails germanopratin. Raison de plus pour rencontrer cet éditeur à qui aujourd'hui tout semble sourire.

C'est ainsi qu'on apprend que ce natif de Bourges de 52 ans a accumulé les diplômes (commerce, lettres modernes, journalisme, histoire de l'art), avant de s'adonner au journalisme, notamment à RTL, où il se lie d'amitié avec Christian English. Une bonne paire, qui va bien bientôt aligner les ouvrages à quatre mains, dont quelques succès, chez First, comme *Mardi 11 septembre 2001* ou *Affaires non classées*. En 2005, tiraillé par le besoin d'être dans le feu de l'action, Frédéric Thibaud saute le pas, et crée City éditions avec son compère. « De mon premier métier, j'ai gardé l'envie de transmettre, simplement, du contenu au plus grand nombre », nous confie-t-il. Dont acte. Il publie de la non-fiction, puis bientôt des romans grand public et des polars, crée des labels, Terres d'histoires, Ideo, Eden (romance), Korrigan (fantasy), laisse tomber les deux premiers, pas assez rentables. Arrive 2015. Toujours aussi réactif, il publie le premier roman de Virginie Grimaldi, *Le Premier Jour du reste de ma vie* – « à l'époque, il n'y avait que mépris pour le *feel good* », puis se fait piquer son auteure par une grande maison, « c'est le jeu terrible de l'édition ».

Accélérons. 2022, il reçoit un mail du chargé de droits de Bookouture, l'éditeur anglais qui a repéré Freida McFadden – autoéditée durant des années –,



COLL. PARTICULIÈRE

« De mon premier métier de journaliste, j'ai gardé l'envie de transmettre au plus grand nombre »

qui lui vante les mérites de *The Housemaid*. « Le thriller domestique ou psychologique étant passé de mode, je l'ai ouvert sans enthousiasme, mais l'ai lu d'une traite, séduit par ses rebondissements et son écriture, bon équilibre entre le glaouque et l'humour, avec des touches de féminisme. J'ai fait une offre dès le lendemain. Pas très élevée, ce n'était pas encore un phénomène. » Deux mois plus tard, échaudé par « le jeu terrible de... », il achètera trois autres titres puis tous ses romans. Entre-temps, il contacte les éditeurs de poche. J'ai lu remporte la mise – Anne Maizeret, la directrice de la littérature étrangère a tout de suite accroché et persuadé sans difficulté sa présidente, Hélène Fiamma. C'est J'ai lu, d'ailleurs, qui joue, dans un premier temps, le rôle de caisse de résonance. « C'est normal, à l'étranger, ce type de livres se vendent surtout en format poche », explique Frédéric Thibaud. « Je n'ai jamais vu cela de ma vie, déclare Hélène Fiamma. On a publié *La Femme de ménage* en octobre 2023, et les ventes ont doublé de mois en mois à partir de mai 2024, on en est au million d'exemplaires ; c'est que les jeunes et les non-lecteurs usuels ont suivi le mouvement. » Effet d'entraînement, alors que chez City, ce premier

tome s'était vendu à 35 000 exemplaires, le troisième, *La femme de ménage voit tout*, publié fin 2024, a

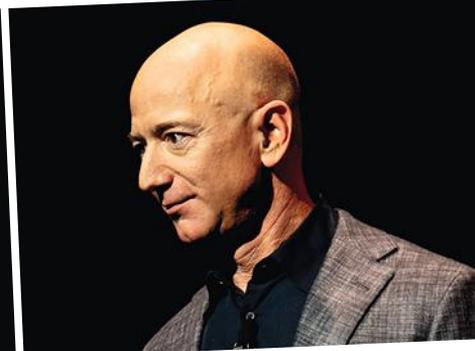
dépassé les 150 000, tandis que *La Psy*, de cette même McFadden, approche les 110 000. Il est vrai que la vengeance de ses héroïnes un peu bizarres sur des hommes épouvantables est des plus jouissives.

Autre pépite dans l'escarcelle de City, Anna Stuart. Là encore, question de flair, « mais aussi de chance », tient à préciser Frédéric Thibaud. « Quand son agent m'a fait lire *La Sage-femme d'Auschwitz*, j'ai tout de suite apprécié ce roman bien écrit et émouvant tiré d'une histoire vraie. » J'ai lu est de nouveau de la partie, tout comme les influenceurs, d'Instagram à Facebook, qui s'enflamment pour cette fiction grand public. Résultat, *L'Orpheline d'Auschwitz*, troisième opus d'Anna Stuart, que vient de publier City, s'installe dans les meilleures ventes. Il y a fort à parier que son ascension ne s'arrête pas là, Frédéric Thibaud plaçant « beaucoup d'espoir dans de nombreux titres à venir ». On n'en saura pas plus, c'est que la concurrence rôde, et la discrétion est plus que jamais de mise. ✨ MARIANNE PAYOT

Avec Amazon, la crainte d'un James Bond sous algorithme

La plateforme américaine a pris le contrôle créatif de l'espion de Sa Majesté.

Au risque de lui faire perdre son âme ?



Interprété par Daniel Craig jusqu'en 2021 sous la supervision de Barbara Broccoli (à g.), 007 est passé entre les mains de Jeff Bezos (à dr.).

James Bond est finalement bien le produit de son époque – ou en tout cas, de son industrie. Enfant chéri de la MGM – un des géants du cinéma du XX^e siècle –, le plus célèbre des agents secrets est définitivement passé en février entre les mains d'Amazon. La plateforme avait déjà acquis la franchise en 2022, en ayant raflé les studios et le catalogue MGM. Sans pour autant pouvoir l'exploiter comme elle le souhaitait. Une partie du « contrôle créatif » de la saga était toujours détenue par les ayants droit de la famille Broccoli, producteurs historiques du personnage. La situation était une épine dans le pied de Jeff Bezos, patron d'Amazon et grand fan de James Bond. Comment concilier la gestion familiale des Broccoli, capables de donner le rôle à un acteur quasi inconnu sur la base d'une « intuition », avec l'aversion au risque d'un géant numérique comme Amazon ? La réponse est simple : c'est impossible.

« Le changement est concomitant à celui de l'économie du cinéma : le passage du règne des studios à celui des plateformes »

En décembre, le *Wall Street Journal* décrivait avec force détails les différends irréconciliables entre les deux camps. Au point de manier l'insulte, Barbara Broccoli décrivait, selon des propos rapportés, les créatifs d'Amazon comme des « imbéciles ». La productrice désapprouvait le projet de la firme de décliner Bond en multiples séries et films – un peu à la manière dont Disney a pu se saisir de *Star Wars*. « La spécificité de la franchise James Bond est sa capacité de réinvention tous les

quinze ans. Cette fois, elle est concomitante à un changement dans l'économie du cinéma : le passage du règne des studios à celui des plateformes », note Matthieu Letourneux, professeur de littérature à l'université Paris-Nanterre, spécialisé dans la littérature de genre.

Perdu dans les limbes depuis le départ de sa dernière incarnation, Daniel Craig, l'espion de Sa Majesté n'a ni scénariste, ni réalisateur, et surtout aucun nouvel acteur. Son passage complet dans le giron d'Amazon devrait rapidement relancer la machine. Peu après l'annonce de sa prise de contrôle créatif total, Jeff Bezos a questionné les fans sur les réseaux sociaux : « Qui choisiriez-vous pour le prochain Bond ? » La démarche a de quoi faire s'étrangler les puristes, dont il faut imaginer les sueurs froides – une 26^e itération du personnage choisie par algorithme ! Les parieurs s'affolent. Un temps favori, Aaron Taylor-Johnson, abonné aux rôles de super-héros, a perdu sa place au profit de James Norton – une autre belle gueule à la prestance très aristocratique. A moins que le jeune Harris Dickinson, héros de la Palme d'or *Sans filtre*, ne vienne mettre sa beauté délicate au profit du MI6. Il serait un contraste saisissant avec le James Bond de Craig, viril, sombre, hanté par les fantômes du passé. Un homme d'action avec ses fêlures, taillé pour coller aux obsessions des blockbusters récents.

A de rares exceptions – on pense facilement à George Lazenby – les Broccoli ont su manier la plasticité du personnage pour éviter qu'il ne sombre dans la ringardise. Avec eux, tout était question d'instinct. Bezos et ses algorithmes en auront-ils ? *

ALEXANDRA SAVIANA

A Cannes, la Malmaison se réinvente

Témoign privilégié de la Belle Epoque sur la Croisette, l'édifice vient d'être réhabilité. Il abrite désormais un centre d'art contemporain international, qui continue de flirter avec les maîtres du xx^e siècle.

Voilà des décennies qu'elle n'avait pas bénéficié d'une rénovation à la hauteur de sa destinée. Tout commence en 1863 quand les architectes Blondel et Vianey construisent la Malmaison en tant que villa annexe du Grand Hôtel, édifié la même année, alors que le front de mer cannois aime les hivernants fortunés et que les établissements de luxe se multiplient sur la toute nouvelle Croisette. La demeure, qui mêle les styles avec un penchant marqué pour le baroque, est agrandie en 1901 sur l'impulsion du grand-duc Michel de Russie pour y nicher son cercle de golfeurs. Un temps propriété de lord Crawford, elle finit par tomber en 1970 dans le giron de la ville, qui y loge ses activités culturelles. Aujourd'hui, après deux années de chantier, la belle dame de l'emblématique promenade vient de faire peau neuve, sous la houlette architecturale de Nelson Wilmotte (le fils de Jean-Michel). Si la Malmaison conserve sa façade d'époque, une toiture résolument contemporaine en bois et zinc recouvre désormais l'édifice, agrémenté d'un *rooftop*. Quant aux espaces intérieurs, ils ont été entièrement réhabilités, triplant la surface dévolue aux expositions, qui occupe trois étages. Coût total de l'opération : près de 11 millions d'euros.

Le projet, qui rentre dans le programme « La Croisette réinvente sa légende », lancé par le maire, David Lisnard, s'inscrit dans la préservation du patrimoine – d'où cette restructuration aux antipo-



Fraîchement rénovée, la demeure a gardé sa façade d'origine.

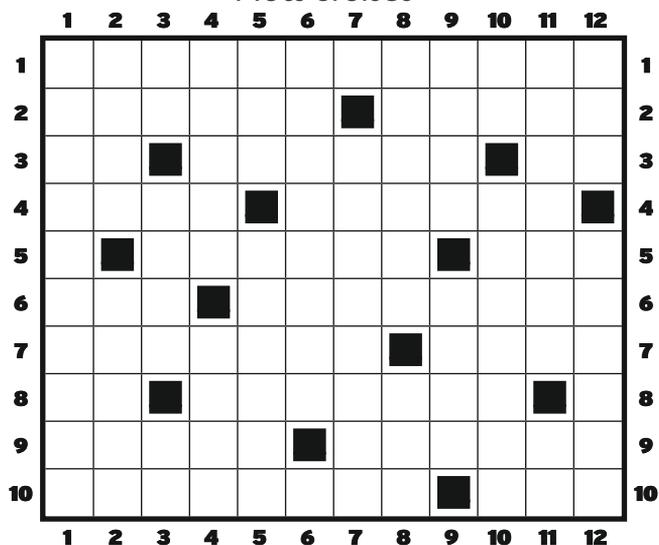
L'exposition inaugurale voit se confronter sur la toile un Midi idéalisé et un Sud réinterrogé, voire chahuté

des du *white cube* – et l'ouverture au monde pour attirer les artistes reconnus ou phénomènes émergents de la sphère internationale. Centre d'art contemporain, l'endroit ne glissera pas moins un événement autour de l'art moderne dans sa programmation annuelle, le Midi ayant constitué une terre d'accueil et d'inspiration pour les plus grandes signatures du xx^e siècle. En témoigne l'exposition inaugurale, visible jusqu'au 20 avril, qui réunit sur le thème de la Méditerranée les œuvres d'une cinquantaine d'artistes d'hier et d'aujourd'hui. Intitulé *Luxe, calme et volupté* – clin d'œil à Baudelaire mais aussi à Matisse pour son tableau du même nom –,

l'accrochage des commissaires Amélie Adamo et Hanna Baudet offre ainsi d'intéressantes confrontations entre les époques et les univers, entre un Sud idéalisé dans une quête d'éden gorgé de soleil et un territoire réinterrogé, voire chahuté, sur la toile.

On y voit les étapes initiatiques de Matisse et Derain à Collioure, Signac à Saint-Tropez, ou encore Picasso à Antibes et Cannes, qui trouvent ici la lumière et la couleur propices au travail sur le motif, entrer en collision avec la figuration libre de Combas, les teintes chaudes de Thomas Verny, parti sur les traces des Fauves, les bleus et verts de *L'été*, de Pierre Bonnard, revisités par Christine Guinamand dans son *Joueur d'échecs*, la composition hyperréaliste de l'Irانيenne Nazanin Pouyandeh, *La Ronde*, elle aussi renvoyant à Henri Matisse, dont la toile éponyme figure sur un carnet de croquis au sol, l'*Adam et Eve* de Louis Cane aux formes picassiennes. Dans une sculpture installation évolutive faite de savon et vouée à l'érosion, Frédéric Nalbandian, originaire de Menton, prend, quant à elle, le « contre-pied du paradis retrouvé pour transmettre l'impermanence d'un monde menacé », tout comme Thomas Lévy-Lasne remplace la silhouette de Gustave Courbet saluant la mer par une poubelle. Quand le maître, en son temps découvrait, émerveillé, les rivages de Palavas, son jeune héritier met à mal le mythe de l'âge d'or azuréen. ✨ LETIZIA DANNERY

Mots croisés



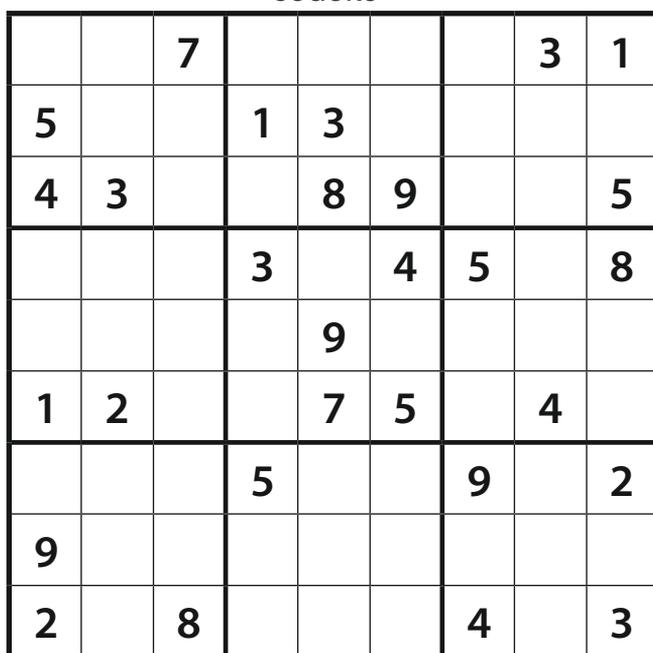
Horizontalement

1. Mettent souvent les mains dans leurs fouilles. 2. Frappé ou tapé. Il apparaît souvent dans la division. 3. Annonce la fin. Créer en atelier. Est divisible par 4 et 12. 4. Belle de nuit. Être en situation de dépendance. 5. Cours de Néerlandais. Lieu d'accrochages. 6. Brise larmes. Ensemble équin. 7. Point faible. Est-il au test? 8. Avant porte, parfois. Telle une queue à la tête. 9. Mise au bloc? Ne se déplace jamais sans son ombrelle. 10. Mouvements musclés. Ont parfois beaucoup d'ombres.

Verticalement

1. De Paris ou de Syracuse. 2. Handicap pour coureur? Abri temporaire. 3. Canal banalisé. Chaudement couvert. Doublié à l'Opéra. 4. Labourés à l'ancienne. Le passage de sa barre est dangereux. 5. Bien roulés. Entourage de pieu. 6. Comme un air de verdi. 7. Milieu de vauriens. 8. A vengé son père. Son pour farines. 9. Pays d'armagnac. Ballade en Allemagne. 10. Peuvent être cultivés. Son travail ne donne pas satisfaction. 11. La modestie s'y oppose. Point oublié. 12. Est pratiquement sans pouvoir d'achat. Bouts de bobine.

Sudoku

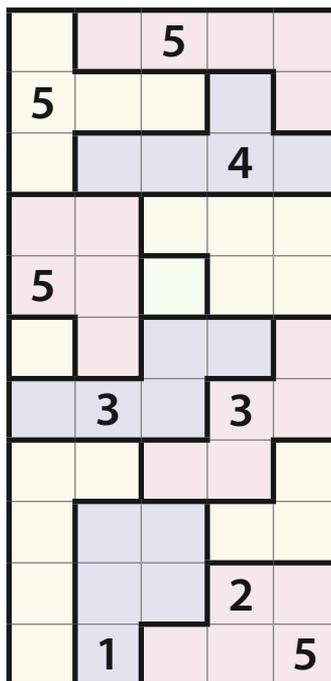


Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

Tectonic®

Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).



A	C	A	D	E	M	I	C	I	E	N	S
N	I	A	I	S	S	O	N	N	E	E	
T	E	M	A	G	O	T	T	E	C		
E	L	F	E	A	L	A	M	O	H		
R	U	S	A	G	E	E	R	R	E		
I	C	I	P	E	R	F	U	S	E	R	
E	U	R	O	P	E	I	R	E	N	E	
U	V	G	I	S	A	N	T	O	S		
R	E	C	R	E	S	I	R	I	U	S	
S	E	D	E	N	T	A	R	I	S	E	E

8	9	6	5	4	7	2	3	1			
7	3	1	9	6	2	5	4	8			
5	4	2	3	8	1	6	9	7			
2	5	9	7	1	6	3	8	4			
3	7	8	4	9	5	1	6	2			
6	1	4	8	2	3	7	5	9			
4	6	7	2	3	9	8	1	5			
1	8	5	6	7	4	9	2	3			
9	2	3	1	5	8	4	7	6			

2	4	1	3	2							
1	3	2	5	1							
4	5	1	4	2							
3	2	3	5	1							
5	1	4	2	4							
2	3	5	3	5							
5	1	4	2	4							
3	2	5	1	3							
1	4	3	4	2							
3	2	1	5	3							
1	4	3	2	1							

Solutions du n° 3843
paru le 27 février 2025

Christophe Donner



Un grand moment de télé

Ce fut une soirée inoubliable, j'irai même jusqu'à dire historique. Toutes ces stars françaises, et l'étrangère Roberts, la fraîcheur inaltérable de l'éternellement neuve Catherine Dorléac. Mais surtout l'ambiance alcoolisée après deux heures passées au Fouquet's à noyer son trac – « Est-ce que je vais l'avoir, ce putain de César » – ou ses rancœurs – « Regarde-moi ces connards qui m'ont pas nommé ». Soirée d'emblée rassurante quand on a compris, avec la présentation de Jean-Pascal Zadi, que la grand-messe du cinéma national pouvait être animée par un acteur noir des cités. Est-ce que c'est parce qu'il était là qu'il n'était pas drôle, ou parce qu'il n'était pas drôle qu'il était là ? A contrario, ça gênait un peu de trouver le « mâle alpha » du cinéma franchouillard devenir l'exclu, le minoritaire visible de la corpo, jusqu'à ce que, dans le rôle tragique du loser suppliant : « Je signale à l'académie que j'ai joué dans des comédies qui n'étaient pas drôles », Franck Dubosc

manque de nous faire mourir de rire. Le clou de la soirée était ailleurs. Car, pour ne rien vous cacher, je goûte aussi peu cette fête du cinéma que celle du théâtre. Et pour tout vous dire, les fêtes de quoi que ce soit m'insupportent depuis toujours, je trouve presque chaque fois une bonne excuse pour les éviter. L'ennui est une torture. Rester au lit pendant la Fête de la musique, aller au cinéma le soir de la remise des César, c'est ma règle. Il arrive pourtant que je me retrouve coincé. Soit parce que Dora me demande de lui masser-caresser le pied pendant qu'elle kiffe Scarlett Johansson avec Tarantino, ce qui me permet, quel soulagement, de tourner le dos à l'écran. Soit, comme ce fut le cas cette année, parce que ma nièce y concourait pour le César du meilleur court-métrage documentaire, le strapontin de la soirée. C'est elle, ma nièce, qui m'a dit qu'ils allaient d'abord s'alcooliser au Fouquet's. Mais pas fichue de me dire à quelle heure, forcément tardive, elle allait passer et peut-être monter sur scène pour recevoir son trophée.

Allais-je devoir, pour de basses raisons familiales, supporter le défilé des congratulations lénifiantes et des remerciements chevrotants ? Eh bien non, quand c'est insupportable, je ne supporte pas. Assis à mon bureau, devant mon écran d'ordinateur, et sachant que Volodymyr Zelensky en plein tournage de la dernière saison de sa série autobiographique intitulée *Poutine m'a tuer* (« *Ultimatum* » du 27 février), j'ai cliqué sur l'onglet BFMTV. Je suis tombé au milieu de ce qui devait déjà être le centième passage de la séquence que vous connaissez. J'ai mis un certain temps à réaliser ce qu'il se passait :

« Vous pensez que si vous parlez très fort vous allez...
– Il ne parle pas fort. Votre pays est en grande difficulté.
– Je peux parler ?
– Non non, vous avez beaucoup parlé. Votre pays est en grande difficulté.
– Je sais !
– Vous ne gagnez pas. Vous avez une sacrée bonne chance de pouvoir vous en sortir, grâce à nous ! »
Je crois que j'ai eu peur, ou alors c'était un sentiment d'humiliation, une tristesse profonde, tout ça à la fois. Une suffocation. Jusqu'à ce que la colère remette en marche ma respiration. Je n'ai pas besoin de vous dire que la surannée bamboula ne faisait pas le poids, médiatiquement parlant, à côté des chefs d'Etat en train de se crêper le chignon dans le bureau Ovale. Ça relativisait la déception de ma nièce, qui n'était pas si profonde : « J'ai vu comment ça marchait. » N'empêche que le manque de réactivité de Canal+ est consternant. Comment n'ont-ils pas profité de ce « grand moment de télé » pour lancer avec la Maison-Blanche le plus sensationnel duplex de l'histoire de la soirée des César ! *

Christophe Donner, écrivain.

19.03

LEXPRESS
ÉDUCATION

16H-22H

1^{ère} ÉDITION

E-SALON DE L'ÉDUCATION

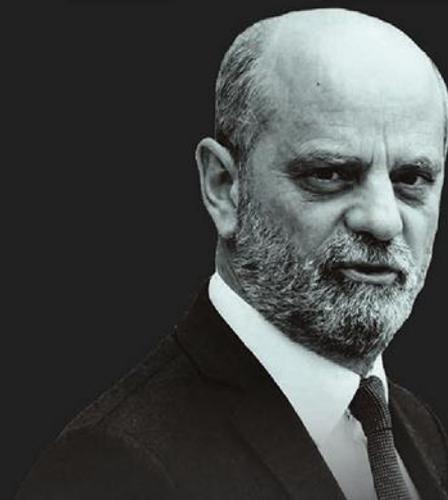
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

*Les plus grandes
écoles viennent
pitcher*

EN DIRECT

*sur un plateau
TV!*

Avec la présence exceptionnelle de...



JEAN-MICHEL BLANQUER

Ancien ministre
de l'Éducation nationale



RANGE ROVER SPORT



Modèle présenté : Range Rover Sport P550e BVA AWD.
Consommation de carburant en cycle mixte l/100 km (WLTP) : 0,7 à 0,9.
Land Rover France. 509 016 804 RCS Nanterre.



Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer